

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES RAPPORTS DE POUVOIR AU SEIN DES GROUPES MILITANTS RADICAUX

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES POLITIQUES

PAR
MARIE-EVE QUIRION

JUILLET 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Merci à...

*Jean-Marc Piotte et Francis Dupuis-Déri pour les conseils judicieux et l'ouverture,
Ma famille, pour l'inlassable soutien et les quelques remises à l'ordre,
en particulier à ma mère, pour l'effort et l'intérêt mis à la relecture,
Mes amiEs, pour les encouragements et le support, en particulier à
Marjolaine, Jonathan et Bernard, pour avoir suivi (et subi !) le processus pas à pas
et pour avoir tant de fois nourri mes réflexions,
Mes amilitantEs, pour les espoirs et les combats partagés, en particulier
aux filles de Cyprine et aux militantEs du Comité des sans-emploi,
Et finalement,
Merci aux militantEs ayant généreusement accepté de
participer au projet : ce mémoire vous appartient.*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	VII
INTRODUCTION	1
<i>Le contexte de recherche</i>	4
<i>Propositions et méthodologie</i>	5
<i>Division du mémoire</i>	10
CHAPITRE I	
DÉFINITIONS ET COMPARAISONS : LA MISE EN PLACE DE BALISES	11
1.1 LES ALTERMONDIALISTES ET LES AUTRES.....	12
<i>Un renouveau ?</i>	13
<i>Distanciation, mais adhésion</i>	14
<i>La dés/organisation ?</i>	16
<i>Et le but</i>	21
1.2 LE QUÉBEC MILITANT : UN TERREAU FERTILE	23
<i>Justice globale, anti-altermondialisme : les portraits généraux</i>	23
<i>Des entrevues riches en contenu</i>	26
1.3 DU POSITIONNEMENT AU POUVOIR.....	32
<i>Leadership, autorité et pouvoir : proposition de définition</i>	33
<i>Des « positionnalités »</i>	35
CONCLUSION	38
CHAPITRE II	
UN MILITANTISME EN QUÊTE DE COHÉRENCE	40
2.1 MILITER : UN MODE DE VIE.....	41
<i>De l'intégration à l'adhésion</i>	41
<i>Un militantisme bien défini</i>	46
<i>Être militant-e</i>	47

2.2 MILITER POUR SOI, MILITER SUR SOI	51
<i>L'individuation : sans rejet du collectif</i>	52
<i>Vivre ses idéologies</i>	55
2.3 MILITER, C'EST REFUSER	62
<i>La désillusion en héritage</i>	62
<i>Ne plus attendre Godot</i>	65
<i>Fatalistes, mais radicaux-les</i>	68
<i>Leadership à gérer</i>	71
CONCLUSION	73
CHAPITRE III	
PRIORITÉ AUX PROCESSUS	75
3.1. DES COLLECTIFS AFFINITAIRES, DES COALITIONS, DES RÉSEAUX	76
<i>Des groupes affinitaires très restreints</i>	77
<i>Coalitions et réseautage</i>	79
<i>Faire vivre un projet</i>	83
3.2 UN FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN ET CONCRET	87
<i>De petits espaces éphémères et fluides</i>	88
<i>Les procédures délibératives</i>	91
<i>Des débats longs et empreints de lourdeur</i>	96
3.3 AFFINITÉS RECHERCHÉES	99
<i>Refuge et proximité</i>	99
<i>Des liens particuliers</i>	102
<i>Et la tyrannie de la non-structure ?</i>	103
CONCLUSION	106
CHAPITRE IV	
MILITANT-E-S CONTRE MILITANT-E-S	108
4.1 NE PAS REPRODUIRE LES OPPRESSIONS SYSTÉMIQUES	109
<i>Sexe et genre : l'égalité non négociable</i>	110
<i>Sortir d'un milieu blanc et francophone</i>	118

4.2 MILITANTISME VERSUS HÉROÏSME	121
<i>L'expérience militante : un atout intimidant</i>	125
4.3 ACTION DIRECTE ET DÉSOBÉISSANCE CIVILE	133
CONCLUSION	136
CONCLUSION.....	138
BIBLIOGRAPHIE.....	155

TABLE DES APPENDICES

APPENDICE 1 :	144
<i>Tableau 1 : Description des groupes</i>	144
<i>Tableau 2 : Les caractéristiques socio-économiques des interviewé-e-s</i>	145
APPENDICE 2 : SCHÉMA D'ENTREVUE	146
APPENDICE 3 : LES PRINCIPES DE L'AMP	147
APPENDICE 4 : LE POSITIONNEMENT DES GROUPES	148
APPENDICE 5 : LES SORCIÈRES	149
APPENDICE 6 : LES APATRIDES ANONYMES	150
APPENDICE 7 : LA COALITION ANTI-MASCULINISTE.....	151
APPENDICE 8 : LA MARCHÉ SUR OTTAWA : PERSONNE N'EST ILLÉGAL	152
APPENDICE 9 : AINSI SQUATTENT-ELLES	153
APPENDICE 10 : LA PAGE NOIRE	154

RÉSUMÉ

Cette étude s'intéresse aux modes organisationnels des groupes militants radicaux du Québec et à leur gestion des rapports de pouvoir. Douze entrevues (semi directives) avec des activistes de Montréal et de Québec (membres de six groupes proches des courants libertaires et féministe radical) ont servi de base pour dresser un portrait des militant-e-s de la frange radicale de l'altermondialisme.

Dans un contexte d'individuation et de désillusion quant aux aspirations révolutionnaires, il demeure, pour les activistes, une adhésion aux idéologies (en particulier à l'anarchisme) et un sentiment d'appartenance aux groupes militants. Les interviewé-e-s mettent d'ailleurs l'engagement au centre de leur vie et tentent de concilier l'individuel et le collectif.

Les militant-e-s radicaux-les s'organisent *ici et maintenant* selon leurs affinités, les coalitions à former et leurs désirs de se réseauter. Malgré le caractère éphémère et flexible des groupes, on retrouve de forts liens d'appartenance et de proximité dans ces lieux qui deviennent des refuges pour les militant-e-s.

Les radicaux-les aspirent à mettre en pratique leurs idéaux de liberté, d'égalité et de solidarité, d'où leur prise en considération des rapports de pouvoir qui se développent à l'intérieur des groupes militants. Ressentant un sentiment d'urgence, ils et elles cherchent également à faire apparaître leurs visées sociales et politiques dans l'espace public et à combattre les formes tangibles d'oppressions systémiques.

Vivant souvent avec tension la difficile application de leurs idéaux (en reproduisant même au sein de leurs groupes ce qu'ils et elles dénoncent), les militant-e-s radicaux oscillent donc entre le front intérieur et le front extérieur de leur lutte.

Mots-clés : militantisme, engagement, organisation, radicalisme, anarchisme, féminisme, affinitaire, altermondialisme, révolution, désillusion, oppression systémique, leadership, autorité, pouvoir.

INTRODUCTION

Changer la société. Tel est le désir de nombreuses personnes qui décident de prendre part à l'espace public pour faire entendre leurs revendications, leurs désirs de construire une société égalitaire, libre et solidaire, leurs rêves de justice globale. Mais à titre d'aspiration et de projets, ce sont des « Ya Basta ! » qui résonnent : le changement commence par la négation du présent. Et ce qui est refusé, c'est de continuer d'accepter des systèmes de domination et d'exploitation qui sont centenaires, voire millénaires – le patriarcat, le capitalisme, l'impérialisme, le racisme, l'hétéronormativité, etc. Mais il y a plus encore. Il y a aussi le refus de se soumettre aux normes, aux traditions et au passé pour dicter la conduite à adopter. « Le désir est clair, mais pas le moyen de le réaliser¹ » souligne l'anarchiste Ruben Prieto. Ainsi, il n'y a ni modèle, ni mode d'emploi pour changer radicalement la société : « Si la révolution à travers la conquête du pouvoir étatique s'est révélée une illusion, cela ne veut pas dire que nous devons abandonner l'idée de la révolution. Mais il faut la concevoir en d'autres termes : non comme une conquête du pouvoir, mais comme la dissolution du pouvoir² ».

Que reste-t-il donc des révolutionnaires et de leurs idéaux ? « J'ai sacrifié à cette organisation les meilleures années de ma vie que j'aurais dû consacrer à mes études » (Serge) ; « Je me suis enfermée dans mes propres objectifs, me coupant de la réalité » (Monique) ; « J'étais moralisatrice et intransigeante, je ne veux plus changer les autres pour leur bien » (Francine) ; « C'est un trip de pouvoir parmi les tripeux de pouvoir. Tu manipules et tu es manipulé. Les militants ne vivent pas dans leur quotidien ce qu'ils charrient dans leurs discours. [...] Je

¹ Ruben Prieto, « Futurs imprévisibles et anarchismes prématurés », Renaud De Bellefon, David Michels et Mimmo Pucciareli (dir. publ.), *L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire des femmes, d'hommes et de leurs imaginaires*, Lyon, Ateliers de Créations Libertaires, 2001, p. 311.

² John Holloway, « Douze thèses sur l'anti-pouvoir », *Contretemps*, no. 6, février 2003, consultation en ligne (12 novembre 2007) : <http://libertaire.free.fr/JHolloway01.html>

voulais les faire penser comme moi » (Rosaire)³. Les récits des ex-militant-e-s peuvent en décourager plusieurs. D'ailleurs, se sacrifier au nom de *la Cause*, participer à l'avant-garde éclairée ou devenir des martyrs et même faire la Révolution ne sont plus, sauf exceptions⁴, des idées auxquelles se rattachent les personnes qui aspirent à changer la société. Il y a quand même des gens qui s'impliquent ! Mais ce qui est désormais prôné, c'est un engagement social qui ne se fait pas au détriment de l'individu. Les principes de bases modelant cet engagement doivent se concrétiser dès maintenant et non uniquement à l'heure tardive de la Révolution. En bref : la fin ne justifie plus les moyens.

Une vague militante se développe depuis environ une décennie qui est associée au mouvement altermondialisation⁵. La plupart de ces adhérent-e-s sont jeunes, scolarisé-e-s, un peu idéalistes... Il serait donc présomptueux de tabler sur l'idée d'une brutale rupture générationnelle. Le vocable des révolutionnaires des années 1960-70 n'a peut-être plus cours, mais il a été remplacé. Les idées en vogue sont désormais : agir ici et maintenant, se baser sur l'affinitaire, construire des contre-pouvoirs, penser global agir local, etc. Comme à d'autres époques, d'autres lieux, d'autres mouvements, on trouve au sein de l'altermondialisation une division (pas toujours nette) entre réformistes et radicaux. Ce qui distingue la frange radicale de ce mouvement, c'est de ne pas chercher à mettre en place une *autre* mondialisation des marchés, ni à contrôler le capitalisme, mais de plutôt tendre vers une vision sociétale anticapitaliste, antipatriarcale et antiautoritaire. Par radicalisme, on entend ici le désir d'aller à la *racine* des problèmes, de contester les fondements même des systèmes d'oppression systémiques (voir la section 1.2). C'est cette frange militante qui veut redéfinir l'éthique de demain par son engagement d'aujourd'hui⁶ et c'est pourquoi cette étude s'intéresse principalement à ces militant-e-s.

³ Citations d'ex-militant-e-s actif-ve-s dans les années 1970. Jean-Marc Piote, *La communauté perdue : petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB éditeur, 1987, p. 106 (Serge) ; p. 83 (Monique) ; p. 119 (Francine) ; p. 92 (Rosaire).

⁴ Au Québec, c'est le cas des groupes *Hors d'œuvres* et la *Nefac*, entre autres, pour lesquels les allusions aux modèles révolutionnaires « classiques » sont fréquentes. Voir les sites internet : <http://www.hors-doeuvre.org/> et www.nefac.net/

⁵ On retrouve également d'autres expressions : le mouvement antimondialisation, alter/antimondialisation, mouvement des mouvements, mouvement pour la justice globale, alter-activistes, etc.

⁶ Tim Jordan, *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Autrement, 2002, p. 6.

Les radicaux-les qui s'organisent contre la globalisation des marchés ont de nombreux champs d'actions. Au Québec, en plus des contre-sommets et projets altermondialistes, on les retrouve dans les luttes pour le droit au logement, pour la gratuité scolaire, en solidarité avec les travailleur-se-s, les sans-emploi, les immigrant-e-s, les sans-statut, les réfugié-e-s politiques ; en solidarité avec les luttes en Amérique latine, les luttes autochtones ; en opposition à la brutalité policière, à la destruction de l'environnement et de la biodiversité, au masculinisme, au sexisme, à l'hétérosexisme, au racisme, etc. Les radicaux-les s'organisent aussi pour offrir des « services » alternatifs ou autogérés, dont des librairies, des bibliothèques, des bars, des salles de spectacles, des distributions de repas, des formations écologistes, des jardins communautaires, de l'activisme menstruel (serviettes hygiéniques réutilisables, keepers), etc.

Mais comment toutes les initiatives énoncées peuvent-elles se jumeler au sentiment de négation qui semble être le lot de plusieurs militant-e-s, à cette impression de vide quant aux perspectives concrètes pour changer radicalement la société ? Ce mémoire n'apporte pas de réponse définitive à ce questionnement, puisqu'on en arrive au même constat que John Holloway :

À la fin du livre comme au début, nous ne savons pas. Les léninistes le savent / ou le savaient. Nous ne le savons pas. Le changement révolutionnaire est plus urgent que jamais, mais nous ne savons plus ce que peut signifier une révolution. [...]. Nous nous interrogeons, non seulement parce que nous ne connaissons pas le chemin, mais aussi parce que chercher le chemin fait partie du processus révolutionnaire lui-même⁷.

Comment l'engagement radical est-il vécu, que vise-t-il ? Est-ce que les militant-e-s parviennent à mettre en pratique les idéaux de liberté, d'égalité et de solidarité dont ils et elles se réclament ? Quels sont les paradoxes et les contradictions que rencontrent les personnes décidant de mettre l'engagement au centre de leur vie ? Tels sont les questionnements qui sont à la base de cette étude. Pour établir une piste de réponses, six groupes des villes de Montréal et de Québec ont été choisis et deux militant-e-s par groupe ont été rencontré-e-s. Ces 12 personnes s'inscrivent dans le contexte de la résurgence de l'activisme en lien avec l'altermondialisme, mais se caractérisent surtout par leur tendance libertaire et/ou féministe

⁷ John Holloway, *Change The World Without Taking Power*, Londres, Pluto Press, 2002.

radicale. L'objectif principal de ce mémoire est donc de comprendre comment, par l'action collective, les militant-e-s radicaux-les tentent d'appliquer leurs idéaux de liberté, d'égalité et de solidarité.

Le contexte de recherche

Si les bases de ce que l'on nomme la mondialisation néolibérale étaient déjà en place au début des années quatre-vingt, la résurgence de la contestation radicale est perceptible dès 1994 avec le soulèvement zapatiste au Mexique. Opposée à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), mais aussi résolue à mettre en place de nouvelles tactiques militantes, cette « première guérilla informationnelle⁸ » a eu des répercussions dans l'ensemble de l'Occident⁹. Le soulèvement zapatiste, avec les grèves de 1995 en France et la « bataille de Seattle » de 1999, a forgé l'univers revendicatif de la majorité des militant-e-s. Cette résistance à la globalisation a pris et prend toujours différentes formes. Ces mouvements de contestation ont d'ailleurs joué un rôle catalyseur dans l'éruption de groupes militants radicaux, particulièrement dans la tendance libertaire¹⁰.

Les tactiques prisées – tant au niveau de l'organisation que de l'action – ainsi que la transfiguration de l'idéal révolutionnaire en désir de résistante marquent les milieux contestataires et dénotent leur originalité par rapport aux générations précédentes. Au sujet du renouveau des tactiques d'action, il faut mentionner l'organisation en Black Blocs¹¹, les actions urbaines – dont les *Reclaim the Street*, la résistance par la création, les « zones autonomes temporaires » (TAZ)¹² et les diverses formes d'utilisation de réseaux informatiques¹³. Ces tactiques montrent que la mobilisation passe désormais par

⁸ L'expression est de Manuel Castells, *L'ère de l'information : Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999.

⁹ Voir, entre autres, John Holloway, *Change The World Without Taking Power* (2e ed.), Londres, Pluto Press, 2005 ; Tim Jordan, *op. cit.* ; Isabelle Sommier, *op. cit.*

¹⁰ Voir, entre autres, Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs, la liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux éd., 2003 ; Francis Dupuis-Déri, « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage », Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir. publ.), *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; Noam Chomsky, *De l'espoir en l'avenir : propos sur l'anarchisme et le socialisme*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2001 ; Maxim Fortin, « La résurgence de la contestation radicale en Amérique du Nord », Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2005.

¹¹ Dupuis-Déri, 2003, *op. cit.*

¹² Hakim Bey, *TAZ zone autonome temporaire*, Paris, L'Esprit frappeur, 1998.

¹³ Tim Jordan, *op. cit.*, p. 104-119.

l'instauration d'espaces libres et résistants. L'importance accordée aux stratégies médiatiques caractérise également les mouvements militants depuis le soulèvement zapatiste.

Le désir d'agir dans l'instantanéité occupe aussi une place prépondérante et se vit tant dans l'action que dans l'organisation. En effet, puisque les militant-e-s radicaux-les demeurent réalistes quant aux minimes chances de transfigurations totales et radicales de leur société dans un futur rapproché et ce, en raison de la marginalité des idéaux les animant¹⁴, ils et elles choisissent d'organiser des actions à caractère éphémère et de s'investir dans des groupes dont l'engagement se vit ici et maintenant. Cet engagement ne se définit donc pas uniquement par les actions militantes, mais aussi par les processus internes menant à leurs réalisations.

Propositions et méthodologie

Les militant-e-s rencontré-e-s vivent leur engagement comme un mode de vie. Cet engagement s'inscrit dans le présent et cherche à concilier l'individuel et le collectif. L'implication se vit au sein de groupes, groupes qui sont à la fois des refuges et des laboratoires d'expériences militantes. Ce sont dans ces groupes que les militant-e-s s'organisent et vivent leurs aspirations, mais aussi où ils et elles font face à des limites, des contradictions, des tensions à gérer collectivement. Mais les militant-e-s ne se contentent pas de ces éphémères espaces de liberté. Ils et elles vivent aussi le besoin de faire apparaître leurs idéaux dans l'espace public, de concrétiser des projets, de vivre la révolte qui les habite et de créer des solidarités allant au-delà des rapports affinitaires. En somme, les militant-e-s radicaux-les oscillent entre le front intérieur et le front extérieur de leurs luttes.

Quatre groupes choisis sont actifs à Montréal : les *Apatrides Anonymes*, un groupe affinitaire d'action s'intéressant à la question de l'immigration ; la *Coalition anti-masculiniste* qui s'opposait à la tenue du congrès masculiniste « Paroles d'hommes » ; la *Marche sur Ottawa*, une coalition liée au réseau *Solidarité sans frontière*, qui a organisé une semaine de marche

¹⁴ Francis Dupuis-Déri, «En deuil de révolution ? Pratique et pensées anarcho-fatalistes», *Arguments*, vol. 6, Printemps/Été 2004, Presses de l'Université Laval.

pour les droits des sans-statut et des réfugié-e-s ; ainsi que les *Sorcières*, un groupe affinitaire féministe radical. Les deux autres groupes sont installés à Québec : *Ainsi squattent-elles*, une émission de radio féministe libertaire et la *Page noire*, une librairie-bibliothèque autogérée. La durée d'existence des groupes est variable : d'un an et six mois jusqu'à 10 ans. Les activités principales des groupes sont l'action (qu'il s'agisse d'action directe de perturbation ou d'organisation de manifestation familiale), mais aussi la recherche, la publication (des journaux, des brochures) et la diffusion d'informations. Les deux tableaux de l'appendice 1 présentent les groupes choisis et les caractéristiques principales des interviewé-e-s.

La moyenne d'âge des douze interviewé-e-s est de vingt-sept ans (de 23 ans à 33 ans), ils et elles ont entre six et quinze ans d'expérience militante. La scolarité des interviewé-e-s est nettement au-dessus de la moyenne : ils et elles ont tous suivi des cours universitaires, onze activistes détiennent un baccalauréat, six personnes ont commencé des études de deuxième cycle (deux ont terminé, deux n'ont pas complété le cursus et les deux derniers sont présentement aux études). Trois interviewé-e-s sont étudiant-e-s. En ce qui concerne leur intégration au marché du travail, la majorité (n=8) occupent un emploi à temps plein (dont deux qui sont aussi aux études). De ces huit personnes, quatre occupent un emploi dans le milieu communautaire. Au moment de l'entrevue, trois activistes étaient en recherche d'emploi. La majorité est donc en situation de précarité (chômage, étude, emplois contractuels), mais certaines personnes détiennent une certaine stabilité professionnelle.

Une différence entre les milieux militants de Montréal et de Québec est perceptible. Le milieu étant plus petit à Québec, il semble y avoir davantage de liens entre les groupes et entre les militant-e-s. Par exemple, Patricia (Québec) est à la fois membre de la *Page noire* et d'*Ainsi squattent-elles*. Ariane (Québec), membre d'*Ainsi squattent-elles*, a longtemps été membre de la *Page noire*. Les quatre interviewé-e-s de Québec vivent dans le même quartier et ont d'autres projets en commun (une coopérative d'habitation, par exemple). À Montréal, ces liens sont moins éclatants, mais existent tout de même. Sara (Montréal), des *Sorcières*, était également membre de la *Coalition anti-masculiniste* ; la *Marche sur Ottawa* était liée au réseau de *Solidarité sans frontière* avec lequel les *Apatrides Anonymes* travaillent...

Ce mémoire a bien sûr de nombreuses limites. Premièrement, la petitesse de l'échantillon oblige à une grande prudence quant à la généralisation des observations. Ceci explique l'intérêt pour les autres études et mémoires se basant sur des entrevues avec des militant-e-s, qui permettent de dresser un portrait plus complet et plus juste de ces milieux (voir le chapitre 1). L'analyse de groupes se limite malheureusement à ceux de Montréal et de Québec. J'ai tenté de rencontrer des militant-e-s d'autres villes, entre autres d'Alma, de Saint-Georges de Beauce et de Sherbrooke, mais sans succès (en raison de refus de militant-e-s, de contraintes de temps, de déplacement et du manque de connaissance de ces réseaux plus restreints). Afin de réellement comprendre la dynamique d'un groupe, il aurait été pertinent de rencontrer plus de deux personnes par groupe, puisque quelques interviewé-e-s ont mentionné qu'un-e autre membre aurait sûrement eu un avis différent.

De plus, le choix de ne s'intéresser qu'à deux tendances (libertaires et féministes radicales) n'a pas été concluant. J'avais fait ce choix parce qu'il y a davantage d'information sur les modes de fonctionnements internes de ces tendances au sein de la littérature, mais aussi parce qu'il y a un nombre suffisant de groupes et réseaux anarchistes et féministes radicaux organisés au Québec. Une approche comparative a été tentée, mais je l'ai abandonnée en raison du nombre restreint de groupes, de la disparité entre les types de groupes et de l'entremêlement des tendances (bien des féministes radicales militent *aussi* au sein de groupes libertaires). Les modes organisationnels et le rapport général au militantisme des féministes et des libertaires rencontré-e-s ont donc été difficiles à comparer. Ainsi, il aurait été intéressant d'ajouter des groupes d'au moins une autre tendance, telle que l'écologie sociale, la lutte anti-raciste ou la tendance *queer*. Mais les normes fixes d'un mémoire de maîtrise (par exemple, le rapport au temps) ont fait en sorte que je n'ai pas remédié à ces lacunes.

Le choix de fonctionner avec des entrevues semi-directives (ou un usage nuancé de la méthode non directive) a permis d'étudier les attitudes, les motivations et les perceptions des militant-e-s, ce dont ni l'observation, ni l'entretien directif ou par questionnaire n'aurait pu

rendre compte¹⁵. Cependant, le format des entrevues comporte des limites. Les entrevues sont une photographie, un instant bien précis et les propos recueillis sont le fruit de ce moment, sans nécessairement être représentatifs des réflexions générales des personnes. D'ailleurs, une militante rencontrée (Ariane) avoue que certaines de ses réponses sont liées à un certain contexte, soit la proximité entre l'entrevue et la dernière réunion de son groupe.

La méthode d'entretien semi-directif est utile pour saisir les représentations sociales et faire ressortir les aspects affectifs et personnels, sans faire fi de leur contexte. En cherchant la libre expression de l'interviewé-e, ce type d'interrogatoire donne un rôle particulièrement actif à cette dernière personne, mais l'intervieweur-e doit conserver son rôle de guide. Je me suis d'ailleurs assurée que toutes les composantes des thèmes choisis aient été abordées¹⁶. Cette méthode a aussi assuré l'originalité de toutes les entrevues, celles-ci étant marquées à la fois par l'interaction et la personnalité des deux interlocuteur-trice-s, mais aussi par le contexte dans lequel s'est faite l'entrevue (lieu, durée, période, forme physique, émotions ressenties...).

Les entrevues (toutes individuelles) ont été réalisées entre le mois de juin 2006 et avril 2007. Leur durée est variable : de quarante minutes à une heure quarante-cinq minutes¹⁷. Elles ont été réalisées dans des lieux qui facilitaient l'échange, lieux qui étaient choisis par les interviewé-e-s (chez la personne rencontrée le plus souvent, chez moi ou dans un lieu public tranquille). Elles ont toutes été enregistrées (sur un format cassette ou électronique) et j'ai réalisé des verbatims. Toutes les personnes rencontré-e-s ont eu accès au verbatim de leur entrevue, ils et elles étaient invité-e-s à confirmer qu'il n'y avait pas d'erreurs ou d'incompréhensions. S'ils et elles n'étaient pas à l'aise avec certains passages, ils auraient pu être enlevés ou modifiés (retrait de certaines précisions pouvant identifier des personnes ou des événements précis), mais aucune demande en ce sens n'a été faite. Tous les noms utilisés sont bien sûr fictifs et plusieurs militant-e-s ont nommé précisément des personnes, mais ces noms ont aussi été enlevés pour assurer la confidentialité. Ainsi, les personnes rencontrées

¹⁵ Claire Selltiz *et al.*, *Les méthodes de recherche en sciences sociales*, Montréal, HRW, 1977, p. 313.

¹⁶ Benoît Gauthier, *Recherches sociales : de la problématique à la collecte de données* (4^e ed.), Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 276.

¹⁷ Le schéma d'entrevue utilisé est en Appendice II.

ont été à tout moment libres de cesser leur participation ou de me demander de ne pas mentionner certains éléments (ce qui est arrivé). La confidentialité leur a été assurée, mais seulement dans une certaine mesure : en raison de la proximité de ces milieux, ces personnes peuvent être reconnu-e-s par leurs proches ou par d'autres militant-e-s, ce dont les interviewé-e-s étaient tout à fait conscient-e-s (ce qui explique le choix de leur donner accès au verbatim).

Si la rigueur méthodologique a été recherchée, j'assume ma subjectivité. Il y a une prise de position dans ce mémoire : l'action des groupes militants radicaux est légitime, positive et même bénéfique pour la société. En ce sens, les choix de thèmes, de groupes et d'informations témoignent d'intérêts personnels. Finalement, il est nécessaire de mentionner mon propre engagement militant au sein de groupes anti-capitalistes, étudiants et féministes. Connaître les milieux féministes radicaux et libertaires m'a ainsi facilitée la prise de contact, en plus d'expliquer – en partie – la générosité et la confiance que les militant-e-s m'ont témoignée. Cependant, cette subjectivité a aussi des inconvénients : il m'était difficile de choisir les groupes et les individus de façon impartiale.

Le manque de disponibilité des militant-e-s ou l'inaction temporaire de certains groupes ont occasionné des refus de participation (environ six refus). Ainsi, sur les douze militant-e-s, je connais bien quatre de ces personnes de par des implications et/ou un réseau social commun, mais pour le reste, les militant-e-s rencontré-e-s m'étaient souvent référé-e-s ou je ne les connaissais que très peu avant l'entrevue. J'ai aussi été membre d'un des groupes choisis, ce qui implique un rapport particulier¹⁸. Finalement, dans le cas de la *Coalition anti-masculiniste*, la *Page noire* et la *Marche sur Ottawa*, des individus ont été contactés individuellement, alors que pour les trois autres groupes (les *Sorcières*, les *Apatrides Anonymes* et *Ainsi squattent-elles*), tous les membres étaient a priori au courant de la démarche de recherche et ont collectivement décidé d'y participer en choisissant deux personnes pour les entrevues.

¹⁸ Il s'agit de la Coalition anti-masculiniste. Une attention particulière a été prise : choisir deux personnes qui n'étaient pas membres du même comité de travail que moi et avec qui j'avais eu moins de contacts.

Division du mémoire

Ce mémoire est divisé en quatre parties. En premier lieu, il est nécessaire d'exposer les particularités de cette étude par rapport à la littérature sur l'altermondialisation et de faire des comparaisons avec les études mettant également en scène des militant-e-s du Québec. Le deuxième chapitre s'intéresse principalement au cheminement des activistes : *comment* ils et elles font du militantisme un mode de vie, malgré leur négativisme quant aux possibilités « révolutionnaires ». Ce n'est qu'ensuite, dans le troisième chapitre, que les groupes seront analysés (leurs objectifs, leurs fonctionnements et les liens qui s'y créés). Le dernier chapitre expose finalement le type de difficultés que rencontrent les militant-e-s à l'intérieur de leur groupe. En somme, toutes les parties de l'étude exposent les questionnements, les remises en question et les contradictions, mais aussi les créations de liens, les forces et les espoirs qui animent les militant-e-s.

CHAPITRE I

DÉFINITIONS ET COMPARAISONS : LA MISE EN PLACE DE BALISES

Le milieu étudiant est un lieu de prédilection pour l'engagement. D'ailleurs, c'est souvent pendant leurs études que de nombreuses personnes flirtent avec l'implication sociale et politique. Cependant, les carabins militant-e-s ne peuvent pas passer tout leur temps à contester ou faire la grève... Ils et elles se doivent aussi d'étudier ! Ainsi, leur propre engagement peut en venir à leur inspirer certains sujets de recherche. Il n'est donc pas surprenant que de nombreux travaux universitaires ayant comme thèmes l'engagement et la contestation sociopolitique soient présentement en cours. Même au sein de l'échantillon, ces cas sont présents : Charles a fait un mémoire de maîtrise sur l'histoire du mouvement étudiant au Québec, Amélie rédige un mémoire en sciences politiques sur différents projets citoyens de son quartier (la basse-ville de Québec)¹⁹. Et lorsqu'ils et elles ont été interviewé-e-s, Philippe, Patricia, Sara et Sylvie ont mentionné avoir récemment répondu à d'autres entretiens du même type dans le cadre de recherches d'étudiant-e-s. Dans ce contexte, il s'avère pertinent de prendre en considération les autres études (connues et accessibles) se basant sur des entrevues de militant-e-s, c'est-à-dire les mémoires de maîtrise de Magaly Pirotte, de Valérie-Anne Mathéo-Le Luel et de Geneviève Pagé²⁰, ce qui permet également de faire ressortir certaines particularités de mon étude.

¹⁹ Ces informations non pas été obtenues pendant les entrevues, mais lors d'échanges informels.

²⁰ Magaly Pirotte, « Modalités, formes et significations de l'engagement au sein des collectifs du mouvement de justice globale : étude de cas auprès de 16 militant-e-s montréalais-es », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2005 ; Valérie-Anne Mathéo-Le-Luel, « De la pensée et de l'action : L'engagement de jeunes dans le mouvement anti-altermondialiste au Québec », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 2004 ; Geneviève Pagé, « Reinventing the Wheel or Fixing It ? A Case Study of Radical Feminism In Contemporary Montréal », Mémoire de maîtrise, Ottawa, Carleton University, 2005.

L'engagement des douze activistes rencontré-e-s se doit d'être contextualisé. Pour se faire, les ouvrages principaux de la littérature sur l'altermondialisme ont été privilégiés. Ce choix s'explique d'abord par l'importance des grands rassemblements altermondialistes (en particulier, les contres-sommets²¹) dans la constitution de l'imaginaire politique des militant-e-s radicaux-les. Puisque l'objectif de cette étude n'est cependant pas de faire un portrait général de cette mouvance militante, mais plutôt de s'intéresser à la façon dont douze militant-e-s mettent en pratique leurs idéaux radicaux, une revue exhaustive de la littérature n'est pas jugée nécessaire. Ainsi, il n'y a que certains thèmes récurrents qui sont retenus, dont la façon de définir l'engagement, les caractéristiques organisationnelles et les objectifs visés par les groupes. Le choix de s'intéresser à la littérature sur l'altermondialisme permet aussi davantage de comparaisons avec les mémoires de Pirotte et Le-Luel puisqu'elles se réfèrent aux mêmes auteur-e-s²². De plus, en se positionnant sur la question des rapports de pouvoir, on comprend bien les défis auxquels font face les militant-e-s voulant mettre en pratique leurs idéaux. Cette première partie de l'étude sert donc à mettre en place certaines balises qui guident l'analyse, qui deviennent des fils conducteurs. Finalement, il a été choisi, comme perspective, de s'intéresser davantage au *comment* est-on militant-e qu'au *pourquoi*²³.

1.1 Les altermondialistes et les autres

Les personnes opposées à la mondialisation des marchés n'attendent pas que se déroulent de grands sommets ou autres événements d'envergure internationale pour faire valoir leurs aspirations de justice globale. Ces revendications, elles les font entendre dans différents lieux, différents moments et surtout, dans leur quotidien. La majorité des études s'intéressant à cette vague contestataire expose d'ailleurs des champs d'actions et des tendances diversifiées, dont une frange radicale qui adhère aux principes de l'Action mondiale des peuples (AMP)²⁴. Cependant, certaines caractéristiques de l'engagement des radicaux-les semblent être occultées par les portraits généraux qui sont fait de l'actuelle mouvance militante. Ne faisant

²¹ Voir Maxim Fortin, *op. cit.*

²² Un travail subséquent pourrait davantage s'intéresser à la littérature sur l'engagement, ce qui permettrait de mieux cerner certaines caractéristiques des militant-e-s.

²³ Ce choix est inspiré de Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

²⁴ Pour les principes de base de l'AMP, Voir l'Appendice 3.

pourtant pas bande à part, les revendications à saveur radicale et la façon de les mettre en pratique des interviewé-e-s se doit d'être exposées.

Un renouveau ?

S'engager ! : les nouveaux militants, activistes, agitateurs... (Tim Jordan, 2003), *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation* (Isabelle Sommier, 2003), *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* (Eric Agrikoliansky et al., 2004), *Tout à commencé à Porto Alegre : mille forums sociaux !* (Bernard Cassen, 2003), *Altermondialisme : le nouveau mouvement d'émancipation ?* (Eddy Fougier, 2004), *La « nouvelle résistance » : stratégies de publicisation déployées par des intellectuels critiques de la globalisation (1994-2005)* (France Aubin, 2006)²⁵ ... L'engagement militant qui se réclame du soulèvement Zapatiste de 1994, des grèves françaises de 1995 et – surtout – de « la bataille de Seattle » de 1999 est bien documenté et revendique sa nouveauté. Le plus grand avantage de cette idée de renouveau est d'en finir avec la thèse de l'apolitisme ou du désintéret des jeunes pour la chose publique.

Avec *La fin des militants ?*, Jacques Ion participe grandement à cette réfutation de l'apolitisme des jeunes en illustrant que ceux et celles-ci s'impliquent, mais différemment des militant-e-s les ayant précédé-e-s²⁶. De cette étude, il ressort que la prise de position dans l'espace public ne nécessite désormais plus l'adhésion préalable à une organisation politique : l'engagement peut se vivre individuellement, grâce entre autres aux nouvelles facilités de réseautage et à la souplesse organisationnelle. Faisant le portrait de cette mouvance militante, qu'elle nomme la « galaxie anti-mondialisation », Isabelle Sommier expose que la priorisation du « je » sur le « nous » s'avère aussi une nouveauté qui altère le rapport à l'engagement²⁷. Ainsi, plus qu'un ajustement contextuel, c'est une redéfinition même de l'engagement qui semble se dessiner. Cependant, baser l'analyse sur l'idée de renouveau peut amener un biais. En effet, en regard des entrevues réalisées, il y a bien sûr une actualisation à faire puisque les activistes s'organisent de façon différente et n'ont pas les mêmes objectifs.

²⁵ Pour les références complètes, voir la bibliographie générale. Le soulignement est un ajout personnel.

²⁶ Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'atelier/ Éditions ouvrières, 1997, p. 12.

²⁷ Isabelle Sommier, *op. cit.*, p. 76.

Il n'en demeure pas moins qu'ils et elles n'ont rien inventé. La prudence doit donc être de mise avec l'argument de la nouveauté afin de ne pas sombrer dans un ressac générationnel qui n'a pas lieu d'être : il n'y a pas de coupure aussi brutale qu'il n'y paraît, du moins, pas chez les radicaux-les. D'ailleurs, les mémoires réalisés par Pagé sur le féminisme radical et de Fortin au sujet de l'anarchisme et l'anticapitalisme sont explicites à ce sujet²⁸.

Distanciation, mais adhésion

Pour comprendre ce qui est entendu par le « nouveau » rapport à l'engagement, il convient de se référer à Ion qui fait la distinction entre *l'engagement distancié* et *l'engagement militant* (ou traditionnel). Cette différenciation est d'ailleurs reprise par plusieurs auteur-e-s, dont Isabelle Sommier et Anne Quéniart et Isabelle Jacques²⁹. Ion décrit ainsi *l'engagement distancié* : « [il] suppose [...] des individus déliés de leurs appartenances, valorisant des ressources personnelles, se mobilisant ponctuellement sur des objectifs limités pour une durée déterminée, privilégiant l'action directe et l'efficacité immédiate même restreinte³⁰ ». Ce type d'engagement aurait supplanté *l'engagement militant* qui s'avère, toujours selon Ion, rattaché à des appartenances de sociabilités primaires (famille, classe sociale...), qui se vit dans des groupements délimités dans « l'espace idéo-politique national », ou de la politique institutionnelle, et qui suppose une conception historique de l'engagement, c'est-à-dire que les militant-e-s arrivent à se projeter dans le futur, à concevoir leur engagement dans le long terme. Finalement, il s'agit de groupements organisés hiérarchiquement, fonctionnant par délégation et dont la légitimité est définie par le nombre d'adhérent-e-s, par l'image d'une masse militante³¹.

Qu'en est-il pour les activistes rencontré-e-s ? Au niveau contextuel, ils et elles s'inscrivent tout à fait dans l'idée d'un engagement distancié : les groupes militants ne conçoivent plus leurs actions dans une perspective historique et se concentrent plutôt sur des interventions sporadiques et circonscrites, des actions où c'est le présent qui peut être réapproprié. Les

²⁸ C'est afin de ne pas répéter leur analyse, mais de davantage se concentrer sur la littérature sur l'altermondialisme qu'il a été choisis de ne pas réaliser ce mémoire dans une perspective historique.

²⁹ Isabelle Sommier, *op. cit.* ; Anne Quéniart et Isabelle Jacques, *Apolitiques les jeunes femmes ? : Regard sur les formes et le sens de leur engagement*, Montréal, Relais Femmes, 2002.

³⁰ Jacques Ion, *op. cit.*, p. 100.

³¹ *Idem*

modes organisationnels et tactiques (ex. Black Blocs et cyberactivisme) sont prévus pour fonctionner en petit nombre, délaissant ainsi l'idée qu'il n'y a que les actions de masse qui soient efficaces. Aussi, les arènes institutionnelles et nationales ne fondent pas l'engagement des personnes rencontrées parce que celles-ci s'intéressent autant aux problématiques locales, aux politiques nationales et internationales, et surtout, aux enjeux qui déconstruisent les barrières fondées sur les frontières. Finalement, ces activistes rejettent clairement les structures organisationnelles hiérarchiques.

Cependant, en ce qui concerne les caractéristiques individuelles, les personnes rencontrées demeurent attachées à « l'ancien modèle » militant. En effet, qu'il s'agisse des liens avec leur groupe affinitaire et/ou avec le milieu militant plus large, ces activistes accordent beaucoup d'importance à l'appartenance que leur apporte l'engagement. Ils et elles adhèrent aussi aux normes qui sont prescrites par les milieux militants (ce qui sera exposé dans les prochains chapitres). De plus, ces militant-e-s ne choisissent pas leurs lieux d'implication en fonction de leurs ressources personnelles, puisqu'ils et elles cherchent à être davantage reconnu-e-s pour l'ampleur de leur engagement que pour des aptitudes particulières ou professionnelles servant ponctuellement. Ainsi, l'idée d'engagement distancié est à conserver pour comprendre le contexte dans lequel se vit l'engagement, mais individuellement, les interviewé-e-s demeurent des « militant-e-s », au sens plus traditionnel du terme.

Militer aujourd'hui, une autre étude de Ion³², aide aussi à saisir comment le rapport à l'engagement a changé dans le contexte actuel où le pragmatisme et l'individuation sont valorisés. Allant plus loin dans l'idée d'un engagement distancié, il affirme la primauté de l'efficacité d'une action (sa visibilité, son symbolisme, sa médiatisation) sur l'appartenance à un milieu :

Militer aujourd'hui, c'est principalement s'engager « ici et maintenant » pour protester, soulager une souffrance, faire valoir un droit, se rendre visible ou faire entendre sa voix dans l'espace public. C'est moins se réunir dans une organisation structurée autour d'orientations préalables qu'essayer de faire efficacement quelque chose ensemble. C'est donc moins l'adhésion qui définit le militant que sa disponibilité à agir pour une cause³³.

³² Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, *op. cit.*

³³ *Ibid.*, p. 124.

À ceci, il peut être ajouté que ce type d'engagement ne s'intègre pas à toutes les sphères de vie, ayant ainsi moins de répercussions dans le temps quotidien³⁴. De plus, un des leitmotivs les plus représentatifs (et populaires) de cette mouvance est que l'addition de chaque action individuelle peut changer les choses au niveau global³⁵.

Sans nier la justesse de ces observations générales au sujet de la mouvance militante, la dépréciation de l'adhésion et du sens du collectif ainsi évoquée ne s'applique pas aux douze activistes rencontré-e-s. En effet, ces militant-e-s ne correspondent pas à ce type d'engagement « sans adhésions ni regroupements³⁶ », puisqu'ils et elles sont plutôt lié-e-s à des tendances militantes ayant encore mauvaise presse (l'anarchisme, le féminisme radical...). Pour ces activistes, l'implication se vit à temps plein, le « je » et le « nous » vont de pair, leur engagement leur apporte des liens d'appartenance et modèle même une partie de leur identité. Voilà donc ce qui différencie les militant-e-s s'identifiant au radicalisme, qui s'impliquent depuis longtemps et dans de nombreux groupes, qui ont des positions politiques à saveur idéologique, qui mettent l'engagement au centre de leur vie, allant même jusqu'à ajuster leurs choix professionnels et sociaux par souci de cohérence. Bref, les activistes rencontré-e-s ne flirtent pas avec l'engagement, ils et elles y adhèrent.

La dés/organisation ?

Un des éléments les plus souvent mentionné pour exposer les caractéristiques de l'altermondialisme s'avère les formes organisationnelles préconisées. Sommier est une des auteures qui les définit bien. Elle affirme, avec justesse, qu'une des principales forces de ces groupes et réseaux réside dans le rejet de la pesanteur organisationnelle et du désir de raviver les débats dans l'espace public³⁷. Sa définition des modes organisationnels des mouvements contestataires s'avère d'ailleurs fort représentative :

[Il] s'agit de groupes instables, de types réticulaires, organisés à partir de relations interpersonnelles, très décentralisés, animés par un souci (du moins proclamé) de démocratie directe, un refus de la délégation et de la hiérarchie. D'où, par exemple, le privilège accordé aux

³⁴ Isabelle Sommier, *op. cit.*, p. 269.

³⁵ Anne Quénart et Isabelle Jacques, *op. cit.*, p. 51.

³⁶ Jacques Ion, *op. cit.*, p. 103.

³⁷ Isabelle Sommier, *op. cit.*, p. 27.

structures informelles, la méfiance à l'égard des modèles hiérarchiques d'organisation et dont les confédérations sont le prototype³⁸.

Si cette définition correspond à l'univers organisationnel des militant-e-s rencontré-e-s, Sommier s'attache aussi à une conception de l'efficacité organisationnelle militante qui diverge des préoccupations des interviewé-e-s. En effet, elle plaide que l'individualisation peut engendrer la fragmentation de groupements, que l'instabilité organisationnelle augmente les risques de déchirements et que les groupes diminuent drastiquement leurs chances de réussite en raison de la personnalisation et du rejet de l'institutionnalisation³⁹. Cependant, ce que Sommier craint et surtout, perçoit comme des contradictions du mouvement des mouvements, s'avèrent plutôt des choix conscients et revendiqués par nombre de militant-e-s radicaux-les. En effet, l'individuation, la fluidité organisationnelle et l'autonomie sont liés aux principes de liberté, d'égalité et d'antiautoritarisme qui guident ces activistes et ce, même s'ils et elles connaissent les difficultés et risques qu'apportent inéluctablement ces choix. En ce sens, les constatations de Sommier ne peuvent pas être prises dans leur ensemble.

Dans *S'engager ! : Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Jordan⁴⁰ analyse de façon originale les formes organisationnelles caractérisant l'univers contestataire. S'il choisit une perspective autre, soit de s'intéresser aux rapports à l'éthique de l'engagement et du Militantisme⁴¹, sa perception de l'organisation militante a tout intérêt à être analysée. Jordan apporte l'idée de dés/organisation, qui peut être comprise comme une(des) façon(s) de s'organiser qui s'oppose à ce qui est traditionnellement compris par « organisation⁴²», et donc, un souci de créer des « hiérarchies plates » et de se baser sur des principes d'ouverture, de communication et d'égalitarisme⁴³. Le rapport à la temporalité s'avère aussi fort important pour comprendre la dés/organisation telle qu'entendue par Jordan :

Ce qui est essentiel pour une dés/organisation n'est pas seulement la façon de concrétiser ces principes d'égalité et de justice, mais le fait que, ce faisant, elle insuffle un peu d'avenir dans le présent. La dés/organisation est une préfiguration politique, car il s'agit d'anticiper ce que le

³⁸ *Ibid.*, p. 25.

³⁹ *Ibid.*, p. 280.

⁴⁰ Tim Jordan, *op. cit.*

⁴¹ Jordan différencie le militantisme du Militantisme en affirmant que ce dernier veut générer une nouvelle éthique de vie. Voir Tim Jordan, *ibid.*, p. 21.

⁴² Par exemple, l'abnégation au chef, la hiérarchie, l'autoritarisme, les formes figées, etc.

⁴³ *Ibid.*, p. 61.

changement social pourrait apporter. En étant dés/organisés, les militants commencent à agir comme si le monde dans lequel ils aspirent à vivre était déjà là. La préfiguration politique, c'est agir maintenant comme on voudrait le faire dans le futur⁴⁴.

L'analyse des entrevues réalisées va dans le même sens : chercher à créer, ici et maintenant, des espaces où les valeurs guidant l'engagement sont mises en pratique s'avère une forme de réussite qui est restreinte, mais nécessaire pour les interviewé-e-s. C'est ce qui leur permet de figurer la réalisation possible (et plus générale) de leurs idéaux. Cependant, le terme de dés/organisation ne sera pas utilisé puisqu'il n'apparaît pas dans le vocabulaire des activistes rencontré-e-s et qu'il peut facilement faire davantage référence à la *désorganisation* qu'à l'*organisation*. De plus, il est plutôt préconisé de se réapproprier une définition de l'organisation qui n'inclut pas de principes hiérarchiques.

Sur la question organisationnelle, il est pertinent de déborder des ouvrages sur l'altermondialisme. Ce n'est pas un hasard s'il a été choisi de s'intéresser davantage aux tendances féministe radicale et libertaire. Au sein de la littérature sur ces deux positions politiques, l'importance que revêtent les questions organisationnelles est clairement exposée. Chercher un mode de fonctionnement interne cohérent avec les idéaux et qui prend en compte les considérations de chaque individu y est jugé fondamental, des exemples en sont même donnés.

Organisations féministes

D'abord, les féministes radicales tendent à voir l'organisation antihierarchique et antiautoritariste comme une nécessité. Nancy Guberman, s'intéressant aux pratiques organisationnelles des groupes féministes, affirme d'ailleurs que les valeurs féministes impliquent à *la base* un principe de démocratie participative (ou directe), principe mis en place entre autres par des structures souples et ouvertes, par la primauté des rapports interpersonnels, par la consultation et par la recherche de consensus⁴⁵. L'étude empirique menée par cette auteure apporte aussi l'idée que les réunions féministes sont des lieux où il y

⁴⁴ *Ibid.*, p. 64.

⁴⁵ Nancy Guberman (dir. publ.), *Innovations et contraintes des pratiques organisationnelles féministes : rapport de recherche*, Montréal, Centre de formation populaire, 1997, p. 29.

a une valorisation de l’informel, des clarifications de malaises, des co-animations, du «marrainage», des rotations des tâches, etc⁴⁶.

Étudiant l’évolution de la collective féministe radicale *Némésis* (dont elle était membre), Anna Kruzynski mentionne que pour les féministes radicales, l’action collective va au-delà de son impact politique, puisque cette action implique un processus qui peut, en soi, être porteur de changement social⁴⁷. Une preuve en est la réalisation du document de travail *La langue de Domination* (version de la *Langue Macho* pour les groupes de femmes). On y rappelle des comportements à travailler :

Par besoin d’attention, on a tendance à monopoliser le crachoir, parler en «majuscule», chercher les feux de la rampe, n’écouter que soi. Dans les structures hiérarchiques et compétitives, on a l’habitude de jouer à la hiérarchie, rabaisser, jouer au coq, être intransigente et dogmatique, invisibiliser les minorités, parler pour les autres, contrôler la circulation de l’information. Certaines veulent exercer un contrôle physique pour diriger la scène, draguer. Recherchant le contrôle émotif, certaines se surprennent à adopter une attitude défensive, faire du «forcing», faire preuve de négativisme, éviter toute émotion, être condescendante et paternaliste, jouer à la mère, jouer à la victime. Recherchant le contrôle mental, certaines se surprennent à jouer à la «solutionneuse» de problèmes, couper les cheveux en quatre, reformuler, déplacer la question⁴⁸.

Afin de parvenir à des rapports plus égalitaires au sein même des groupements, plusieurs comportements sont aussi proposés : n’interrompre personne, offrir une bonne écoute, recevoir et donner du soutien, cesser de parler en termes de réponses/solutions, ne rabaisser personne, relaxer et briser les schémas d’oppression⁴⁹. Il n’est donc pas surprenant que les milieux féministes (radicaux) s’intéressent aux développements de modes organisationnels originaux, mais surtout, plus égalitaires.

Organisations libertaires

En ce qui concerne les espaces libertaires, on y critique depuis longtemps l’autoritarisme d’autres courants se clamant «révolutionnaires». Réfutant l’idée que la fin justifie les

⁴⁶ *Ibid.*, p. 31.

⁴⁷ Anna Kruzynski, «De l’Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d’un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois», *Recherches féministes*, vol. 17, no. 2, 2004, p. 230.

⁴⁸ Résumé de «La langue de domination», *Némésis*. Consultation en ligne (5 juillet 2007) : antipatriarcat.org.

⁴⁹ «La langue macho», *Collectif masculin contre le sexisme*, consultation en ligne (5 juillet 2007) : antipatriarcat.org.

moyens, les anarchistes veulent également bâtir des types de pratiques militantes qui ne nient pas l'individu au sein du collectif. Dans un article résumant l'état des lieux libertaires, David Graeber considère que ce sont les formes même de l'organisation qui fondent l'anarchisme⁵⁰. Tentant de redéfinir la mise en pratique de la démocratie directe, Graeber mentionne différentes techniques utilisées par les anarchistes : les *spoke councils* (assemblées de groupes affinitaires), les caucus, les groupes d'affinités, les *fishbowls* (dialogues entre deux personnes ayant des idées opposées qui sont écoutées par les autres militant-e-s), les *vibe-watchers* (gardien-ne-s du senti collectif), etc.⁵¹ Daniel Colson, dans son *Petit lexique philosophique de l'anarchisme*, expose pour sa part que les groupements libertaires doivent être définis en terme de « forces collectives » parce qu'ils obéissent à une autre logique que celle de l'organisation classique (comprendre l'organisation hiérarchique) : « une logique fondée sur *l'affinité*, *l'intimité* et *l'autonomie* [...], sans hiérarchie ni dépendance extérieure⁵² ».

Les observations de Francis Dupuis-Déri font également état des pratiques libertaires et de leur renouvellement : « Il importe d'organiser des espaces où se vivraient 'ici et maintenant' des rapports humains marqués des principes de liberté et d'égalité définis de façon radicale et réaliste⁵³ ». Les anarchistes tentent donc de démasquer les rapports de pouvoir informels entre eux et elles et de les travailler. En somme, Dupuis-Déri résume bien le rapport qu'entretiennent les libertaires (de toutes tendances) avec l'organisation : « L'organisation elle-même devient un 'espace libre' qui permet une autogestion collective du militantisme, et dans lequel se développe, par la délibération consensuelle, un sens du bien commun, de l'égalité et de la liberté⁵⁴ ».

⁵⁰ David Graeber, «The New Anarchists», *New left review*, *Recueil de textes du collectif anticapitaliste La Rixe*, Québec, sans éd. (brochure), 2004, p. 28.

⁵¹ *Ibid.*, p. 29.

⁵² Daniel Colson, *Petit lexique philosophique de l'anarchisme : De Proudhon à Deleuze*, Paris, Librairie Générale Française, 2001, p. 217.

⁵³ Francis Dupuis-Déri (2004), *op. cit.*, p. 81.

⁵⁴ Francis Dupuis-Déri, « Le bonheur est dans le pré : mouvement altermondialiste et campements temporaires autogérés », *Possibles*, vol. 29, no. 2, 2005, p. 120.

Et le but

L'objectif de base qui est visé par les altermondalistes (y compris la frange radicale) peut être le désir de justice globale. Il ne sera cependant pas tenté de définir ce qu'est la « justice globale », tant les interprétations peuvent diverger selon les tendances, les individus. Ce qui ressort des projets des interviewé-e-s, ce ne sont d'ailleurs pas les alternatives populaires ou « citoyennes » telles que les Forum sociaux mondiaux ou l'implication au sein de partis politiques de gauche (Québec Solidaire, par exemple). Sans dire que les interviewé-e-s ne s'intéressent pas à ces initiatives – voire, n'y participent pas – ils et elles ont des objectifs de changements plus radicaux. Pourtant, si on s'attarde un instant sur leurs actions et leurs activités, elles sont loin d'apporter un changement radical *visible*. En effet, il s'agit d'actions symboliques qui dénotent plutôt du sentiment de désespoir politique qui semble accabler les radicaux-les. Le but de leurs actions est donc structuré par la négation, par la recherche de contre-pouvoir (ou d'anti-pouvoir). Ces concepts sont d'ailleurs principalement élaborés par deux auteurs qui revendiquent leur radicalité⁵⁵.

Pour comprendre ce rapport à la négation, il convient de se référer à Holloway pour qui militantisme radical et négation sont à jumeler :

Nous [les militant-e-s radicaux-les] ne voulons pas comprendre le monde mais le nier. L'objet de la théorie est de conceptualiser le monde négativement, non pas comme quelque chose de séparé de la pratique, mais comme un moment de la pratique, comme une partie de la lutte pour changer le monde, pour en faire un lieu digne de l'humanité⁵⁶.

Pour cet auteur, cette négativité s'applique dans des luttes concrètes : « les luttes innombrables qui ne se proposent pas de conquérir le pouvoir sur autrui, mais simplement d'affirmer notre pouvoir-action, notre résistance contre la domination d'autrui⁵⁷ ». Cette position a beaucoup en commun avec les activités et actions organisées au sein des six groupes étudiés (vidéo dénonçant les déportations pour les *Apatrides Anonymes*, diffusion

⁵⁵ John Holloway et Miguel Benasayag ont en commun d'être inspirés par la lutte zapatiste et autres courants anticapitalistes et radicaux de l'Amérique latine. Voir leurs ouvrages : Miguel Benasayag et Dardo Scavino, *Pour une nouvelle radicalité*, Paris, La Découverte, 1997 ; Miguel Benasayag et Diego Sztulwark, *Du contre-pouvoir : De la subjectivité contestataire à la construction de contre-pouvoirs*, Paris, La Découverte, 2000 ; John Holloway, *op. cit.*

⁵⁶ John Holloway (2003), *loc. cit.*

⁵⁷ *Idem*

d'idées féministes radicales sur les ondes radiophoniques par *Ainsi squattent-elles*, organisation d'ateliers pour comprendre les implications du masculinisme pour la *Coalition anti-masculiniste*, etc.).

Les idées d'*anti-pouvoir* (John Holloway) ou de *contre-pouvoir* (Miguel Benasayag) font surtout référence aux visées des actions militantes. Le contre-pouvoir est l'opposé asymétrique du pouvoir⁵⁸ et peut être défini ainsi : « Il est l'assomption pratique d'un moment de la lutte et n'a pas pour objectif de se transformer en pouvoir hégémonique, mais plutôt de garantir la transformation de ce dernier⁵⁹ ». On peut compléter cette idée avec l'anti-pouvoir qui – selon Holloway – irait plus loin que le contre-pouvoir. Sans réellement adhérer à cette dernière idée, retenons que l'anti-pouvoir est conçu pour démontrer qu'il y a « une asymétrie totale entre le pouvoir et [la] lutte⁶⁰ ». Il devient donc compréhensible que les actions organisées par les groupes ne visent pas *directement* de s'attaquer au pouvoir, malgré le radicalisme revendiqué, mais qu'elles restent plutôt dans la sphère du symbolique. C'est pourquoi l'imaginaire politique du militantisme radical acquiert autant d'importance.

En somme, les études sur l'altermondialisme ne suffisent pas à rendre compte de l'univers militant des interviewé-e-s parce qu'ils et elles ont à cœur le sentiment d'appartenance que leur apporte l'engagement et ne sont pas prêt-e-s à choisir une efficacité ponctuelle au prix de leur radicalisme (tant au niveau idéologique qu'organisationnel). Cependant, les interviewé-e-s s'inscrivent dans le contexte d'individualisation qui engendre une certaine distanciation. Le radicalisme de leurs positions n'y est pas pour rien. Leur choix d'action peut également surprendre : ils et elles n'ont rien de pragmatique à offrir, leurs revendications montrent plutôt une profonde désillusion quant à la politique institutionnelle « traditionnelle ». Ainsi, s'intéresser aux études effectuées dans un contexte similaire est nécessaire pour mieux cerner l'univers revendicatif des militant-e-s rencontré-e-s.

⁵⁸ Miguel Benasayag et Diego Sztulwark, *op. cit.*, p. 67.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 136

⁶⁰ John Holloway (2003), *loc. cit.*

1.2 Le Québec militant : un terreau fertile

Les comparaisons s'avèrent pertinentes et facilitent la compréhension, surtout lorsque les éléments soumis à ce jeu sont similaires. À ce titre, du nombre d'analyses faites sur le renouveau de la contestation, ce sont deux mémoires de maîtrise en science politique qui ont été retenus parce qu'ils se basent sur des entrevues, s'intéressent à plus d'un courants militants et s'élaborent dans le contexte québécois⁶¹. Il s'agit des mémoires de Valérie Mathéo-Le-Luel et Magaly Pirotte. Leurs conclusions respectives sont donc à retenir : la jeunesse québécoise n'est pas apolitique et les activistes s'impliquant à part entière dans leur groupe y agissent en tant qu'acteur-trice-s ; la réappropriation du présent par les militant-e-s modèle leur engagement et les actions prisées.

Justice globale, anti-altermondialisme : les portraits généraux

L'actuelle mouvance contestataire recouvre différents vocables : « le mouvement anti-altermondialiste » chez Mathéo-Le-Luel ; « le mouvement pour la justice globale » chez Pirotte et donc, dans ces mémoires, on retrouve des groupes de plusieurs tendances à la gauche du spectre politique⁶², des groupes institutionnalisés aux revendications réformistes jusqu'aux groupes autonomes, autogérés et radicaux. Ces groupes sont : *ATTAC-Québec*, le *Campement québécois de la jeunesse*, la *Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC)* pour Mathéo-Le-Luel ; le *Centre des Médias Alternatifs du Québec (CMAQ)*, les *Blood Sisters*, *Écosociété*, les *Panthères Roses*, la *CLAC* (également), *Équiterre*, *Dia*, et *Brasse la*

⁶¹ Les autres mémoires qui auraient pu être retenus sont ceux de Maxim Fortin, *op. cit.* ; Caroline Martinez, « D'un collectif à l'autre : Étude de la mouvance féministe radicale lyonnaise », D.E.A., Lyon, Université Lyon 2, 2002 ; Antoine Beaudry, « La dynamique des genres : redéfinitions des genres dans les représentations sociales des libertaires dijonnaisEs », D.E.A., Dijon, Université de Bourgogne, 2003 ; Geneviève Pagé, *op. cit.* et Félix Thériault-Bérubé, « Les Black Blocs et leur impact sur les autres acteurs du mouvement anti/altermondialiste au Québec : le cas du Sommet de Québec en 2001 », Mémoire, Montréal, Université de Montréal, 2006. Cependant, ces mémoires ne présentent pas d'entrevues avec des militant-e-s, ne s'intéressent qu'au contexte français et/ou n'analyse qu'un courant politique.

⁶² Pour définir la *gauche*, on peut se référer à Serge Denis : « La notion de *gauche* renvoie dans ce texte à des courants idéologiques et politiques caractérisés par la volonté d'une plus grande participation de la base de la société à sa gouverne, par la prise en compte des besoins sociaux et économiques des défavorisés, par une orientation de protection économique et de promotion sociale des non-possédants, par l'idée éventuellement que la société comme entité devra se doter des moyens de dominer son développement ; en ce sens, la gauche ne fait pas sien le point de vue selon lequel l'individualisme propriétaire serait le principe d'un ordre social optimal ». Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui : Le déclin du politique comme procès de politisation ?*, Québec, PUL, 2005, p. 12.

Cage pour Pirotte. Mathéo-Le-Luel reprend les propositions de Ion pour définir l'engagement : « [Les jeunes] s'engagement tout de même politiquement, de manière distanciée et plus individualisée. Ils accordent beaucoup d'importance à l'action et s'impliquent particulièrement pour des causes faisant le lien entre divers enjeux, et à différentes échelles⁶³ ». Pirotte ajoute pour sa part que les altermondialistes, en plus d'être politisé-e-s, sont socialement bien intégré-e-s et engagé-e-s dans des réseaux locaux⁶⁴. Si ces deux auteures s'intéressent aux tendances militantes en général, il n'y a ici que la frange radicale qui soit étudiée, ce qui explique les divergences de l'analyse. Il n'en demeure pas moins qu'en tablant sur ces positions, il est démontré que les jeunes ne sont ni apathiques, ni apolitiques et que la présente génération militante n'est pas constituée que de « casseurs » cherchant des émotions fortes déliées de sens politique, bien au contraire.

S'inspirant de Florence Passy, Mathéo-Le-Luel met l'accent sur le degré de participation des quinze activistes qu'elle a interrogé-e-s. Elle considère l'engagement individuel comme un processus dynamique qui peut être redéfini dans le temps. Elle ajoute que « l'interaction sociale est au cœur du processus de l'engagement⁶⁵ ». Mais retenons particulièrement la typologie de l'engagement différencié, utilisée par Mathéo-Le-Luel, qui permet – grâce aux critères de fréquences d'engagement, de temps, d'énergie et d'effort d'engagement – de départager trois types d'implication : « les acteurs, les supporteurs, les spectateurs » (nommés par Passy les activistes, les partisans, les sympathisants)⁶⁶. Mathéo-Le-Luel avoue qu'en raison de sa démarche méthodologique, où les interviewé-e-s étaient choisi-e-s par volontariat, elle a rencontré davantage de militant-e-s aux caractéristiques d'acteur-trice-s (8 acteur-trice-e ; 6 supporteur-e-s ; 1 spectateur). L'acteur-trice est présenté-e comme « le type de militant le plus engagé, convaincu [...] [et qui] est moteur de l'organisation⁶⁷ ». En comparaison, dans la présente analyse, tous les militant-e-s rencontré-e-s correspondent aux caractéristiques des *acteur-trice-s*. En effet, ils et elles s'impliquent activement au sein de leur groupe respectif (et dans d'autres groupes pour la majorité), y prennent des

⁶³ Valérie-Anne Mathéo Le Luel, *op. cit.*, p. iii.

⁶⁴ Magaly Pirotte, *op. cit.*, p. 2.

⁶⁵ Mathéo Le Luel, *op. cit.*, p. 12

⁶⁶ *Ibid.*, p. 47.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 48.

responsabilités, participent à la prise de décisions... Ce « statut » d'acteur-trice influence inéluctablement la perception qu'ils et elles ont de leur engagement.

En ce qui concerne le mémoire de Pirotte, l'utilisation du concept de la temporalité pour expliquer les modalités, formes et significations de l'engagement s'avère très intéressante. En effet, pour elle, l'engagement se veut une réappropriation du temps présent. Cette idée, en continuité avec les analyses de Jordan et Benasayag⁶⁸, explique l'omniprésence du leitmotiv « ici et maintenant ». Pour Pirotte, ramener l'engagement dans la temporalité présente, au lieu de l'embrigader dans un futur incertain, a de nombreuses conséquences :

De cette modification de l'imaginaire militant par rapport aux modèles passés, de la perte de l'idéal révolutionnaire découlent de nouvelles façons de s'engager, de s'organiser, de vivre sa politique. L'engagement apparaît comme un moyen de créer dès maintenant un monde différent, de dépasser la tristesse et la colère dans l'action collective, de se réappropriier le présent, et ce faisant d'inventer d'autres futurs possibles⁶⁹.

Pirotte expose aussi quelles formes peuvent prendre ces réappropriations du présent en insistant sur les diverses tactiques d'action utilisées par les militant-e-s. Compte tenu que cet aspect n'a pas été développé lors des entrevues, il est pertinent de minimalement reprendre les cinq catégories élaborées par Pirotte : l'action politique dans le cadre institutionnel (le vote, le travail au cas par cas) ; l'action politique individuelle ; la production / diffusion média et le brouillage culturel ; les alternatives temporaires (Zone autonome temporaire) et alternatives permanentes ; ainsi que la plus « classique » politique de la rue (la manifestation et l'action directe)⁷⁰. Bien sûr, cette catégorisation n'est pas figée, les types d'action s'entremêlent, plusieurs activistes choisissent d'élaborer une certaine gradation des moyens de pression et doivent s'adapter (selon les objectifs recherchés, leurs capacités mobilisatrices, mais aussi les risques encourus par certains types d'action). Il n'en demeure pas moins qu'on retrouve une variété intéressante d'initiatives chez les activistes.

⁶⁸ Ces auteurs axent beaucoup sur la réappropriation du présent pour se projeter dans le futur, le « ici et maintenant » semble même en devenir un dogme. Voir Francis Dupuis-Déri (2004), *loc. cit.*, p. 81.

⁶⁹ Magaly Pirotte, *op. cit.*, p. VI.

⁷⁰ *Ibid.*, p.47-65.

Des entrevues riches en contenu

En plus des entrevues réalisées par Pirotte (16 entrevues) et Mathéo-Le-Luel (15 entrevues), celles de Pagé (11 entrevues avec des féministes radicales de Montréal) seront brièvement considérées. Puisque ces auteures ont pris soin de laisser une large place aux paroles des activistes, il est possible de constater que, dans la majorité des cas, les militant-e-s rencontré-e-s pour cette étude s'inscrivent dans le même contexte, les mêmes milieux militants, voire les mêmes groupes ⁷¹. L'avantage de ces comparaisons est de faire ressortir des caractéristiques plus générales et d'ajouter à la valeur explicative de l'analyse.

Radicalisme et idéologies

L'idée que les militant-e-s rencontré-e-s pour ce mémoire adhèrent au radicalisme n'a rien d'exceptionnel. Dans les groupes choisis par Pirotte et Le-Luel, certains affichent clairement la radicalité de leur analyse : la *CLAC*, les *Blood Sisters* et les *Panthères Roses*. Aussi, au sein du *CMAQ* et du *Campement québécois de la jeunesse*, qui sont des réseaux très diffus, il se côtoie des personnes de diverses tendances, dont plusieurs radicaux-les. La frange radicale de l'altermondialisme est donc bien présente en terrain québécoise, ce type de militantisme est revendiqué et/ou perceptible et mérite donc d'être analysé. Ce qui définit la pratique de l'engagement radical est de ne pas chercher à améliorer un système (économique ou politique), mais plutôt aspirer à en instaurer/créer un autre, par un projet, qui n'a d'ailleurs pas à être explicite ici et maintenant. Pirotte fait sienne une définition du radicalisme de Dupuis-Déri : « [ceux/celles] qui contestent dans leurs fondements la légitimité des systèmes économiques et politiques libéraux ⁷² », définition qui va dans le même sens que celle énoncée en introduction. Cette auteure considère d'ailleurs que toutes les personnes qu'elle a rencontrées répondent à cette définition ⁷³ et que ce radicalisme peut se vivre de différentes façons : « Une grande partie de leur définition se fait dans leurs actions, leurs modes d'organisation (fonctionner par consensus par exemple est en soi un positionnement

⁷¹ L'échantillon comprend des personnes ayant (présentement ou précédemment) milité au sein de la *CLAC* (comme pour Pirotte et Mathéo-Le-Luel) ; dans les *Sorcières* ou *Némésis* (comme pour Pagé) et sûrement d'autres groupes non mentionnés (par exemple, le *CMAQ*, le *Campement Jeunesse*, les *Insoumises*...)

⁷² Francis Dupuis-Déri, (2004), *loc. cit.*, p.74.

⁷³ Magaly Pirotte, *op. cit.*, p. 79.

politique, même si ce n'est pas explicitement revendiqué par le groupe) et ce qu'ils/elles refusent d'être⁷⁴ ».

Mathéo-Le-Luel mentionne pour sa part que quatre des interviewés (membres de la *CLAC* ou du *Campement québécois de la jeunesse*) « parlent d'un changement radical et se définissent même comme 'radical' ou 'plus radical' ⁷⁵ ». Elle décrit le radicalisme de ces quatre interviewés ainsi : « Ils expriment l'urgence d'agir, parlent de changement global et d'un niveau élevé de changement, de révolution, de changer le système, etc.⁷⁶ ». Par ailleurs, il est également intéressant d'avoir le point de vue de ceux et celles qui refusent cette étiquette, ce que propose aussi Mathéo-Le-Luel. C'est le cas de Rémy, membre d'*ATTAC*, qui se définit comme un ancien anarchiste. Ce militant avoue que les radicaux-les peuvent froisser ceux et celles ne se définissant pas ainsi de par leurs attitudes et comportements :

T'sais les groupes radicaux ont souvent une espèce d'attitude, ou, pas qu'ils se complaisent dans leur radicalisme ou dans : qui est-ce qui va être le plus pur, qui est-ce qui ne va pas trahir ses idéaux. Moi, je suis très d'accord avec l'action des groupes radicaux, sauf que ne venez pas me dire que moi je suis un trou de cul parce que moi je ne fais pas la même chose que vous⁷⁷.

Les affiliations idéologiques sont de bons indicateurs du radicalisme des positions des militant-e-s. Pirotte s'est principalement penchée sur les raisons pour lesquelles moins de militant-e-s adhèrent à une idéologie : « J'ai toujours eu horreur, ou très peur de me considérer comme appartenant à une idéologie, parce que c'est se fixer. [...] Ces idéologies là, même s'il y a des choses auxquelles j'adhère, colportent une histoire, un passé. [...] Je vois pas l'utilité de m'identifier ⁷⁸ ». Il n'empêche que plusieurs de ces interviewé-e-s s'intéressent à différentes idéologies radicales et que quatre d'entre eux et elles se réclament ouvertement d'un courant libertaire (l'anarchisme, le municipalisme libertaire et l'anarcha-féministe pour deux personnes)⁷⁹.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 36. Pirotte donne un exemple de cette définition par son contraire : « Je suis fondamentalement anti-patriarcat, anti-colonialiste et impérialiste, anti-hétérosexiste, anti-raciste et anti-capitaliste. » *Ibid.*, p. 39.

⁷⁵ Valérie-Anne Mathéo Le Luel, *op. cit.*, p. 55.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 55.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 57. « Rémy » est un pseudonyme donné par Mathéo-Le-Luel.

⁷⁸ Magaly Pirotte, *op. cit.*, p. 37.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 39-40.

L'étude de Pagé va plus loin dans la jonction du radicalisme et de l'appartenance idéologique. Il faut dire que le propos principal de son mémoire est de s'intéresser au courant féministe radical et à sa praxis. Pagé cite d'ailleurs la définition adoptée par deux des groupes féministes qu'elle a choisis, *Les Sorcières* et *Némésis* :

Radical: adj. Latin *radicalis*, de *radix*, racine. Le terme radical se dit d'une organisation ou d'une analyse féministe qui va à la racine du patriarcat et qui le combat dans sa nature profonde pour éliminer les fondements de l'oppression spécifique des femmes. Le féminisme radical postule que celles-ci sont individuellement et collectivement appropriées aux fins de reproduction biologique et de la production économique. Cette exploitation est conjuguée au capitalisme, au racisme, à la hiérarchie et à toute autre forme de domination⁸⁰.

Au-delà de cette définition, Pagé note que neuf des onze femmes rencontrées mentionnent que pour elles, être féministes radicales implique d'aller à la racine du problème de l'oppression des femmes, et non se contenter de travailler à enrayer ces conséquences ou manifestations⁸¹. De plus, puisque ces femmes sont majoritairement impliquées dans d'autres groupes militants, le radicalisme de leur position ne se vit pas que d'un point de vue féministe :

S4 : pour moi le féminisme radical [...] c'est d'embarquer de pas se limiter aux questions femmes détachées de tout le reste de ce qui se passe dans la société aussi. [...] c'est ça au niveau de reconnaître que l'oppression des femmes est systémique, que y'a pas juste non plus le patriarcat, pis que y'a aussi le capitalisme qui est une forme d'oppression.

S1 : Fait que c'est une manière aussi de comprendre le féminisme radical. C'est de dire que si c'est une analyse systémique des choses pour le patriarcat, il faut que tu l'aïles aussi pour le capitalisme, par rapport au racisme, à l'homophobie, l'hétérosexisme plutôt⁸².

Ces réflexions sont fort semblables à celles des activistes interviewés-e-s pour cette étude, du moins, les femmes adhérant au féminisme radical. Si ce ne sont pas tous les militant-e-s lié-e-s à l'altermondialisme qui ont une perception radicale de leur engagement (ou qui revendiquent cette radicalité), ils et elles demeurent présent-e-s et même, peut-être plus nombreux-ses que l'on pense.

⁸⁰ Geneviève Pagé, *op. cit.*, p. 82.

⁸¹ *Ibid.*, p. 103.

⁸² *Ibid.*, p. 129-131.

L'appartenance et le rapport au groupe

La particularité de cette étude est de s'intéresser autant au rapport *collectif* de l'engagement qu'à la façon de le vivre *individuellement*. En effet, les types de groupes, les relations qu'on y retrouve et la gestion interne des rapports sont des sujets très peu abordés par les autres études du même type. Mathéo-Le-Luel et Pirotte ont choisi de ne pas s'attarder à ces aspects. Cette dernière l'affirme d'entrée de jeu : « [Les groupes] ne sont qu'un prétexte puisque ce sont aux personnes plus qu'à leur collectif que nous nous sommes intéressés, afin d'étudier leur engagement, ses formes, le sens qu'elles lui donnent⁸³ ». Il est donc normal que les liens se formant au sein des groupes ressortent peu de l'analyse de Pirotte. L'importance du sentiment d'appartenance est cependant bien exposée par Pagé, qui le met d'ailleurs en lien avec la praxis féministe radicale. Cette dernière considère que si les groupes étudiés (*Les Sorcières*, *Némésis*, *Les Insoumises* et *Cyprine*) ont (ou avaient) d'abord pour but de faire de l'action féministe, il y demeure, à différents niveaux, beaucoup de similitudes avec les groupes féministes de croissance personnelle qui ont fleuri dans les années 1970⁸⁴. Le sentiment de confiance et le désir de partager des réflexions au sein d'un groupe montrent bien l'appartenance qui peut s'y développer. La barrière traditionnelle entre le privé et le public n'a plus cours : « The impact went beyond the small intimate circles of these groups; it affected women in unexpected ways. It gave them the insurance that if something happened, a support network was there to respond⁸⁵ ». Autre exemple, Pagé explique que *Les Sorcières* (entre autres) se sont également données comme « mission » d'agir en « Chiennes de garde » dans le milieu militant, ce qui montre que l'engagement ne se choisit pas qu'à la carte, qu'il peut impliquer de s'investir individuellement et collectivement dans son milieu, d'y participer... quelques fois pour le changer :

Parce que je pense qu'on a construit vraiment un rapport de force, même si *Les Sorcières* c'est juste un petit groupe au sein d'une plus grande communauté, au sein d'une plus grande... t'sais... mais ça l'a eu un impact, pis même les filles qui ne font pas partie des *Sorcières*, ça leur a donné l'assurance que si il se passait des choses qui étaient pas correctes qu'elles pouvaient

⁸³ Magaly Pirotte, *op. cit.*, p. 7.

⁸⁴ Geneviève Pagé, *op. cit.*, p. 118.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 136.

venir en parler à certaines filles. [...] Je pense qu'on a eu beaucoup beaucoup d'impact dans le milieu militant en tant que groupe⁸⁶.

Une des plus grande preuve de l'appartenance à un groupe militant s'avère les liens amicaux qui s'y créent, sujet qui sera approfondi dans les chapitres suivants. Puisque ce n'est pas leur objectif de recherche, les trois mémoires choisis ne mettent pas l'accent sur ce point, mais certaines citations montrent quand même l'importance des rapports d'amitié dans les groupes, dans les milieux. Pour Pagé, la praxis féministe radicale engendre la création de proximité :

Mais la façon dont on fonctionnait c'est qu'il y avait aussi beaucoup de place pour le personnel, euh donc on essayait beaucoup de... parce que justement quand on milite c'est facile justement d'être sur la scène publique disons où est-ce qu'il y a les gros sujet et ça ça peut être loin de nous, pis là donc on essaie de ramener ça à bon qu'est-ce qui se passe dans nos vies. Pis des fois on a eu le commentaire aussi qu'on était peut-être un groupe de blabla. On laissait de l'espace justement à ce qu'on vivait, que ce soit comme mère, future mère, blonde, euh, maîtresse, étudiante, [...] souvent aussi c'était juste entre nous évaluer comment on peut militer dans nos vies privées, dans nos vies personnelles, ce qui est selon moi le plus gros combat⁸⁷.

En fait, la majorité des groupes se fondent sur des liens d'amitié. Mathéo-Le-Luel mentionne que presque tous les interviewé-e-s ont connu leur groupe par des ami-e-s⁸⁸. Celle-ci ajoute que dans les cas des militant-e-s agissant à titre d'acteur-trice-s, ils et elles n'ont, pour la plupart, que des ami-e-s engagé-e-s politiquement et que les liens amicaux peuvent engendrer un engagement plus actif⁸⁹. Pirotte, faisant référence à des citations recueillies, souligne que les ami-e-s sont quelques fois remplacé-e-s par des « camarades » : « Je me suis posée la question, à savoir si c'était moi qui était devenue intolérante, mais ça clique plus, on a plus grand chose en commun, je me sentais un peu coupable, mais c'est normal, ça fait partie de ma vie, des amis qui vont me parler de skidoo je trouve ça plate⁹⁰ ».

Le rapport entre les liens affinitaires et amicaux est observé par Pirotte en regard du mode organisationnel. En effet, ce qui explique le fonctionnement « très organique, informel » de groupes tels que les *Panthères Roses* et *Brasse la Cage* s'avère, entre autres, « les liens

⁸⁶ *Ibid.*, p. 135.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 117.

⁸⁸ Valérie-Anne Mathéo-Le-Luel, *op. cit.*, p. 89.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 90-91.

⁹⁰ Magaly Pirotte, *op. cit.*, p. 82.

préalables (d'amitié, d'affinités, d'appartenance à un réseau, une université...) ⁹¹». Pirotte parle aussi du phénomène des « cliques » comme d'un problème du milieu militant. Cette situation semble cependant incontournable parce que les personnes se connaissent bien et travaillent ensemble depuis un certain laps de temps. Un de ces interviewés mentionne même que certaines dynamiques deviennent « incestueuses » dans son groupe, en raison des liens ou de problèmes personnels (dont dans des couples), ce qui envenime le climat de réunions ou d'assemblées ⁹². Il ne faut ainsi pas nier le visage sombre que peut prendre la proximité entre militant-e-s, mais il demeure un côté positif. Ces créations de liens de confiance, de solidarité, et d'amitié – les amilitant-e-s – seront d'ailleurs plus largement exposées dans le troisième chapitre.

Une implication qui n'a rien de partielle

Il n'y a pas que les douze personnes interviewées dans le cadre de ce mémoire qui donnent à leur engagement une place prépondérante. Puisqu'elle s'intéresse davantage à la théorie et la mise en pratique du féminisme radical qu'à la perception qu'ont ces féministes de leur engagement, les entrevues réalisées par Pagé n'ont pas apporté beaucoup d'éléments à ce sujet. Il n'en demeure pas moins qu'en regard des liens d'appartenance créés et de la façon dont le radicalisme est perçu *et* vécu par ces militantes, on peut en déduire que, pour elles aussi, le militantisme est souvent priorisé.

En rapportant les propos d'interviewé-e-s, Mathéo-Le-Luel confirme que militer peut prendre une place importante dans la vie d'une personne : « C'est vraiment quelque chose qui me suit partout » (Éric) ; « J'ai déjà pensé lâcher mon travail, ou à lâcher mes études, mais pas l'implication sociale. [...] Mes implications, c'est ma priorité numéro un » (Patrick) ; « Je ne me vois pas, ne pas faire quelque chose [...] Ce serait comme perdre l'amour de ma vie » (Hugo) ⁹³. Les interviewé-e-s de Pirotte abondent dans le même sens : « Activism is an inextricable part of my life, I was joking with a friend of mine saying that all we always talk about is sex or politic, it's true » ; « [Sans mon engagement], ma vie aurait aucun sens car

⁹¹ *Ibid.*, *op. cit.*, p. 98-99.

⁹² *Idem*

⁹³ Valérie-Anne Mathéo Le-Luel, *op.cit.*, p. 73.

mon militantisme fait partie de ma vie de tous les jours⁹⁴ ». Certain-e-s des activistes interviewé-e-s par Pirotte consacrent d'ailleurs jusqu'à 20 heures par semaine à des activités militantes bénévoles⁹⁵.

Inévitablement, vivre intensément son engagement n'est pas toujours une partie de plaisir. Les entrevues – surtout celles réalisées par Pirotte – font mention de ces sentiments de tensions, de culpabilisations, de remises en question. Ce rapport sera plus amplement analysé dans le chapitre suivant, mais en voici un exemple :

Il y a des moments de crise, je remets toujours tout en question, j'ai l'impression d'aller dans le vide, de pas faire les bonnes choses, de pas avoir d'impact, il y a tout le temps un sentiment d'angoisse, qui est dû je crois à un sentiment d'urgence, que les choses vont pas assez vite; C'est quasiment violent tellement t'as une rage d'agir, mais après tu dis non, ça va bien, ça avance à son rythme...⁹⁶

Ainsi, les propos recueillis par Pirotte, Mathéo-Le-Luel et Pagé montrent que le militantisme, dans sa forme « traditionnelle », ne s'est pas évanoui sur l'écueil de la société néolibérale, consumériste et individualiste. Les activistes rencontré-e-s par ces auteures connaissent les courants idéologiques – voire, y adhèrent –, mettent l'engagement au centre de leur vies et créent des liens d'appartenance... Le visage du militantisme ne semble ainsi pas avoir autant changé que certaines analyses plus générales semblent le faire croire. Du moins, pour les activistes cherchant à réhabiliter le radicalisme.

1.3 Du positionnement au pouvoir

Au sein des milieux libertaires, les débats sur la question du pouvoir font rage. Il faut dire que c'est d'abord par la mise en place de rapports égalitaires entre eux et elles que les militant-e-s espèrent ensuite vivre entièrement selon leurs idéaux. Exposer les distinctions entre le leadership, l'autorité et le pouvoir, puis les relier au concept de *transnational positionality* permet ainsi de mieux comprendre l'ampleur de ces questionnements.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 81 et 86.

⁹⁵ Magaly Pirotte, *op. cit.*, p. 81.

⁹⁶ *Ibid.* p. 80.

Leadership, autorité et pouvoir : proposition de définition

Les problématiques quant à la possible reproduction de rapports de pouvoir semblent troubler plusieurs militant-e-s, les obligeant à se positionner, à se remettre en question. Une proposition de définition, inspirée de Jean-Marc Piotte⁹⁷, permet de définir le leadership, l'autorité et le pouvoir. D'abord, c'est le leadership qui permet de distinguer la prééminence qu'un être peut acquérir dans certaines situations⁹⁸. Le leadership n'implique aucun rapport de contrainte et s'exerce en raison de certaines qualités, compétences, capacités recherchées et/ou reconnues dans certaines situations, certains lieux⁹⁹. Lorsqu'il est assumé par ses détenteurs-trices, le leadership peut être partagé et même déhiérarchisé. Le leadership est perceptible dans le désir de *persuasion* et se vit de façon relationnelle¹⁰⁰. Il ne trouve pas son fondement dans une vision rationaliste de la légitimité et des normes et ce, contrairement à l'autorité.

Les normes engendrant des statuts d'autorité peuvent être perçues comme une « exigence formelle » dans notre société et découlent de « processus de discussion et de délibérations collectives [...] [faisant] l'objet d'un acquiescement¹⁰¹ ». En ce sens, l'autorité ne nécessite pas le recours à la force, mais se fonde plutôt sur un renvoi au passé, à un rapport antérieur (principes, règles, valeurs)¹⁰². Ce n'est pas tant l'autorité qui est problématique en soi, mais ce qui lui est sous-jacent. Par exemple, les parents ont une autorité légitime sur leurs enfants qui sont dépendant-e-s, mais l'autorité du père, directement liée au patriarcat (selon la racine du mot) et donc, à la hiérarchisation basée sur le sexe, renvoie à d'autres rapports qui sont basés sur des oppressions systémiques. Il faut donc distinguer autorité et autoritarisme. Ce dernier terme peut être considéré comme un syndrome, une prédisposition aux préjugés et

⁹⁷ Jean-Marc Piotte, « Foucault et les anarchistes », automne-hiver 2006-2007. Consultation en ligne (2 août 2007) : http://www.er.uqam.ca/nobel/r17774/textes_piotte.html

⁹⁸ Daniel Colson, *op. cit.*, p. 169.

⁹⁹ Jean-Marc Piotte, *loc. cit.*

¹⁰⁰ Colin Barker, Alan Johnson, Michael Lavalette (ed. publ.) *Leadership and Social movements*. Manchester University Press, 2001. p. 7

¹⁰¹ Raymond Boudon, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 36.

¹⁰² François Busnel, *Les mots du pouvoir : précis de vocabulaire*, Paris, Vinci, 1995, p. 37.

aux stéréotypes. Cette notion se définit aussi comme la forme négative de l'autorité, soit « l'imposition d'un point de vue dans le mépris du pluralisme et des avis extérieurs¹⁰³ ».

Le pouvoir, quant à lui, peut être perçu de nombreuses façons et sa définition pose donc davantage de problèmes. Amedeo Bertolo, dans son texte « Pouvoir, autorité, domination : une proposition de définition » l'explique ainsi :

Si nous imaginons un spectre de sens qui va d'un pôle positif à un pôle négatif, avec référence aux valeurs (anarchistes, mais pas seulement) de liberté et d'égalité, le terme d'autorité se place le plus souvent en position médiane de neutralité, le terme de domination se place principalement vers le pôle négatif et le terme de pouvoir couvre tout le spectre, grâce à sa multiplicité de sens particulière, qui en fait varier l'emploi entre le « pouvoir faire » et le « pouvoir faire faire »¹⁰⁴.

Mais *pouvoir faire* et *pouvoir faire faire* n'est pas la même chose. Il est donc facilitateur de clarifier la définition. On peut d'ailleurs distinguer trois niveaux de pouvoir, soit le pouvoir *de* (faire quelque chose) ; le pouvoir *avec* (quelqu'un-e) ; le pouvoir *sur* (quelqu'un-e ou quelque chose), le dernier étant à combattre¹⁰⁵. La vision foucadienne du pouvoir, fort populaire – entre autres en milieu libertaire¹⁰⁶ – implique ceci : « le pouvoir s'exerce en acte, le pouvoir vient d'en bas, le pouvoir est productif. Et il est engendré en permanence par le jeu des forces en luttés¹⁰⁷ ». Tout en permettant de mieux comprendre l'aspect relationnel qui est partie prenante des relations, ce type de définition pose un problème. En effet, sous couvert que tout est rapport de pouvoir qu'il faille déconstruire en particules, on en vient à annihiler les distinctions entre degrés, à déhiérarchiser le pouvoir. Ce problème est d'ailleurs souligné par l'anarchiste Eduardo Colombo :

Enveloppées par le mot pouvoir, force, puissance, capacité et domination deviennent équivalentes ou interchangeable, en oubliant l'ancienne distinction, fondamentale en politique, entre *potentia* et *protestas*, la puissance ou la capacité de produire des effets et la domination, la capacité de (se) faire obéir, de décider à la place de l'autre, ou des autres. La capacité ou la

¹⁰³ *Ibid.*, p. 36.

¹⁰⁴ Amedeo Bertolo, « Pouvoir, autorité, domination : une proposition de définition », *Le Pouvoir et sa négation*, Lyon, IRL/ACL, 1984, p. 11.

¹⁰⁵ Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 252.

¹⁰⁶ Voir, entre autres, la présentation de la revue *Réfractations : recherches et expressions anarchistes : Pouvoirs et conflictualités*, no. 17, Lorient, Sarl Atelier, p.3 ; Jean-Marc Piotte (2006-2007), *loc. cit.*

¹⁰⁷ Eduardo Colombo, « Les formes politiques du pouvoir », *Réfractations : Pouvoirs et conflictualités*, op. cit., p. 18.

puissance ce sont des forces qui peuvent travailler synergiquement, dans des situations d'égalité, la domination est toujours une *relation asymétrique* de l'ordre intentionnel humain¹⁰⁸.

Dans le même ordre d'idée, Piotte soutient que le pouvoir assujettissant les individus par l'intériorisation des normes (matrice disciplinaire chez Foucault) et « le pouvoir ancien quasi-absolu », ou pouvoir de coercition, n'ont rien d'équivalent¹⁰⁹. Colombo va même jusqu'à mentionner que la théorie du pouvoir de Foucault s'inscrit dans l'épistémè de l'époque néolibérale, en ce sens qu'elle élit le sujet, déresponsabilise ainsi les acteur-trice-s, réduit les luttes au local et renvoie l'image d'un pouvoir diffus, donc insondable et impossible à combattre. C'est même, toujours selon Colombo, ce qui renforce la conviction de l'impuissance politique habitant les individus¹¹⁰.

En ce sens, sans faire fi de l'importance des rapports relationnels, du pouvoir en terme de *capacité de* ou même de l'idée d'*empowerment* (d'ailleurs fréquemment utilisée dans les milieux féministes), il est choisi de s'en tenir à une définition du pouvoir en terme de domination (le pouvoir sur ou pouvoir faire faire). Le pouvoir est donc considéré comme un rapport de coercition modelant des systèmes d'asymétrie entre les groupes sociaux. Il implique une relation hiérarchique et une capacité à se faire respecter et/ou obéir. Effet du déséquilibre des forces, le pouvoir coercitif engendre « l'expropriation de la liberté¹¹¹ ». Il n'empêche que l'idée d'un pouvoir relationnel (donc relatif), se vivant en terme de *rapports*, demeure nécessaire pour exposer les relations asymétriques que l'on retrouve entre militant-e-s.

Des « positionnalités »

Le concept de « *translocational positionality* »¹¹², développé par Floya Anthias et utilisé par Anna Kruzynski, mérite d'être exploré. Ce concept peut être défini ainsi :

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 20.

¹⁰⁹ Jean-Marc Piotte (2006-2007), *loc. cit.*, p. 2.

¹¹⁰ Eduardo Colobo, *loc. cit.*, p.11 et 22.

¹¹¹ Amadeo Bertolo, *loc. cit.*, p. 18.

¹¹² Si Kruzynski choisit de conserver la version originale, cette expression sera désormais traduite ainsi : « positionnement translocalisé ».

‘Une *translocational positionality* est structurée par la juxtaposition de différentes situations relatives au genre, à l’ethnicité, à la race et à la classe (entre autres), et par leurs effets parfois *contradictaires*.’ [...] La notion de « positionnalité » ‘comprend à la fois une référence à la position sociale (comme un ensemble d’effets, soit comme un *résultat*) et au positionnement social (comme un ensemble de pratiques, d’actions et de significations, soit comme un *processus*)’ [...] Ainsi, la « positionnalité » est l’espace à l’intersection des structures (position sociale/impacts sociaux) et de l’« agencéité » (positionnement social/sens et pratique)¹¹³.

Ceci évoque l’image d’une pyramide des oppressions où, selon les contextes, conjonctures et normes sociales, les individus occupent un espace variable, parce qu’il y a hiérarchisation des caractéristiques, des différences. Par exemple, le positionnement social d’une femme scolarisée, à la peau noire et hétérosexuelle ne dépend pas uniquement d’une variable : elle peut être favorisée par sa scolarité, mais dévalorisée en raison de son genre et de la couleur de sa peau. De plus, il est difficile de savoir si ses caractéristiques vont la défavoriser *davantage* qu’une personne ayant des caractéristiques différentes (par exemple, un homme caucasien, peu scolarisé, homosexuel, en situation de pauvreté), puisque les raisons amenant leurs positionnements dans cette pyramide divergent. En somme, le positionnement translocalisé se définit dans une multitude de situations et se base sur des prémisses de différenciation qui sont construites historiquement et socialement. Kruzynski considère d’ailleurs que le travail des féministes doit se modeler par le désir de nommer et de détruire ces processus de hiérarchisation de la différence : « Les ‘douaniers de la différence’, que sont les processus de naturalisation, d’attribution collective, de hiérarchisation, de distribution inégale des ressources et d’infériorisation, se trouvent au cœur du problème. [...] L’Autre hiérarchisé doit donc être déconstruit¹¹⁴ ».

Comment travailler à déconstruire ces différents positionnements ? Par un travail sur les processus organisationnels, par la mise en pratique des idéaux – ici et maintenant – au sein même des groupes. Ainsi, le concept de positionnements translocalisés rejoint l’idée de travailler, à l’intérieur des groupes, sur les rapports de leadership, d’autorité et de pouvoir qui s’y trouvent, mais ce, sans perdre de vue l’importance du pouvoir coercitif qui s’exerce à l’extérieur des groupes. Pour Kruzynski, le militantisme tente d’agir sur les positionnalités au

¹¹³ Floya Anthias, « New Hybridities, Old Concepts : The Limits of ‘Culture’ », *Ethnic & Racial Studies*, 2001, vol. 24, no. 4, p. 634-645 ; cités dans Anna Krusinski, *loc. cit.*, p. 230-231.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 233.

niveau expérientiel, intersubjectif, organisationnel et représentationnel (rapports de pouvoir et espace public).

Le niveau *expérientiel* renvoie aux rapports interpersonnels liés au leadership d'une personne. Il est possible, individuellement, de travailler ces rapports : « Au niveau expérientiel, par exemple, il est nécessaire d'examiner la question de sa propre positionnalité et de tenter de modifier ses convictions ainsi que ses pratiques ¹¹⁵ ». Le niveau *intersubjectif* renvoie aux normes et donc, au rapport d'autorité. Les modifier exige un travail collectif et du temps :

Au niveau intersubjectif, il faut, à travers l'éducation populaire ou l'enseignement scolaire, relever le défi de construire des récits d'appartenance qui rompent avec les processus de différenciation et de stratification et s'engager dans un exercice de déconstruction des 'positionnalités' afin d'en déplacer et d'en transformer les frontières et les dichotomies ¹¹⁶.

Finalement, les deux derniers niveaux de travail sur les positionnalités (*organisationnelles* et *représentationnelles*) sont liés au pouvoir coercitif. Kruzynski le reconnaît : « en dépit du fait que toute personne est actrice de sa propre 'positionnalité', il existe des éléments situationnels et contextuels qui contraignent les individus à des degrés divers ¹¹⁷ ». Voilà le nœud du problème. Pour travailler sur ces positionnalités, Kruzynski propose l'action au niveau organisationnel : « scruter et [...] remettre en question les principes et les mécanismes sous-jacents aux systèmes politiques, à la distribution inégale des ressources et à la violence ¹¹⁸ » et au niveau représentationnel : « la façon dont les individus sont (re)présentés dans les médias, la culture populaire, les publications universitaires, l'enseignement, etc. ¹¹⁹ ».

On peut conclure avec Anthias et Kruzynski qu'il est nécessaire de travailler sur tous ces niveaux pour atteindre des rapports libres, égalitaires et solidaires :

C'est à travers ces pratiques que 'les termes de l'ordre du jour se sont déplacés de la quête de l'égalité comme idéal social à quelque chose qui ressemble plus à un nouvel imaginaire des

¹¹⁵ *Idem*

¹¹⁶ *Idem*

¹¹⁷ *Idem*

¹¹⁸ *Idem*

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 234.

relations sociales dans lesquelles l'égalité peut côtoyer d'autres idéaux concernant la solidarité et la transformation sociale¹²⁰.

Ainsi, pour comprendre comment se vit l'engagement radical, il faut s'intéresser aux pans intérieur et extérieur de la lutte. Se contenter de se positionner contre le pouvoir coercitif qu'exerce l'État (par exemple) est insuffisant. Mais le travail en vase clos d'un groupe militant homogène, qui ne s'intéresse qu'aux rapports très restreints entre eux et elles, n'est pas plus satisfaisant, puisqu'il n'insuffle rien des idéaux revendiqués, n'engendre aucun élargissement. Il doit ainsi y avoir une interaction entre ces deux pans, interactions entre le refus des oppressions systémiques et du pouvoir coercitif et le travail interne des groupes par rapport à la reproduction de comportements normés et des rapports de leadership et d'autorité – voire de pouvoir – qui s'insèrent inopinément aux relations militantes. Mais tout ça reste théorique. La mise en pratique est bien plus ardue pour les militant-e-s.

Conclusion

C'est la mise en pratique de la lutte sur les fronts intérieurs et extérieurs qui sera désormais étudiée, tant au niveau individuel qu'à l'intérieur des groupes. Pour s'y retrouver, les analyses sur l'altermondialisation sont d'une grande aide. Elles permettent de contextualiser les phénomènes d'individualisation (qui sera davantage analysé dans le prochain chapitre), de distanciation et de fluidité organisationnelle. Mais ces études ne suffisent pas pour comprendre l'engagement des douze activistes rencontré-e-s, parce que ces dernier-ère-s sont davantage rattaché-e-s à des tendances idéologiques radicales. Féministes radicales et libertaires ont en commun de vouloir aller à la racine des problèmes, soit les systèmes d'oppressions systémiques. Ceci est particulièrement perceptible dans leurs choix organisationnels, leurs façons de concevoir les actions et leurs objectifs.

Les mémoires s'intéressant à l'engagement militant au Québec montrent aussi qu'il y a des radicaux-les, que leur engagement fait partie de leur identité, que le milieu auquel il s'intègre

¹²⁰ *Idem*

est important pour eux et elles : bref, que le militantisme n'occupe pas une place partielle dans leur vie. Cela étant dit, la mise en pratique des idéaux, dans le contexte de désillusion par rapport au politique, n'est pas une mince tâche et se vit dans le questionnement. C'est ce qui oblige le détour sur la question du pouvoir. Entre la distinction du leadership, de l'autorité, du pouvoir et des positionnements translocalisés, ce qui est à retenir, c'est l'impossibilité de prendre position entre la lutte aux rapports de pouvoir devant être déhiérarchisés et la lutte « extérieure » sur le pouvoir coercitif, lointain, institutionnalisé : ces deux aspects doivent être considérés. Mais des limites – des paradoxes mêmes – sont rencontrées et les militant-e-s doivent y faire face.

CHAPITRE II

UN MILITANTISME EN QUÊTE DE COHÉRENCE

Au Québec, afficher un intérêt pour les questions environnementales est à la mode. Réclamer un « côté vert » se fait partout : le Parti Québécois a transformé son logo à cet effet lors de la dernière campagne électorale (mars 2007) ; Québecor inc., Cascade et Alcoa figurent parmi les partenaires principaux du « Jour de la Terre 2007 », 24 artistes québécois-e-s ont signifié publiquement leur appui à SOS Parc Orford, une coalition s’opposant à la privatisation du parc national du même nom¹²¹... Si ces initiatives ne sont pas à déplorer, la popularisation d’une certaine forme d’engagement dit « citoyen » masque une autre réalité. Dans un article du *Devoir*, le journaliste Antoine Robitaille expose que le terme « citoyen » devient un adjectif très tendance, presque synonyme de « militant » dans certains milieux de gauche¹²². Robitaille a recueilli les propos du philosophe Daniel Weinstock qui s’inquiète que, comme dans le cas du terme « durable », le mot « citoyen » en vienne à devenir synonyme de « bon » : « Il acquiert, à partir d’une signification originale relativement pointue, une connotation positive indépendante de son contenu original et devient ensuite un ingrédient d’une stratégie de marketing, une manière de vendre une marque auprès d’un public qui tient à pouvoir se représenter comme possédant une vertu supérieure¹²³ ». Voilà qui peut expliquer le malaise de plusieurs militant-e-s quant aux appellations de « projets citoyens », de « développement durable », de « consommation éthique » (et que dire de la « voiture citoyenne »)...

¹²¹ Voir les sites internet (consulté le 8 septembre 2007) : <http://www.jourdelaterre.org/> et <http://www.sosparcorford.org/>

¹²² Antoine Robitaille, « Citoyen à toutes les sauces », *Le Devoir*, 22 novembre 2005, p. 8.

¹²³ *Idem*

L'engagement des activistes rencontré-e-s ne se réduit pas à leurs habitudes de consommation. La recherche de cohérence par la mise en pratique des idéaux va beaucoup plus loin. Ainsi, l'aspect *individuel* de l'engagement, dont il est question dans ce chapitre, fait plutôt référence à la façon dont le militantisme s'intègre à toutes les sphères de vie. En ce sens, cette partie de l'analyse veut exposer les aspirations des douze interviewé-e-s ainsi que la façon dont ils et elles définissent et vivent leur militantisme. Il en ressort que l'engagement peut devenir un mode de vie et changer des perceptions en profondeur. Pour les interviewé-e-s, cet engagement implique aussi le besoin d'une compréhension systémique de la société dans laquelle ils et elles évoluent et pour plusieurs, l'adhésion à des conceptions idéologiques. D'ailleurs, ces activistes n'en démordent pas : chercher d'*autres* résultats vaut mieux qu'une dilution des idéaux radicaux qui les animent. Il s'agit donc d'un militantisme de la *négation*, du *refus*, axé sur le *ici et maintenant*, dont la recherche d'objectifs est plus sectorisée ou intérieure au groupe, mais aussi où « la fin ne justifie plus les moyens ». Cette quête d'intégrité, de cohérence entre le côté théorique de leurs idéaux et le côté pratique de la mise en œuvre ne se fait pas sans heurt et se vit plutôt tel un perpétuel questionnement.

2.1 Militer : un mode de vie

On ne milite pas que pour mousser son *curriculum vitae* et ce, même à l'ère de l'individualisme. Les douze personnes rencontré-e-s l'expriment bien. Pour eux et elles, militer ne sera pas qu'une aventure avant d'être « adulte », contrairement à ce que les militant-e-s de la précédente génération n'ont cessé de leur répéter. En effet, sans non plus sombrer dans le modèle dogmatique où militantisme et sacrifices vont de pair, les militant-e-s rencontré-e-s placent l'engagement au centre de leur vie. De leur rapport à l'intégration au milieu jusqu'aux idéologies dont ils et elles se revendiquent, leur façon de vivre leur engagement, individuellement, s'avère entière.

De l'intégration à l'adhésion

Inéluctablement, le Sommet des Amériques, qui a eu lieu à Québec en 2001, s'avère un moment fort dans l'histoire récente du militantisme au Québec. Il n'est donc pas étonnant que

cet événement ait engendré une certaine résurgence de l'activisme. Plusieurs des interviewé-e-s mentionnent qu'il s'agit d'une période charnière, un incontournable moment d'effervescence militante. Patricia l'exprime ainsi : « Pendant le Sommet des Amériques [...] ça [faisait] partie de toutes les sphères de [ma] vie ! Pour moi, c'était vrai. J'étudiais, j'avais des colocs qui militaient, je veux dire... pour moi, militer c'était toute ma vie ». Dans son mémoire, Mathéo-Le-Luel mentionne d'ailleurs que : « Les personnes ayant été à ce Sommet, ou plutôt au contre sommet, parlent toutes de l'impact qu'a eu cet événement dans leur vie ¹²⁴ ».

L'intégration : le passage obligatoire

Dix des douze interviewé-e-s s'impliquaient déjà avant 2001, mais dans le cas de Amélie et Sara, c'est le Sommet des Amériques qui a été le principal moment de prise de conscience les amenant à militer : « Ça brassait beaucoup pour le Sommet, il y avait beaucoup de manifestations, beaucoup de conscientisation par rapport à l'anticapitalisme, à la mondialisation, tout ça. J'ai été interpellée par ça et je suis partie à Québec » (Sara). Le Sommet des Amériques s'est en effet avéré un moment clé pour s'intégrer au milieu militant, tant l'ébullition était à son comble. Mais d'autres événements, ou milieux, ont aussi marqué le parcours d'intégration des interviewé-e-s. Le milieu étudiant est d'ailleurs la période d'intégration au militantisme la plus souvent nommée (au Cégep pour Caroline, Charles, Antoine ; à l'université pour Ariane, Philippe et Sara). Il y a aussi des événements qui ont marqué les activistes : un stage étudiant d'aide humanitaire en Amérique latine a été décisif dans les parcours de Philippe et Mireille ; les répercussions de l'Accord du Lac Meech ont provoqué l'engagement souverainiste d'Antoine... Finalement, l'influence familiale est mentionnée par quatre militant-e-s, soit Charles, Philippe, Antoine et Mireille : « Mon premier souvenir d'être militante, c'est de chanter 'garderie, gardera...' sur la colline parlementaire à Québec ! Je pense que j'avais cinq ans ! Je fais partie de ceux et celles dont les parents ont été assez impliqués » (Mireille).

Pour certain-e-s, l'intégration au militantisme s'est faite sans heurt majeur, allant un peu de soi : « on s'intégrait facilement quand il y avait une certaine communauté idéologique qui

¹²⁴ Mathéo-Le-Luel, *op.cit.*, p. 98.

s'installait » (Charles) ; « Pour moi, ça été bien, je pense, l'intégration. Ça s'est fait graduellement. C'était ma volonté de m'impliquer là-dedans, il n'y avait rien qui me poussait » (Philippe). Mais pour d'autres, l'intégration a été plus difficile, ou même une « étape à franchir ». Martin l'exprime bien :

Ça été assez difficile [...] moi, quand j'ai commencé... [...] c'était bizarre parce que c'était un peu comme un lavage de cerveau. J'étais vraiment recruté par des vieux marxistes et je sentais, là... Quand j'étais dans le groupe, je les trouvais vraiment cool. Je pense que j'avais 15 ou 16 ans et... c'était « wow ! » : il y a tout ce monde qui ont comme 30-40 ans, qui m'appuient dans ce que je fais, qui m'encouragent à briser les lois, c'est vraiment cool ! Mais là, quand je regarde mon expérience dans ce groupe, ça me fait un peu peur parce qu'il y avait tellement une perte d'autonomie. [...] C'est un peu gênant quand on entre dans un milieu, qu'il y a du monde... que c'est « wow ! »... qui sont tellement bien connus, qui ont une analyse incroyable et ouais... c'est difficile d'embarquer avec ce monde qui sont déjà enracinés.

Dans un même ordre d'idée, Sara explique que pour elle, l'intégration au milieu s'est faite assez bien, mais elle trouve quand même le milieu militant « super hermétique ». Elle avoue qu'il y a un côté hiérarchique qui renforce cet hermétisme :

Je pense que j'ai été chanceuse parce que j'ai rencontré des 'personnes clés' de ce mouvement-là. C'est poche parce que ça crée une hiérarchie. [...] Finalement, d'être amie avec telle personne, c'était plus facile de m'intégrer au groupe. Je suis super critique par rapport à ça, mais d'un autre côté, c'est mon parcours.

Cette prise de conscience des rapports de pouvoir informels influence subséquemment les choix militants. Il n'en demeure pas moins que les interviewé-e-s se sont intégré-e-s au milieu militant, et contrairement à d'autres, ils et elles ont choisi d'y rester.

Une intégration à tous les niveaux

Passage, passade, la jeunesse serait plus encline à s'engager, surtout la jeunesse étudiante. C'est en effet l'engagement des personnes de moins de 25 ans qui est le plus souvent analysé¹²⁵. C'est d'ailleurs généralement entre 25 et 30 ans que les personnes s'intègrent à la vie professionnelle, fondent une famille¹²⁶... Sans avoir fait aucune restriction par rapport à l'âge, l'échantillon représente une certaine homogénéité : les militant-e-s ont entre 23 et 33

¹²⁵ Voir Valérie-Anne Matheo-Le Luel, *op. cit.*

¹²⁶ Geoffrey Pleyers, « Des black blocks aux alter-activistes : Pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien Social et Politiques*, no. 51, 2003, p. 131.

ans et la moyenne d'âge est de 27 ans. Ils et elles seraient donc dans cette période d'insertion dans la vie dite adulte. Mais à quel moment passe-t-on d'un engagement « de jeune » à un engagement intégré à toutes les sphères de vie ? Loin d'une réponse théorique, ce sont les réflexions des personnes rencontrées qui permettent de définir que pour eux et elles, la militance n'est pas qu'une mode ou un passe-temps, mais bien un choix ayant de nombreuses implications : « Je dois avouer qu'être militante, c'est plus facile à 20 ans qu'à 27 et que maintenant, militer ça a un prix. [...] Plus tu gagnes dans ton statut social, au niveau professionnel, au niveau intellectuel, ben là, t'engager ou militer, ça a un prix » (Sylvie).

Onze des douze personnes rencontrées ont intégré le milieu du travail. La totalité de l'échantillon a fréquenté le milieu universitaire (une seule d'entre elles ne détient pas de diplôme universitaire), mais il n'y a que trois personnes qui sont présentement inscrites à l'université, dont deux qui cumulent études et emploi à temps plein. Seulement une des personnes rencontrées a un enfant, mais six militant-e-s vivent avec leur conjoint-e. En ce qui concerne le milieu professionnel, la grande majorité des interviewé-e-s ont fait part de leurs réflexions et de leurs difficultés quant au fait de jumeler militantisme et travail. Charles a trouvé malaisé de passer d'un militantisme étudiant au « statut » de travailleur communautaire *et* militant :

Quand tu milites [dans le mouvement étudiant] et que ton lieu principal d'occupation c'est d'être étudiant, ton lieu d'implication social ou de militantisme c'est le même, ça va. [...] Quand on travaille, des fois on est amené à faire des heures supplémentaires ou à travailler énormément. [...] J'ai moins d'énergie à consacrer à militer à l'extérieur [du travail]. Puis ça, ça me fatigue.

Cependant, il serait faux de prétendre que travailler empêche les personnes de s'engager, surtout que la majorité des interviewé-e-s refuse de prioriser un emploi sur leur militantisme. Il arrive d'ailleurs à Antoine d'avoir envie de quitter son emploi, « de [se] mettre en chômage juste pour ça, pour avoir plus de temps pour militer ». Mireille choisit des emplois où elle ne « signe pas [ses] heures en rentrant et en sortant [...] [pour que] ça reste flexible ». Pour sa part, Philippe a toujours trouvé des emplois « qui répondaient à un certain désir de transformation, d'implication ». Il considère d'ailleurs ne pas être capable de « faire quelque chose qui ne répond pas à ça », prouvant ainsi qu'un emploi doit lui apporter davantage

qu'un revenu. Travailler peut également devenir une forme de militantisme. C'est ce que considère Patricia : « Moi je considère que dans le travail que je fais, il y a une forme de militantisme parce qu'il y a une partie des choses que je fais parce que j'y crois. [...] Le milieu communautaire demande quand même aussi une implication personnelle ». Ces exemples vont donc à l'encontre des thèses de Ion invoquant un engagement « ne mordant plus sur la sphère privée ¹²⁷».

Le nombre d'années d'implication est également un bon indicateur du « degré » d'engagement. Pour les interviewé-e-s, militer n'est pas qu'une distraction passagère : en moyenne, ils et elles s'impliquent depuis près de neuf ans (minimum= 6 ans, maximum= 15 ans). Cet engagement est le fruit de nombreuses réflexions et d'expériences, il a connu de nombreuses variantes, mais il ne s'est malgré tout pas éteint : « Je suis passé aussi, quand j'étais jeune, de péquiste à marxiste à anarchiste ! Tout ça en cinq ans ! », mentionne d'ailleurs Antoine. Il n'est pas le seul dont l'engagement ait changé au fil des ans. Philippe considère qu'il est passé d'une « militance étudiante » à une « militance en communauté, dans le quartier » et qu'il s'agit du résultat de « différentes transformations, différents passages » qui ont coïncidé avec la sortie du milieu universitaire et les déménagements vers le centre-ville de Québec où les organismes communautaires sont principalement situés.

En plus d'avoir une expérience militante riche et variée, la majorité des personnes rencontrées ont actuellement de nombreux lieux d'implication. Par exemple, Amélie s'implique dans *Ainsi squattent-elles*, milite et travaille dans un café-bar autogéré (*l'AgitéE*) et dans une friperie autogérée liée à un groupe communautaire de quartier dont elle est également administratrice (*Comité populaire Saint-Jean-Baptiste*). Elle participe à la création d'un collectif anticapitaliste (*Piranha*), s'est beaucoup impliquée dans une cuisine collective (*Collectif de minuit*), dans l'organisation du *Réclame ta rue* à Québec et fait partie d'un groupe de troc multilatéral (*JEU*). Il ne s'agit pas d'un parcours d'exception au sein de l'échantillon. Ariane, étant liée à quatre groupes ou projets (*Ainsi squattent-elles*, *Droit de parole*, *la Page noire*, la coopérative *La baraque*) affirme avoir déjà eu plusieurs autres lieux

¹²⁷ Jacques Ion, *op. cit.*, p. 80.

d'implication et ainsi « avoir coupé dans le gras » ! Loin de l'opportunisme ou de l'engagement passager, les personnes rencontrées s'investissent donc entièrement.

Un militantisme bien défini

Pour définir leur engagement, les militant-e-s rencontré-e-s parlent d'abord de leurs convictions. La première raison les amenant à militer est donc le désir de mettre en pratique leurs valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. Ils et elles aspirent à instaurer « autre chose », même si ce projet de société, s'inscrivant tellement dans le long terme, est loin d'être clairement défini. Ce que les interviewé-e-s savent, c'est qu'il est nécessaire que la société change et qu'ils et elles veulent prendre part à ces transformations : « Militer, c'est s'impliquer activement dans une cause pour la faire avancer, pour changer la société » (Patricia) ; « C'est aussi d'être dans la gang qui résiste plutôt que d'être dans la gang qui suit le troupeau » (Sylvie). S'il leur semble difficile de décrire leurs aspirations en terme de projet de société précis ou détaillé, les militant-e-s conçoivent très bien ce qui, à leur avis, est à rejeter. Cette définition par l'inverse, par la négative, a souvent l'avantage d'être plus claire : « C'est promu par un besoin, un désir de renverser le système capitaliste, patriarcal, soumis à l'idéologie de la suprématie blanche et hétérosexiste » (Ariane) ; « Je suis contre [...] le sexisme, le racisme, des choses comme ça, l'âgisme, le spécisme, nommons-en » (Amélie). Les interviewé-e-s sont donc rejoint-e-s par les idées de militantisme de la négation (Holloway), de contre-pouvoir (Benasayag) ou d'anarcha-fatalisme (Dupuis-Déri)¹²⁸.

Il n'y a que Sara et Sylvie qui insistent sur le fait que leur engagement est basé sur la prise de conscience d'une oppression systémique qu'elles vivent personnellement (le patriarcat) : « Notre dernière réunion, on a quasiment braillé toute la gang parce qu'on avait toutes bien des bas dans nos vies respectives de féministes radicales » (Sylvie). Pour les autres militant-e-s, le vécu ou leur propre condition matérielle à changer ne semble pas être à la base de leur engagement. Au contraire, la majorité parle d'un engagement « en solidarité » : « Mon analyse sur la pauvreté ou sur les enjeux sociaux, c'est pas vraiment une analyse vécue. C'est plutôt... j'ai lu beaucoup, j'ai parlé à du monde, mais moi, je n'ai jamais été sans abri, je n'ai

¹²⁸ Ces concepts sont respectivement élaborés par John Holloway (2005), *op. cit.*, Miguel Benasayag et Diego Sztulwark *op. cit.*, Francis Dupuis-Déri (2004), *loc. cit.*

jamais vécu la pauvreté » (Martin). Qu'il découle d'un désir de solidarité ou d'une prise de conscience d'une oppression vécue, l'engagement des personnes rencontrées demeure le résultat d'une réflexion globale par rapport à des situations jugées inacceptables. Cependant, l'engagement ne doit pas être seulement théorique, il doit se vivre concrètement, ici et maintenant. Lorsqu'ils et elles définissent leur militantisme, ces activistes soulignent que la réflexion et l'action vont de pair : « pour moi, c'est les deux choses : c'est de la réflexion, de l'analyse et puis de l'action » (Antoine) ; « c'est un niveau d'action et de conscience qui porte à travailler en groupe » (Charles) ; « au-delà de la réflexion, c'est de l'action aussi » (Caroline) ; « c'est d'aller au-delà des paroles » (Alexandre).

S'investir dans l'engagement est un choix personnel. Cependant, parce qu'ils et elles intègrent leurs conceptions sociales et politiques à toutes leurs relations et leurs décisions, le choix de militer transforme leurs vies :

C'est une pilule que tu prends. C'est un peu comme la pilule de la matrice. Quand t'as pris la pilule, tu ne peux plus percevoir le monde comme tu le percevais avant. [...] Ça a changé ma vie, dans le sens que je ne vois vraiment plus le monde ou les rapports entre les individus de la même manière (Sara).

Pour Martin aussi, militer va maintenant de soi, il ne peut plus voir sa vie autrement : « On se lève, on prend un café et on fait du militantisme ! C'est un peu... juste la vie normale ». Lorsque militer est vécu de cette façon, il ne s'explique pas par des raisons pratiques. Pour Sylvie, « c'est par les tripes, pas par la tête ». Ainsi, l'engagement militant peut redéfinir la façon de concevoir la société, mais aussi la façon de vivre.

Être militant-e

Le choix de s'engager n'est pas qu'une question de temps passé en réunion ou à manifester. La grande majorité des personnes rencontrées avouent faire des sacrifices personnels afin de vivre en cohérence avec leurs idéaux. Même s'il est impliqué dans un groupe depuis environ sept ans, Alexandre ne considère pas être un militant :

Je trouve que je n'en fais pas assez pour avoir l'étiquette de militant. Ça signifie de mettre plus de 50% de son temps, de son énergie, sur du militantisme. [...] Je suis peut-être très exigeant,

beaucoup, mais je préfère l'être pour essayer de me donner un coup de pied dans le cul... (Alexandre)

Il est le seul à refuser catégoriquement cette « étiquette ». Sans nécessairement souscrire à la définition très stricte d'Alexandre, toutes les autres personnes rencontrées jugent aussi qu'il est nécessaire d'accorder à l'engagement une place importante, sinon prioritaire dans leur vie. Pour Antoine, militer « c'est une nécessité », pour Sara, « c'est un peu une façon de vivre [...] c'est moteur dans [sa] vie, c'est central ». L'engagement radical transfigure le rapport au monde par une prise de conscience, mais il va plus loin lorsqu'il se vit activement, dans le présent, dans le quotidien. C'est ce que prouve Amélie en répondant à la question « Être militante, qu'est-ce que ça signifie dans ta vie? » :

C'est un rapport au monde. Je ne sais pas comment dire ça mais... je suis une militante. C'est la position que j'occupe, c'est comme le rôle que je joue dans la vie, parce que je m'implique dans plusieurs, plusieurs choses, parce que je ne vois pas qu'est-ce que je pourrais faire d'autre de mon existence, de ma vie.

Rappelons que les interviewé-e-s correspondent aux caractéristiques d'acteurs et actrices, selon la conception développée par Passy et reprise par Mathéo-Le-Luel. Militer permet de développer un sentiment d'appartenance à un milieu restreint, mais un milieu qui est également empreint de normes. Les membres de ces mouvements radicaux peuvent se reconnaître, partager des affinités. Ariane assume ce côté de l'engagement :

Être militante, pour moi, [...] ça veut dire s'identifier quand même à la marge, à une certaine marginalité – parce que t'es quand même identifiée – que ce soit par le look, par les actions, par les idées. C'est clairement là. Mais c'est aussi d'appartenir à une certaine communauté d'idées.

L'entourage des militant-e-s se constitue majoritairement de personnes ayant des visions sociales similaires. Le fait de rencontrer des personnes partageant la même sensibilité semble d'ailleurs un des principaux apports de l'engagement. Caroline assume très bien le fait que le militantisme lui apporte d'abord la création de liens affinitaires : « C'est sûr que la première idée qui me vient à l'esprit, c'est un paquet de belles amitiés ». Martin partage cette impression : « Mes ami-e-s les plus préféré-e-s au monde sont vraiment beaux, des anarchistes que j'ai rencontré-e-s dans le milieu ici à Montréal ! Juste dans un sens social, je

trouve... wow ». À la recherche de liens affinitaires, l'importance qu'accordent les militant-e-s aux conceptions sociopolitiques de leur entourage s'avère cependant plus qu'une question d'amitié :

C'est clair que les personnes que j'ai autour de moi, ce sont des personnes avec qui je partage des projets, des valeurs communes. [...] J'ai de la difficulté, je pense, même à être en relation avec des gens qui ne sont pas politisé-e-s. Qu'ils soient militants ou pas, s'ils n'ont pas au moins une vision politique ou sociale, je trouve ça dur (Philippe).

S'engager a d'ailleurs des répercussions dans toutes les sphères de vie : « Ça m'apporte une certaine vision de mes études, du milieu militant en général, de mon couple, de mes ami-e-s, de ma famille » (Sara). Entre les liens familiaux et l'engagement radical, il peut aussi y avoir des tensions. Ariane avoue faire souvent passer le militantisme avant sa vie professionnelle, amoureuse et surtout, avant sa vie familiale. Pour Martin, les choix politiques ont d'indéniables répercussions :

Je viens d'une famille juive. Surtout avec les [implications] que j'ai sur la Palestine... J'ai des cousins et des cousines qui ne veulent plus me parler. Avec mon père – surtout que mon père est vraiment très conservateur – ça a créé des barrières, des tensions entre moi et lui... Mes parents sont toujours... ils appuient ce que je fais.

C'est aussi dans le quotidien que se vit la quête de cohérence. Il n'est donc pas étonnant que des douze militant-e-s constituant l'échantillon, huit personnes travaillent (ou ont travaillé) dans le milieu communautaire et sept personnes vivent dans une coopérative d'habitation. Dans cette perspective, militer au sein de son milieu de travail aide Antoine à atteindre un équilibre entre toutes les sphères de sa vie. Il a d'ailleurs participé à la création de trois syndicats dans trois milieux de travail différents. Sylvie mentionne d'ailleurs que dans sa vie, être militante signifie « tendre vers plus de cohérence » :

Le militantisme devient beaucoup en lien avec le quotidien. Je vis en coop, je milite dans ma coop ; je suis sur le CA de la garderie [...] ; je suis sur le CA de mon comité logement parce que je veux m'impliquer localement, dans mon quartier et je suis sur le CA d'un centre de formation, parce que je suis formatrice et je veux radicaliser ce centre de formation-là.

Même s'il s'agit d'abord d'un choix qu'ils et elles veulent vivre collectivement, l'engagement se voit aussi « à travers les gestes de la vie quotidienne », selon l'expression de

Mireille. Pour cette dernière, c'est d'ailleurs d'avoir vécu pendant quatre ans avec les membres de son collectif *Vichama*¹²⁹ qui implique qu'elle perçoit l'engagement comme un mode de vie. Cependant, la cohérence ne s'exprime pas que par des actions individuelles pour les personnes rencontrées. Il y a une différence notable entre le fait de « vouloir avoir du pouvoir sur [sa] vie » (Sylvie) et d'adhérer à l'idée que l'addition de gestes individuels peut changer la société. En effet, les militant-e-s rencontré-e-s réfutent cette dernière idée qui implique plutôt une implication atomisée ne se vivant que dans la sphère dite privée. Patricia et Antoine l'expliquent ainsi :

Mais dans ma vie, militer, c'est pas... c'est pas mes pratiques personnelles à moi que je veux changer. Oui, je travaille là-dessus, parce que le personnel est politique, je fais attention aussi à ce que je consomme, mais pour moi c'est [...] de m'impliquer dans des groupes. (Patricia)

Ce n'est pas juste penser tout seul à ses idées, pas juste les mettre en pratique seulement dans sa vie privée. Il y a ça aussi, il y a un double niveau, c'est-à-dire, dans sa vie privée d'être conséquent avec ses idées, puis aussi les mettre en pratique par une action politique, une action publique aussi. (Antoine)

Ainsi, intégrer le militantisme à son mode de vie va plus loin que la consommation éthique donnant bonne conscience. Cela implique surtout de travailler à vivre en conformité avec ses valeurs, d'être prêt-e à se remettre en question et d'agir dans l'espace public pour faire valoir certains principes.

L'idée de faire des sacrifices au nom d'un idéal n'est pas populaire, mais quelques activistes la reprennent lorsqu'ils et elles font référence au temps passé à militer. Sara considère que toutes les *Sorcières* sont prêtes « à faire un sacrifice de temps » pour le groupe puisque pour elles, c'est important : « C'est sûr que ça peut être un sacrifice, on ne se le cachera pas... Ça peut être le *fun* d'écouter un film plutôt que d'aller à une réunion ! Mais je pense que ça en vaut la peine ». Martin abonde dans ce sens : « c'est se dire 'c'est ça que je vais faire, je vais mettre beaucoup, beaucoup de temps dans ça'. Il faut faire des sacrifices aussi ».

¹²⁹ Vichama est un collectif artistique multidisciplinaire et engagé de Montréal.

Contrairement aux constatations faites par Sommier sur l'implication sectorisée des militant-e-s altermondialistes¹³⁰, l'engagement des interviewé-e-s, vécu comme un choix de vie, s'intègre à toutes leurs activités et envahit leur quotidien. Amélie insiste d'ailleurs sur le fait qu'elle essaie « qu'il n'y ait pas de scission nécessairement entre le militantisme et [sa] vie » et pour Sara, « c'est très fusionnel ». Mireille aussi évacue cette question de conciliation entre le temps militant et le temps quotidien : « Il y a de la 26^e à la 28^e heure de la journée, qu'on ne sait pas qu'elles existent, mais elles existent ! [...] La vie n'est pas morcelée en différentes sphères, en différentes lignes qu'on doit être capable de mettre dans un cadre, de se dire que de 5h à 7h je fais ça ».

Même si le rapport au temps est transfiguré par l'omniprésence du militantisme, il n'en demeure pas moins que s'impliquer exige du temps, temps souvent difficile à trouver. Cet aspect est d'ailleurs souvent mentionné dans les entrevues. Pour Ariane, « être militante, dans ma vie à moi, ça veut dire manquer de temps ». Dans la même veine, Philippe définit ainsi son engagement : « être militant, ça signifie du temps », idée qui rejoint également Patricia, Antoine, Martin, Sara, Caroline... En effet, il semble que les militant-e-s rencontré-e-s vivent l'urgence d'agir comme l'obligation de s'investir totalement, quelques fois jusqu'à l'excès, jusqu'à l'épuisement : « Ça signifie aussi d'être fatiguée, occupée, avoir beaucoup de réunions, avoir de la difficulté à reprendre son souffle » (Sylvie).

2.2 Militer pour soi, militer sur soi

Anarchisme et individualisme sont souvent des idées reliées. Pourtant, selon Colson, cette conception est inexacte et simpliste puisqu'elle est réfutée à la fois par les expériences libertaires et la théorie anarchiste elle-même¹³¹. Il n'en demeure pas moins que dans une société où l'individualisme est valorisé, nombre de militant-e-s semblent plus enclin-e-s à adhérer aux idéologies qui mettent l'accent sur la liberté de l'individu.

¹³⁰ Isabelle Sommier, *op. cit.*, p. 269.

¹³¹ Daniel Colson, *op. cit.*, p. 160

L'individuation : sans rejet du collectif

Les activistes rencontré-e-s sont influencé-e-s par les conjonctures sociales, politiques et économiques et le contexte dans lequel ils et elles évoluent est enclin à l'individuation. Cet intérêt plus prononcé pour l'incorporation des désirs et volontés de chaque individu au sein des groupements militants, déjà énoncé par les analystes des « nouveaux mouvements sociaux » des années 1970¹³², est repris par les principaux-auteurs-e-s s'intéressant au mouvement altermondialisation. Cette individuation se vit par la recherche d'une articulation différente de l'individuel et du collectif. Rejetant les modèles préconçus, ne voulant plus sacrifier leur individualité (tout en obtenant un sentiment d'appartenance assez fort pour permettre la confiance et la solidarité) les interviewé-e-s conçoivent leurs rapports à l'engagement (individuels et organisationnels) comme un *work in progress*. Pour Michel Wieviorka, cette forme d'individualisme, ou cette quête d'autonomie personnelle, demeure compatible avec l'engagement collectif et la solidarité¹³³. Il est ainsi plus adéquat d'utiliser le terme « individuation », comme le fait Sommier, pour décrire le phénomène de la primauté de l'individu sur les liens collectifs, ce qui permet de se détacher de la connotation péjorative qu'on rattache habituellement au terme « individualisme »¹³⁴.

Le choix de mettre l'individu au cœur de l'engagement collectif exprime aussi le refus de percevoir les identités individuelles et collectives comme des catégories antagonistes¹³⁵. Au sein des groupes militants analysés, il est souvent difficile de voir où s'arrête l'individuel et où commence le collectif : « Je ne peux pas diviser *la Page noire* des gens qui sont dedans, qui y sont impliqués » (Philippe) ; « Ce que j'apprécie, je pense, des *Sorcières*, c'est qu'on ne met jamais de côté la personne » (Sara). Pour Colson, « individu/collectif » serait une fausse distinction dictée par le rationalisme. En ce sens, « tout individu [...] [serait] un collectif ; tout collectif, aussi éphémère soit-il, [serait] lui-même un individu ¹³⁶ ». De plus, malgré leur attachement à l'individualité, l'engagement des douze personnes se vit d'abord collectivement : « c'est de me réunir avec des gens [...] de réfléchir ensemble » (Philippe) ;

¹³² Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996, p. 62.

¹³³ Michel Wieviorka, *Raison et conviction : l'engagement*, Paris, Textuel, 1998, p.40. ; cité dans Geoffrey Pleyers, *loc. cit.*, p. 127.

¹³⁴ Isabelle Sommier, *op. cit.*, p. 20-21.

¹³⁵ Erik Neveu, *op. cit.*, p. 82.

¹³⁶ Daniel Colson, *op. cit.*, p. 160.

« quant à moi, c'est dans des groupes » (Charles) ; « me sentir partie prenante d'un groupe » (Sara) ; « c'est qu'on lutte avec du monde » (Martin) ; « c'est aussi de rejoindre d'autres personnes qui partagent les mêmes idées » ; « ça peut peut-être se faire tout seul, mais je ne vois pas comment » (Mireille).

Mais même en collectivité, l'importance accordée à la projection de sa propre image est patente, ce qui n'a cependant rien de nouveau dans l'univers militant. Cet intérêt se manifeste entre autres par l'incessant désir de vivre les idéaux ici et maintenant, c'est-à-dire de façon visible, dans sa vie, son entourage, son présent. « Avoir du pouvoir sur sa vie », « partir du vécu quotidien », « s'impliquer localement », « partir de ce qu'on est », « faire partie d'une lutte », « changer son monde », « construire quelque chose dans son milieu »... Tant d'expressions des interviewé-e-s qui ont en commun de les placer, en tant qu'individus, au centre de leurs conceptions sociales et d'implication. Donatella Della Porta considère que ce phénomène a des implications sur les choix organisationnels : « Le défi pour les mouvements contemporains consiste donc à élaborer un modèle de démocratie interne capable de rassembler de nombreuses subjectivités au travers de la valorisation du rôle des individus, plutôt que dans le sacrifice au collectif¹³⁷ ».

C'est aussi par la recherche de bénéfices personnels apportés par le militantisme que l'on voit l'importance accordée à l'individualité. En plus de mentionner les gains sociaux à obtenir, la création de liens affinitaires et le sentiment d'appartenance, les douze activistes vont chercher nombre d'avantages personnels par leurs implications. Pour plusieurs, il s'agit d'une certaine recherche de reconnaissance : « Quand tu milites, il n'y a pas beaucoup de monde qui le dit, mais il y a une recherche d'estime. On cherche la reconnaissance du monde, on la veut. On veut avoir l'air d'être une super militante » (Ariane). Charles aussi parle de la reconnaissance d'autrui. Il s'agit pour lui du côté « flatteur », de la « dimension égoïste de la chose ». De plus, il est intéressant de voir l'impact de l'héritage judéo-chrétien de militant-e-s ayant pourtant grandi dans une société valorisant la laïcité : « Je pense que c'est une certaine satisfaction de faire une différence ou d'avoir une certaine authenticité avec des valeurs.

¹³⁷ Donatella Della Porta, « Démocratie en mouvement : les manifestations du FSS, les liens aux réseaux », *Politix : Militants de l'altermondialisation*, vol. 17, no. 68. 2004. p. 77

D'avoir l'impression... pas d'être bon – ça c'est super catho – mais de faire la job, de faire ce qu'il faut faire, de travailler pour que le monde soit bien » (Philippe).

Mais il n'y a pas que la recherche d'estime et de reconnaissance qui amène les interviewé-e-s à s'engager. En effet, il s'agit pour plusieurs d'un important lieu d'apprentissage. Grâce à son militantisme, Martin sent qu'il « continue à apprendre, c'est un processus d'apprentissage à chaque jour ». Et c'est ce qu'il adore : « l'expérience de l'éducation, c'est pas nécessairement dans les murs de l'école, c'est vraiment quand on sort, quand on parle avec du monde de nos quartiers ». Militer a aussi apporté beaucoup à Ariane :

Ça m'a appris à prendre la parole dans un groupe, [...] à confronter [l'autorité], [...] à lire la société autrement, [...] à monter des formations, des ateliers, [...] à être capable de s'adresser à différents publics, [...] à avoir confiance en soi, [...] à travailler en groupe, [...] à [avoir] une ouverture sur le monde.

Lorsqu'elles sont questionnées sur les apports de leur militantisme, certaines personnes mettent l'accent sur des sentiments, des façons d'être. L'engagement peut ainsi agir comme un nécessaire réconfort. Sylvie considère que c'est le militantisme qui « brise son isolement », pour Antoine c'est de « se sentir un peu épanoui là-dedans ». Amélie affirme pour sa part que militer lui permet de garder espoir :

[C'est] la possibilité de continuer d'avancer et de vivre, carrément. Parce que j'ai l'impression que tout est tellement laid, tout va tellement mal, que sans personne avec qui m'organiser, sans causes pour lesquelles lutter, sans petites victoires, etc., je ne pense pas que j'aurais envie de rester dans ce monde-là.

Ce dernier rapport au militantisme montre que colère et espoir se mêlent souvent. Il n'est donc pas simple pour les militant-e-s radicaux-les d'expliquer leur perception de l'engagement, encore moins de le vivre. Il n'en demeure pas moins qu'ils et elles s'y attèlent. Fruit de sentiment d'injustices qui sont vécues ou – le plus souvent – perçues, et de réflexions menant à une prise d'action collective, s'engager devient quelque chose de nécessaire.

Vivre ses idéologies

Contrairement aux principales analyses faisant le portrait des activistes altermondialistes, la grande majorité des militant-e-s rencontré-e-s choisissent l'identification idéologique, soit de façon assumée, soit avec plus de réticences. Mais une caractéristique commune à toute la présente « génération » militante demeure : ils et elles refusent que leur individualité soit niée par leur(s) idéologie(s). Ainsi, plus que des héritages théoriques et historiques, ce sont d'abord des valeurs qui semblent rejoindre les militant-e-s. L'anarchisme et le féminisme sont les courants idéologiques auxquels adhèrent le plus les interviewé-e-s. L'écologie sociale, la critique de l'hétéronormativité, l'anti-racisme et l'intérêt pour les communautés culturelles sont également des formes d'identification reprises. Les activistes enchevêtrent ainsi les pôles d'identification et d'action, prouvant que c'est par la mise en pratique qu'ils et elles perçoivent d'abord leur engagement.

Plusieurs militant-e-s radicaux-les demeurent ambivalent-e-s : ils et elles ressentent le besoin d'une conception expliquant leur rapport au monde de façon systémique, mais ils et elles refusent de se plier au dogmatisme. Patricia explique bien ce positionnement :

Les étiquettes, ça me fait chier. Mais c'est important pour moi de savoir à quoi je me réfère. Je pourrais donner une étiquette très claire de... je me réfère à quel courant politique. Genre, ça pourrait s'approcher du communalisme libertaire. Mais ça aussi ça change... en fait, je m'en *crisse* des étiquettes.

La majorité des militant-e-s ont ainsi plusieurs pôles d'identifications, ils et elles choisissent un amalgame « d'étiquettes » idéologiques. De plus, plusieurs semblent se méfier des perceptions passées associées aux idéologies, perceptions les rendant trop restrictives et figées. Philippe est l'un de ceux/celles-ci : « Je pense qu'il y a des choses à aller chercher dans différents mouvements et c'est toujours la conjonction ou le croisement de ces mouvements-là qui est souvent le plus intéressant. [...] Il y a des « ismes » qui ont été dangereux, [...] on a appris de ça, des formules plus dogmatiques ». Mireille considère pour sa part « faire vraiment partie de [sa] génération » parce qu'elle avoue « ne pas [s']identifier à quoi que ce soit en particulier, pour pouvoir [se] garder le champ large ». Mais l'ambivalence demeure puisqu'elle ajoute qu'à la base, elle est féministe.

L'identification idéologique se vit ainsi de différentes façons. Dans le cas de Sylvie, c'est très assumé : « J'ai vraiment une définition très claire de mon moi-même ! Je suis féministe radicale, anarchiste, non-violente. C'est en ordre d'importance ». Pour certain-e-s, il s'agit d'une évolution allant de soi, qui s'est faite sans heurts majeurs, au fil des rencontres, des réflexions, des remises en questions :

Je pense qu'originellement, un peu comme beaucoup de gens, c'est beaucoup le côté marxiste qui m'a interpellé – surtout au cégep – avec les nuances à y apporter par l'anarchisme, par l'expérience soviétique ou autre. On se met à critiquer. C'est sûr qu'à force de militer avec des féministes autour de moi, le féminisme c'est quelque chose qui m'interpelle, le pro-féminisme. (Charles)

Si certain-e-s militants-e-s s'approprient totalement certaines idéologies, pour d'autres, il s'agit plutôt « d'intérêts », de « questionnements ». Ceci montre le côté mouvant des affirmations idéologiques et le refus de se soumettre au dogmatisme ou à l'idéomanie¹³⁸. De plus, tous les intérêts et prises de position ne s'inscrivent pas nécessairement dans une « case » idéologique et sont souvent nommés comme une « sensibilité à », un engagement « en solidarité à » ou simplement « contre » quelque chose. Ariane, qui se présente comme une militante anarchiste, féministe et anti-raciste, affirme que même si elle est sensibilisée à l'hétérosexisme, il serait prétentieux d'affirmer qu'elle est active dans cette lutte ; Antoine, également anarchiste, se définit « par toute la série d'anti, [...] par l'inverse » ; les questions écologiques viennent chercher Caroline, mais elle ne se considère pas écologiste, tout en ajoutant « qu'on dirait qu'il y a un peu de honte à ça ».

Le rapport aux autres peut ainsi fortement influencer les prises de positions idéologiques. Dans le cas de Martin, il a d'abord été attiré par l'anarchisme pour une question d'appartenance : « C'était comme... dans un sens... *life style*. Je voulais vraiment m'identifier avec un milieu. C'était pas vraiment les politiques, mais juste comme : ça l'air excitant les anarchistes ». Inversement, les perceptions des personnes extérieures peuvent rendre plus complexe le rapport aux idéologies. Les normes et les étiquettes demeurent présentes dans l'univers militant :

¹³⁸ Colson définit l'idéomanie ainsi : « Point de vue coupé de ses conditions de production, fétichisé et autonomisé, qui prétend s'appliquer en soi, de façon absolue, partout et en toute circonstance. Les idéomaniaques sont la plaie du mouvement libertaire ». Daniel Colson, *op. cit.*, p. 153.

Je trouve que c'est plus les autres qui peuvent te définir comme ça que moi-même. [...] Du fait que je fais partie des *Sorcières*, il y a beaucoup de gens qui peuvent peut-être me coller l'étiquette d'anarchiste, mais pour moi... je ne suis pas capable de me définir comme une anarchiste (Sara).

Tout comme Sara, Caroline a ressenti le besoin de mentionner qu'elle ne se définit pas comme anarchiste et dans les deux cas, c'est d'abord parce qu'elles considèrent ne pas suffisamment connaître la théorie anarchiste. L'appréhension de Caroline par rapport à l'identification va plus loin et montre l'impact des jugements qu'elle ressent et de la rigidité de son milieu :

Je me définis comme féministe radicale, même si j'ai tout le temps ce genre de sentiment *chicken* en arrière de ma tête [...] de tout le temps avoir peur de ne pas être à la hauteur. Quand je me définis comme féministe radicale, je me dis que je n'ai pas assez lu la théorie ! Je n'ose pas me définir comme anarchiste parce que je n'ai pas assez lu la théorie ! [...] Je vois certains anars aller et je me dis «mon dieu, on dirait que je suis loin de là»... pas nécessairement dans l'action de tous les jours, mais plus dans la réflexion et dans la rapidité à réfléchir, par exemple sur la hiérarchie, sur le côté politique de chaque chose. (Caroline)

Ce besoin de connaître la théorie semble découler d'une peur du discrédit, du rejet. Ceci montre qu'au-delà du désir d'ouverture et du refus de la sclérose associée aux idéologies « classiques », les pressions du milieu sont toujours présentes. Dupuis-Déri mentionne d'ailleurs qu'une certaine perpétuation de « l'orthodoxie anarchiste » ou de la « pureté idéologique » s'avère un des problèmes des milieux militants radicaux¹³⁹. On peut ajouter les pressions liées à l'intellectualisme du milieu militant : il *faut* avoir lu la théorie, connaître les auteur-e-s et discourir savamment des différentes théories révolutionnaires. « Accepter une étiquette », selon l'expression de Sara, a ainsi des impacts sur l'image projetée, sur les liens affinitaires qui peuvent se créer – ou se défaire. Ces manifestations peuvent expliquer, du moins en partie, le rejet des idéologies par une grande partie des militant-e-s altermondialisation.

¹³⁹ Dupuis-Déri (2004), *loc. cit.*, p. 84.

Libertaires ou anarchistes

L'anarchisme procure une conception du monde « complète », explicative, mais où toute personne – avec son individualité, son bagage d'expériences et de réflexion – peut quand même s'y retrouver, ne pas s'y sentir cadastrée. Pour un-e individu-e, il ne serait donc pas nécessaire de souscrire à *une* définition précise pour intégrer l'anarchisme à *sa* conception du monde. Sept des douze militant-e-s s'identifient comme anarchiste ou libertaire (Antoine, Amélie, Ariane, Martin, Philipe, Patricia, Sylvie) et trois autres manifestent clairement une sensibilité libertaire en disant soit être influencé-e-s par l'anarchisme, soit tendre vers l'anarchisme (Caroline, Charles, Sara). En ce qui concerne les deux autres personnes (Alexandre, Mireille), elles ne rejettent pas d'emblée cette conception du monde, mais n'y adhèrent pas non plus. Cependant, Jonathan Purkis, dans *Leadership and Social movements*, mentionne qu'il est problématique, dans l'étude des mouvements sociaux, de n'associer à la tendance libertaire que les groupes (ou militant-e-s) qui s'en réclament ouvertement et qu'il faut davantage s'intéresser aux *pratiques* qui émanent de l'anarchisme¹⁴⁰.

Plusieurs auteurs¹⁴¹ dénotent d'ailleurs la résurgence de l'anarchisme au sein des mouvements de contestation. Au Québec, la majorité des groupes qui étaient membres de la CLAC se définissent libertaires ; des groupes aux idées anarchistes émergent dans le milieu étudiant, féministe, écologiste ; le Salon du livre Anarchiste et le Mois de l'anarchie (avec son festival de films, son cabaret, ses expositions, etc.) à Montréal sont des événements annuels d'une popularité surprenante... Le décompte des expériences libertaires ayant eu lieu dans les cinq dernières années est d'ailleurs plutôt impressionnant si on tient compte de la petitesse du milieu militant radical¹⁴².

Considérant que ce qui est revendiqué par les militant-e-s s'avère davantage la mise en pratique d'idées que l'historicité du courant, Sylvain Boulouque différencie la sensibilité

¹⁴⁰ Jonathan Purkis, « Leadership Cultures : The Problem of Authority in a Radical Environmental Group », Colin Barker, Alan Johnson, Michael Lavalette (ed.), *op. cit.*, p. 165.

¹⁴¹ Voir, entre autres, Dupuis-Déri (2005a), *loc. cit.*, David Graeber, *loc. cit.*, Geoffrey Pleyers, *loc. cit.*, Maxim Fortin, *op. cit.*

¹⁴² Pour plus de détails, voir Maxim Fortin, *op. cit.*, et Nicolas Phébus, « Anarchistes au Québec », *Recueil de texte : Textes compilés par le collectif anticapitaliste La Rixe, op. cit.*

libertaire de la doctrine anarchiste¹⁴³. Dans l'échantillon, il n'y a que Philippe qui fasse une distinction entre les termes : « Il y a des gens qui vont dire [...] que l'anarchisme est sclérosé, des idées qui sont déjà là, des pères fondateurs. [...] Ça reste que c'est les valeurs libertaires qui me rejoignent le plus, peut-être pas les 'ismes', mais les valeurs ». Pour les autres, il est difficile de savoir s'il y a une conception différente de l'anarchisme et des idées libertaires puisque les deux termes sont utilisés de façon synonyme, ce qui explique le choix de les utiliser indifféremment au sein de l'analyse.

L'anarchisme – ou la tendance libertaire – est perçu comme une opposition, un rejet de ce qui est inacceptable : « je me définis beaucoup comme une anarchiste, ça implique que je suis contre toutes les formes de domination, d'oppression » (Amélie); « c'est peut-être l'anarchisme qui l'incarne le mieux [le rejet du dogmatisme] parce que, justement, c'est une critique d'à peu près tout » (Philippe). Cependant, pour les militant-e-s rencontrées, l'anarchisme doit aussi être affirmatif, porteur d'espoir, ouvert. Pour Sylvie, il est nécessaire d'y incorporer d'autres perspectives : « pour moi, l'anarchisme, si c'est pas féministe, c'est pas du vrai anarchisme, ce que le milieu anar ne comprend pas ». Pour Antoine, l'anarchisme doit se vivre concrètement : « [C'est] de partir vraiment de la base de la communauté, de viser l'autonomie des individus, des groupes, à travers une démocratie réelle puis à travers aussi toute une déconstruction de tout notre formatage qu'on a eu. [...] Je le vois comme quelque chose de concret dans le fond » (Antoine). Cet anarchisme, loin des pères fondateurs, se veut donc inclusif : « j'essaie juste de voir l'anarchisme comme quelque chose de plus... organique, pas nécessairement aussi rigide, [pas seulement] si le monde s'identifie à ça » (Martin).

Malgré ce désir d'inclusion, il reste des normes bien implantées : il y a un « milieu anar » (Sylvie), il y a (avait) une forme de « mythe autour de la CLAC et des anarchistes de Montréal » (Martin). Il n'est donc pas surprenant que pour Jose Maria Carvalho-Ferreira, il demeure une authenticité révolutionnaire, un désir d'être gardien-ne du temple qui nuit aux

¹⁴³ Sylvain Boulouque, « Les libertaires d'hier à aujourd'hui », *Recherche socialiste*, no. 11, juin 2000, p. 75.

anarchistes¹⁴⁴. Qu'en est-il réellement ? Sans pouvoir y répondre, un constat s'impose : au moins, les militant-e-s en sont conscient-e-s, ces difficultés ne sont pas niées.

Un féminisme loin des institutions

Tout comme pour le milieu libertaire, il semble y avoir une multiplication des groupes féministes radicaux, même si ces derniers demeurent davantage marginaux. Depuis 1995, des étudiantes s'opposant au patriarcat et au capitalisme ont formé le groupe *AdieuCapriarcat* et les *Insoumises* (à l'UQAM), le comité femmes *SalAMI* est devenu *Némésis*, *Les Sorcières*, *Blood Sister's* et les *Amères Noëlles* à Québec se sont formés. En 2003, une centaine de féministes radicales ont participé à un rassemblement politique et *Cyprine*, un autre groupe féministe radical, a été fondé¹⁴⁵. Les comités femmes des associations étudiantes sont revenus au goût du jour, surtout depuis la grève étudiante de 2005 (pour plusieurs, en incorporant la tendance *queer* ou la mixité). De plus, les *zines* féministes se multiplient, des coalitions (*Coalition anti-masculiniste* et *Avortons leur congrès !*) se sont formées lors d'événements et d'autres initiatives, telle que *Ainsi squattent-elles*, voient le jour. Il semble cependant plus approprié de parler d'un réseau¹⁴⁶ de féministes radicales que d'un mouvement. Sans se cantonner dans un concept de vague (la 3^e dans ce cas) il demeure évident que l'enchevêtrement de discours et de pratiques de ces militantes féministes radicales s'inscrit à la fois en rupture et en continuité avec celles les ayant précédées¹⁴⁷.

En ce qui concerne les militantes rencontrées, elles se sont toutes, sans exception, déclarées féministes. Les cinq femmes choisies en raison de leur implication au sein de groupes ou coalitions féministes affichent aussi leur radicalisme. Il faut dire qu'elles sont membres soit d'un groupe affinitaire féministe radical (*les Sorcières*), d'une coalition aux principes féministes radicaux (*Coalition anti-masculiniste*) ou d'une émission de radio féministe

¹⁴⁴ Jose Maria Carvalho-Ferreira, « Contradiction et limites de l'anarchisme aujourd'hui », dans Ruben Bellefon, David Michels et Mimmo Pucciarelli, *op. cit.*, p. 326.

¹⁴⁵ Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 229. Voir aussi : Elsa Beaulieu et Barbara Legault, « The making of... 'S'unir pour être rebelles », Maria Nengeh Mensah (dir. publ.), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Remue-Ménage, 2005 ; Marie-Noëlle Arsenault et Anna Lupien, *Rebelles féministes*, film des *Lucioles*, compilation hiver 2003.

¹⁴⁶ Barbara Legault ; cité dans Anne-Marie Brunette, « Rebelles avec causes », *La Vie en Rose*, Montréal, hors-série 2005, p. 89.

¹⁴⁷ Maria Nengeh Mensah, *op. cit.*, p. 20.

libertaire (*Ainsi squattent-elles*). En ce qui concerne les deux autres femmes membres de groupes mixtes, Mirelle – qui refuse les étiquettes – se dit « à la base » féministe et Patricia, est également membre du groupe féministe libertaire *Ainsi squattent-elles*. Pour leur part, trois des cinq hommes rencontrés ont mentionné leur sensibilité au féminisme. Charles se définit « pro-féministe » et est membre d'un collectif appelé *Hommes Contre le Patriarcat*. Martin et Philippe mentionnent leur intérêt pour féminisme et ont d'ailleurs fait des études féministes à l'université.

Adhérer à l'analyse féministe radicale peut avoir plusieurs implications. Pour Caroline, c'est très clair : « J'ai fini par me définir comme étant féministe, ce qui est une grosse avancée dans ma vie ! », Sylvie en fait même un pilier : « pour moi, féministe radicale, c'est la chose la plus importante. Mais je ne veux pas tomber dans une hiérarchie des luttes et des oppressions, mais je pars de ce que je suis, ce que je vis ». Cherchant à légitimer, mais surtout à réhabiliter une forme de militantisme n'ayant plus bonne presse, surtout dans le contexte de l'institutionnalisation du mouvement des femmes¹⁴⁸, Sara précise en quoi elle n'est pas que féministe, mais bien féministe *radicale* : « pour moi, le radicalisme, c'est pas de mordre ou d'être une féministe anti-gars. C'est plus d'aller à la racine du problème ». En ce qui concerne les hommes, ils considèrent nécessaire d'incorporer l'analyse féministe dans les autres luttes, mais aussi dans leur propre vie. Martin est explicite à ce sujet :

Le féminisme, j'essaie de réfléchir beaucoup : ça veut dire quoi pour moi, en tant qu'homme, straight ou hétéro? [...] Parce que si c'est pas les femmes qui sont là, aux racines des mouvements sociaux, ça va juste être comme... on va reproduire les mêmes systèmes, les mêmes structures qu'on déteste de ce monde.

Si aucune des personnes rencontrées ne se définit *queer*, des critiques par rapport à l'hétéronormativité sont souvent mentionnées. Mais l'identification *queer* va au-delà de la question de l'orientation sexuelle. Même si les aspirations des *queers* et des féministes radicales vont dans le même sens, certaines divergences restent marquées : « Je constate qu'il y a encore une oppression qui est globale et systémique pour les femmes, donc je ne suis pas

¹⁴⁸ Le « mouvement féministe » est devenu le « mouvement des femmes », glissement sémantique qui n'est pas sans raison et sans conséquence. Voir Marie-Andrée Couillard, « La représentation politique face à la dérive de femmes de la région de Québec et la solidarité féministe », Manon Tremblay et Caroline Andrew (dir. publ.), *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, Montréal, Remue-ménage, 1997.

capable de me définir passée cette oppression-là. Donc, je ne suis pas capable de me définir comme *queer* » (Sara). La théorie *queer*, loin du féminisme radical matérialiste, cherche la déconstruction du sujet et rejette la notion d'identité sexuelle binaire. En prônant la porosité des frontières des genres, l'objectif de la théorie *queer* est de rendre le sexe trouble, innombrable¹⁴⁹. Mais c'est surtout l'importance accordée au « performatif », à l'univers de contestation par le loufoque et l'adhésion assumée à un certain *life style*¹⁵⁰ propre à l'univers *queer* qui semblent déplaire à plusieurs féministes radicales, qui sont d'ailleurs peut-être plus à l'aise avec les traditions féministes de la deuxième vague¹⁵¹.

2.3 Militier, c'est refuser

Pour Holloway, la conscience et l'action militante radicale commencent par un cri, peut-être même un hurlement de colère : « we scream as we fall over the cliff not because we are resigned to being dashed on the rocks below but because we still hope that it might be otherwise¹⁵² ». En alliant l'horreur de la société actuelle et l'espoir d'une plus grande humanité, les militant-e-s rencontré-e-s choisissent de vivre ces sentiments en les canalisant au sein d'un groupe militant, renonçant ainsi au confort, mais aussi aux classiques aspirations révolutionnaires. Leur quête est donc difficile à saisir, leur route sinueuse, mais elle est peut-être facilitée par leur refus de porter le poids du démenti historique.

La désillusion en héritage

Tout en s'intéressant aux mobilisations de ce début de siècle, les militant-e-s de la génération contestataire des années 1960-70 semblent cyniques, revivant plutôt l'amertume de leurs propres passés militants. Dans *La communauté perdue : Petite histoire des militantismes*, Piotte fait état de ces lendemains qui déchantent et désenchantent : « Rejetant le passé et ne caressant aucun projet social, les ex-militants ne semblent transmettre à la nouvelle

¹⁴⁹ Judith Butler; cité dans Hélène Hirata *et al. Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, 2002, PUF, p. 34.

¹⁵⁰ Diane Lamoureux, « La réflexion *queer* : apports et limites », Maria Nengeh Mensah, *op. cit.*, p. 99.

¹⁵¹ Les *queers* confrontent beaucoup les anarchistes quant à l'hétérosexisme, alors que les féministes radicales ont surtout confronté (et confrontent toujours) les marxistes quant au sexisme présent dans leurs groupes et milieu.

¹⁵² John Holloway (2005), *op. cit.*, p. 6.

génération que leurs désillusions¹⁵³». Bercée par les défaites référendaires, la montée de l'individualisme et du néolibéralisme, le rejet des grandes idéologies et l'institutionnalisation des mouvements sociaux, c'est donc avec, comme bagage, un fort sentiment d'impuissance collective que doit conjuguer la présente génération militante. Dans ce contexte, l'engagement a changé, et l'individuation des jeunes militant-e-s – même des radicaux-les – semble faire horreur aux ex-militant-e-s qui y voient l'emprise du néolibéralisme dans toutes les sphères de vie et leur incapacité à même tenter de déclencher un réel changement politique.

Dans cette société ayant pratiquement perdu espoir, il serait d'ailleurs considéré plus « raisonnable » d'oublier les sentiments de révolte, d'y renoncer, comme s'il ne s'agissait que de fantaisie de jeunesse¹⁵⁴. Conscient-e-s du désenchantement qu'ont vécu les ex-militant-e-s à l'heure où les grandes idéologies ont été considérées désuètes, les activistes rencontré-e-s savent que leur engagement a un prix, qu'il ne va pas de soi et que les aléas de la vie ont bien des chances de leur faire perdre leur idéalisme. Se faisant ainsi répéter que leur engagement n'est que « passade », les militant-e-s ne sont que plus conscient-e-s de leurs limites et ne prennent pas leur « flamme militante » pour acquise : « Je pense que je vais faire des choix professionnels et personnels qui vont toujours laisser une grande place au militantisme dans ma vie, justement. Peut-être que ça va changer, je suis encore jeune que les gens vont me dire, et tout, et tout... » (Amélie)

Déjà, plusieurs vivent avec désenchantement la « sortie du militantisme » ou le désengagement de personnes proches. Antoine mentionne qu'en 15 ans de militantisme, il a connu beaucoup de personnes qui se sont « déconnecté-e-s » du milieu, priorisant désormais des valeurs individualistes. Sylvie considère que les *Sorcières* ont vécu des « deuils » par rapport à d'anciennes membres du groupe qui ne partagent plus leur analyse, « qui ne sont plus aussi radicales ». Alexandre explique qu'un groupe auquel il participait s'est étiolé parce que les membres ont choisi d'autres priorités : « faire des enfants et s'acheter des maisons ! Disons... des gens qui ont décidé de mettre leur énergie plus sur leur progéniture que sur le... ben... que sur l'avenir finalement ». La peur de perdre le radicalisme, d'oublier

¹⁵³ Jean-Marc Piotte (1987), *op. cit.*, p. 129.

¹⁵⁴ Jonh Holloway (2005), *op. cit.*, p. 9.

ses aspirations, peut rendre les militant-e-s cyniques, voire empli-e-s d'amertume.

Ces activistes aussi sont critiques face au passé et ne veulent pas vivre le sentiment d'abnégation, le dogmatisme et l'élitisme que les ex-militant-e-s semblent avoir vécu ou avoir fait vivre. Par exemple, Philippe refuse de militer uniquement avec des libertaires, même si c'est cette tendance qui le rejoint : « j'ai des contacts fréquents avec d'autres personnes qui partagent d'autres 'ismes'. C'est plus comme avant, on a appris de ça aussi... on va dire les erreurs historiques ». Les interviewé-e-s n'ont ni modèle, ni mode d'emploi. Antoine adhère à l'anarchisme, même s'il n'en retient pas réellement d'exemples d'applications : « Il y en a quelques uns et on nomme toujours les mêmes qui, des fois, sont un peu bâclés ! La Révolution espagnole, c'est ben le *fun*, mais c'est loin d'être parfait ». Pour Piotte, c'est justement le peu d'exemples historiques de mise en pratique de l'anarchisme qui permet aux activistes de rêver¹⁵⁵. Ils et elles n'auraient ainsi pas *encore* été déçu-e-s.

L'impact le plus important de ce tenace sentiment de désillusion s'avère l'articulation d'un militantisme de la négation. Dans *Change the World Without Taking Power*, Holloway est explicite : « Our negativity arises not from our humanity, but from the negation of our humanity, from the feeling that humanity is not-yet, that it is something to be fought for¹⁵⁶ ». Dans une société valorisant croissance, productivité et lucidité¹⁵⁷, revendiquer la négation comme sentiment catalyseur de l'engagement ne peut qu'accentuer l'incompréhension déjà patente. Mais cette négation, ce refus, demeure nécessaire.

[Militer,] c'est le refus d'accepter le système actuel. Pour moi, c'est ça que ça m'apporte : je refuse. Pour moi, c'est de continuer à me battre, c'est de dire « non, ils n'ont pas gagné et ils ne gagneront pas sur moi ! ». [...] Il y a tellement de choses à faire que je ne peux pas ne rien faire ! C'est de refuser d'accepter le système comme il est. (Patricia)

Même s'il s'exprime dans la négation, même s'il ne se vit pas dans une lutte clairement définie, même s'il rejette la stratégie politique au profit d'une quête d'autonomie et de liens

¹⁵⁵ Jean-Marc Piotte, « Avoir 20 ans en 1960 », *Argument ; de mai 68 à Seattle ; trois générations face à l'engagement*, vol. 6, n° 2, 2004, p. 59.

¹⁵⁶ John Holloway (2005), *op. cit.*, p. 25.

¹⁵⁷ En référence au manifeste des lucides de 2005 et au « conflit » idéologique qu'il a soulevé au Québec.

affinitaires, cet engagement demeure radical et animé par les mêmes aspirations de justice globale que dans les années 1960-70. Entre les deux vagues contestataires, les liens ne sont donc heureusement pas totalement fermés : « La génération des enfants des années 1960-70 a maintenant atteint sa pleine maturité. Ceci est un facteur qui ne doit pas être sous-estimé alors que nous voulons construire – et continuer à détruire – à partir de l’endroit même où nos mères et nos pères abandonnèrent la partie¹⁵⁸ ».

Mais à quel moment, en quels lieux ces précédent-e-s activistes ont-ils/elles abandonné la partie ? Est-ce à l’aube d’une Révolution ou au moment où cet espoir de changement total s’est évanoui ? Pour les douze militant-e-s rencontré-e-s, ce questionnement restera sans réponse et même, sans raison d’être. Militer, comme choix de vie, se fait ainsi dans le doute, dans le désenchantement, dans la négation, mais aussi dans l’espoir, même si cet espoir s’articule difficilement.

Ne plus attendre Godot

ESTRAGON : Et s'il ne vient pas ?
 VLADIMIR : Nous reviendrons demain.
 ESTRAGON : Et puis après-demain.
 VLADIMIR : Peut-être.
 ESTRAGON : Et ainsi de suite.
 VLADIMIR : C'est-à-dire...
 ESTRAGON : Jusqu'à ce qu'il vienne.¹⁵⁹

Cette certitude est maintenant perdue. Les militant-e-s rencontré-e-s ne croient plus en l’attente de Godot, en l’attente de la Révolution. *Le Grand soir* du changement et les autres imageries révolutionnaires ne les font plus rêver puisqu’ils et elles n’y voient que le côté mythique, plus destructeur qu’émancipateur. L’idéal révolutionnaire en vient ainsi à être une « religion dénudée de sens historique¹⁶⁰ ». Sara affirme d’ailleurs que : « [*Les Sorcières*] on ne croit pas au Grand soir. On ne pense pas qu’à un moment, quelqu’un va sortir sa kalachnikov d’en dessous de son lit et va faire la révolution » ! Il en découle un refus de se soumettre aux volontés d’élites éclairées, à une abnégation quasi religieuse pour *la* lutte, puisque cette lutte

¹⁵⁸ ARA-GMAC (*Anti Racist Action et Green Mountain Anarchist Collective*) ; Cité dans Francis Dupuis-Déri (2003), *op. cit.*, p. 92.

¹⁵⁹ Samuel Beckett, *En attendant Godot*, ed. de Minuit, 1952, extrait de l’Acte II consulté en ligne (10 décembre 2007) : http://lettres.ac-dijon.fr/espapro/pedago/letmod/col/thea20/godot/g_bas0.htm

¹⁶⁰ Jose Maria Carvalho-Ferreira, *loc. cit.*, p. 326.

est elle-même à définir. On peut donc parler des militant-e-s « A-révolutionnaires », concept reliant l'anarchie (symbolisé par le « a » majuscule) à la négation de l'idée révolutionnaire.

Tout comme dans les entrevues réalisées par Dupuis-Déri et Pirotte¹⁶¹ les interviewé-e-s ne parlent pas de leurs aspirations en termes « révolutionnaires » ou, sinon, le font de façon cynique. En plus de ne pas y croire, certain-e-s activistes réfutent même tout intérêt pour ce modèle de révolution politique : « le Grand soir, je n'y crois pas. C'est patriarcal... et c'est violent » (Sylvie). Perpétuer le modèle révolutionnaire classique, c'est chercher la prise de pouvoir étatique et donc établir une domination *autre*, mais tout de même une domination, ce qui est loin de plaire aux activistes. Se tourner uniquement vers un ennemi extérieur (le capitalisme, le patriarcat, l'impérialisme...) n'est plus possible. Il faut aussi s'intéresser au pan intérieur de la lutte. Les oppressions systémiques ont été intériorisées, elles seront donc – bien involontairement – reproduites par les militant-e-s. La bataille à mener est donc aussi contre eux et elles-mêmes en raison de leur existence au sein de ces systèmes combattus. Et c'est sûrement cette partie de la quête pour la liberté qui est la plus difficile.

Ne plus croire en la Révolution, c'est aussi vivre dans le présent, ne pas uniquement se projeter dans un futur incertain et nébuleux. Cela ne signifie pas que les militant-e-s ne s'intéressent pas à l'avenir. Ils et elles veulent travailler à la construction d'un monde plus libre, égalitaire et solidaire, mais ces activistes s'intéressent davantage au *contre-pouvoir* qu'à la conquête du pouvoir : ils et elles veulent d'abord délégitimer l'État avant même de penser à le remplacer¹⁶². C'est vivre, ici et maintenant, selon leurs aspirations et non uniquement pour l'obtention de résultats visibles.

Pour des libertaires, cela peut se vivre par le refus de s'organiser en larges coalitions d'où émergeraient inévitablement des rapports hiérarchiques ; pour des féministes, cela peut être de ne s'organiser qu'entre femmes. Par exemple, Caroline trouve le militantisme non-mixte plus stimulant et Sylvie ne veut plus militer avec des hommes, elle ne s'en sent plus capable. Ces choix organisationnels peuvent diminuer la possible visibilité médiatique ou l'organisation de masse qu'ont tant recherchées les organisations militantes

¹⁶¹ Francis Dupuis-Déri (2004) *loc. cit.*, Magaly Pirotte, *op. cit.*

¹⁶² John Holloway (2005), *op. cit.*, p. 169.

« traditionnelles » telles que les partis ou syndicats, mais cela n'a plus d'importance. De toute façon, le changement ne se fera pas tout de suite : « Suite à de nombreuses... nombreuses désillusions révolutionnaires, qui ne se sont pas réalisées, je commence à me dire que c'est pas si urgent que ça ! Aussi, il y a eu plein de luttes avant que j'existe, je pourrais mourir demain et il y en aurait encore » (Ariane).

Le rejet de la hiérarchisation des luttes est désormais généralement accepté dans la mouvance militante radicale. Il n'y a donc plus *un* ennemi. De plus, les activistes rencontré-e-s ne cherchent plus les succès militants aux mêmes lieux que la génération précédente. Il en résulte un rapport différent au politique : « Il s'agit désormais moins de défier l'État ou de s'en emparer que de construire contre lui des espaces d'autonomie, de réaffirmer l'indépendance de formes de sociabilités privées contre son emprise ¹⁶³».

Mais le radicalisme est toujours présent dans les prises de positions, même s'il s'avère peu visible à première vue. Par exemple, même si les *Sorcières* ont comme principe de base d'être « anti-État », cette position ne les amène absolument pas à s'allier au sein de coalitions visant à renverser l'État ou à en changer la forme. Les *Sorcières* affirment plutôt cette revendication anti-étatique dans les journaux qu'elles produisent et qui sont destinés au milieu militant, par des prises de positions dans l'espace public lors de manifestations organisées par ou avec d'autres groupes et surtout, par un travail de réflexion et d'échanges sur les impacts de l'État, mais à l'intérieur même de leur groupe affinitaire. Ces intérêts pour l'introspection, pour le travail sur les dynamiques internes et les rapports de pouvoir au sein du groupe, plus que pour la « stratégie », semblent bien loin des « grandes » aspirations politiques des militant-e-s des années 1960-70. Pour Colombo : « réalistes devant l'État, les [humains] deviennent pessimistes en politique¹⁶⁴ ». Plus encore, Dupuis-Déri considère cet esprit bien nécessaire : « Les anarchistes d'aujourd'hui font face à des problèmes bien plus sérieux que de savoir s'ils sauraient prendre la relève des États et gérer l'ensemble de la planète¹⁶⁵ ».

¹⁶³ Erik Neveu, *op. cit.*, p. 67.

¹⁶⁴ Eduardo Colombo, *loc. cit.*, p. 70.

¹⁶⁵ Francis Dupuis-Déri (2005a), *loc. cit.*, p. 83.

L'engagement radical a donc perdu de sa saveur « historique », il s'agit davantage d'une façon d'être, d'une façon de vivre, que d'une tentative pour changer le cours de choses : «Maintenant, je me dis que... changer le monde, c'est aussi changer ton monde » (Patricia). Sans pourtant s'évanouir, les espoirs de justice globale ne sont plus projetés vers l'extérieur, mais plutôt canalisés dans des expériences éphémères, à caractère restreint, voire individuel :

Même si notre combat est à l'évidence représentatif d'un état historique donné où toutes les femmes sont opprimées, nous ne représentons pour notre part que notre refus de l'oppression ; que le féminisme n'est pas l'avenir historique des femmes, mais notre façon d'exister, de pouvoir exister, ici et maintenant¹⁶⁶.

D'autre part, le fait de ne pas savoir comment changer le monde est une partie intégrante du processus révolutionnaire¹⁶⁷. Le projet est donc un processus, un constant questionnement. Caroline définit son engagement comme « une remise en question constante » et Antoine considère que l'anarchisme « c'est toujours dans le questionnement ». Sans Révolution, il n'y aura jamais de *fin de l'histoire*, mais bien un engagement qui nécessite à tout moment d'être confirmé. Ce renouvellement de l'engagement ne se vit pas dans le futur, il se vit ici et maintenant : « C'est un processus, [...] c'est une question de convictions, de valeurs et puis, c'est de vivre maintenant, tout de suite, un peu le monde auquel on rêve » (Sylvie), « c'est aller vers un idéal, c'est le chemin » (Mireille). Et pour vivre selon ces valeurs de liberté et d'égalité, ici et maintenant, il faut d'abord vérifier leurs possibles applications dans les relations interpersonnelles et par la recherche de cohérence. Si la Révolution n'est ni accessible, ni même souhaitable, vivre selon ses valeurs s'avère déjà un défi de taille.

Fatalistes, mais radicaux-les

Dupuis-Déri décrit les militant-e-s radicaux de fatalistes¹⁶⁸. N'ayant pas l'espoir de voir un « changement » profond de leur vivant, ces A-révolutionnaires ne se projettent plus dans l'avenir, mais se concentrent plutôt sur le présent, et même sur la conservation du passé. Charles milite d'ailleurs « pour que les choses changent, ou, à la limite, pour que des acquis sociaux demeurent ». La *Coalition anti-masculiniste* s'opposait au discours de

¹⁶⁶ Éliane Viennot, «Des stratégies et des femmes», *Nouvelles questions féministes*, No. 6-7, Paris, 1984, p. 159.

¹⁶⁷ John Holloway (2005), *op. cit.*, p. 215.

¹⁶⁸ Francis Dupuis-Déri (2004), *loc. cit.*

« réactionnaires anti-féministes », les *Sorcières* défendent le droit à l'avortement contre les anti-choix, les *Apatrides Anonymes* dénoncent l'augmentation de déportations de sans-statuts... Et les groupes choisis ne sont pas seuls. Par exemple, la grève étudiante de 2005 – la plus importante en nombre de l'histoire du Québec – avait comme revendication principale un retour en arrière : la non-application d'une réforme sur les prêts et bourses. Ce sentiment de négation, d'être anti-quelque chose¹⁶⁹, engendre bien sûr du pessimisme, mais pas nécessairement du défaitisme.

Malgré leur pessimisme, les activistes rencontré-e-s revendiquent leur radicalité et refusent de s'en remettre à des modèles prédéterminés. Ne pas chercher à améliorer un système (économique ou politique), mais plutôt aspirer à en instaurer/créer un autre, par un projet, qui n'a d'ailleurs pas à être explicite ici et maintenant, comme le montre cette définition de Sara :

C'est d'aller au fond de ce problème-là [...], pas juste de patcher les bobos. C'est pour ça que je ne réclame pas une équité salariale [...] Pour moi le radicalisme c'est d'aller au fond du problème et de m'interroger sur qu'est-ce qui provoque ces oppressions-là et pas juste leurs manifestations (Sara).

Afin d'arriver à jumeler radicalisme et fatalisme, il est possible pour les féministes radicales, les libertaires et autres radicaux-les de diffuser un discours qui dénonce les problèmes dans leurs fondements, d'encourager la création d'espaces de résistance, d'envisager la transgression en inventant de nouvelles façons de changer et de s'organiser au sein d'espaces où les rapports humains se fondent sur des principes partagés¹⁷⁰. Chercher à transgresser l'ordre établi (et non à le renverser de façon révolutionnaire), semble être une façon d'assumer un état, de contextualiser des idées radicales, mais sans les diluer :

Je pense qu'il y a quand même, dans chacune de nous [les membres d'Ainsi *squattent-elles*], dans les autres choses où on s'implique, on le voit qu'il y a un souci de faire tout de suite l'égalité... faire tout de suite les rapports... Éliminer tout de suite la domination, les rapports de pouvoir dans nos groupes, si on veut que ça s'élimine dans la société en général. (Amélie)

¹⁶⁹ Voici une liste – non exhaustive – de « anti-quelque chose » : « Anti-capitalisme, anticléricalisme, antiétatisme, antimilitarisme, anticolonialisme, antinucléaire, antifascisme, antiracisme, anti-impérialisme, anti-antisémitisme, anti-productivisme, antiautoritarisme, antisexisme, antispécisme, anti-antigrassisme, anti-antinanisme, anti-antiandisme, etc. ». Daniel Colson, *op. cit.*, p. 33.

¹⁷⁰ Voir Francis Dupuis-Déri (2005a) *loc.cit.* et Tim Jordan, *op. cit.*

L'impossibilité de construire une société égalitaire s'il n'y a pas, préalablement, une déconstruction individuelle des schèmes sociaux engendre du fatalisme, mais il s'ensuit aussi un désir de cohérence. C'est donc cette recherche de cohérence, devant d'abord se faire individuellement, qui forge l'espoir et la possibilité d'appliquer des idéaux :

Le désir est clair, mais pas le moyen de le réaliser. D'où le besoin de s'arrêter pour réfléchir, de se réfugier dans des petits groupes respectifs (nos tribus et nos cavernes) et d'esquisser un projet qui nous permette d'affronter la réalité menaçante, de la changer grâce aux connaissances acquises sur les forces qui aujourd'hui semblent questionner la vie même, avec des alternatives viables et créditables¹⁷¹.

Être fatalistes, mais radicaux-les, c'est aussi assumer certaines contradictions, dont l'habitude bien ancrée par la socialisation de gérer sa vie de façon productive et efficace. Pour les activistes, c'est avouer que le mode de vie qui est préconisé socialement ne leur convient pas, de vivre dans un univers revendicatif que quelques heures par semaines, précieuses heures où ils et elles osent organiser, créer des espaces de résistances. Retourner à la vie « normale » et réintégrer le « système » est d'ailleurs considéré par Dupuis-Déri comme un défi bien plus difficile à surmonter, dans le présent, que celui de prévoir une possible application de l'anarchisme à l'échelle planétaire¹⁷².

Ce contexte de désillusion, de fatalisme, implique que les militant-e-s radicaux-les doivent assumer qu'il n'y a pas d'équilibre parfait. « L'ennemi » étant mouvant, indescriptible et surtout, un peu en soi-même, la lutte ne cessera jamais. Chercher à tendre vers l'application des valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité implique d'accepter de ne jamais totalement y arriver, devoir incessamment se re-questionner, se remettre en question. Ne jamais atteindre l'équilibre. Cependant, pour les activistes, c'est aussi de ne pas s'avouer vaincu-e-s ou ne pas rejoindre les rangs des réformistes qui se disent réalistes puisqu'ils et elles ne demandent que ce qui est possible. Les radicaux-les refusent d'ainsi disparaître par réalisme¹⁷³. Ils et elles

¹⁷¹ Ruben Prieto, "Futurs imprévisibles et anarchisme prématurés" ; cité dans Renaud De Bellefon, David Michels et Mimmo Pucciarelli, *op. cit.*, p. 311.

¹⁷² Francis Dupuis-Déri (2004), *loc. cit.*, p.83.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 79.

choisissent plutôt de redéfinir cet univers des possibles¹⁷⁴. Ne jamais se satisfaire du statu quo n'est évidemment pas un gage de réussite, mais c'est au moins une position d'intégrité.

Ainsi, la négation qui anime les militant-e-s radicaux-les a des fondements. Ils et elles refusent les modèles militants des dernières générations comme unique inspiration puisque ce qui y est proposé, c'est l'abnégation et surtout, l'éventuelle désillusion. De ce fait, le modèle révolutionnaire se doit aussi d'être revu. Mais pour l'instant, les activistes rencontré-e-s ne savent pas comment faire la Révolution, pire, ils et elles ne savent pas de quelle révolution ils et elles rêvent. Il en découle un sentiment de fatalisme et de pessimisme que les interviewé-e-s semblent vouloir dépasser en continuant malgré tout à lutter.

Leadership à gérer

Fort-e-s de leurs expériences, connaissances et idéalisme, les militant-e-s sont pour la plupart des personnes passionnés-e-s et charismatiques. De par leurs référents idéologiques, ils et elles aspirent à la création des rapports libres et égalitaires, mais refusent de se positionner en tant qu'élites éclairées. Ils et elles ne semblent d'ailleurs pas toujours savoir comment concilier leur engagement, leurs actions et leur rapport au leadership.

Dans « De l'Opération SalAMI à Némésis: le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois », Kruzynski, portant à la fois le chapeau de militante féministe radicale et de chercheure, mentionne clairement son positionnement au sein de *Némésis*, son collectif : « Au sein du groupe, j'ai un certain leadership et donc de l'influence de par ma scolarité, mes expériences et mes ressources financières¹⁷⁵ ». Les militant-e-s rencontré-e-s sont souvent moins loquaces à ce sujet, mais certain-e-s assument avoir un certain leadership au sein de leur groupe : « au niveau plus formel du leadership, c'est-à-dire qui influence un peu plus les choses, qui relance, ça reste moi et un autre personne, beaucoup » (Antoine). Ariane vit se rapport au leadership plus difficilement :

Je me le suis tellement fait dire souvent que je prenais trop de place que là, je prends mon trou. Sauf que je parle tout le temps, ça fait que quand je ne parle pas, le monde le voit tout de suite

¹⁷⁴ L'expression est de Miguel Benasayag et Diego Sztulwark, *op. cit.*

¹⁷⁵ Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 9.

que j'ai quelque chose. [...] Parce que je me suis rendue compte que c'est une chose de se prôner anti-autoritaire, mais quand tes idées ne passent pas, que tu y tiens... Des fois, tu peux tomber là-dedans, sortir un argument d'autorité, de démagogie. Je pense que je n'échappe pas à ça.

En plus d'avoir souvent certains embarras à assumer le rôle de leader qu'ils et elles peuvent occuper, les activistes rencontrés vivent avec l'incapacité d'enrayer les rapports inégalitaires au sein même de leurs groupes et coalitions, même si ces derniers sont quelques fois conçus expressément à cette fin. S'ils et elles travaillent à rendre les rapports plus égalitaires, presque toutes les personnes rencontrées avouent que c'est pratiquement impossible : «[la coalition anti-masculiniste] c'était forcément inégalitaire, mais on a travaillé fort là-dessus » (Caroline) ; «Je pense que c'est impossible que ce soit égalitaire au départ [...] parce qu'il y en a qui ont une beaucoup plus grande connaissance de la situation et de la cause que d'autres, ce qui est normal » (Mireille) ; « Ben l'égalité parfaite n'existe pas ! Mais on fait tout pour... oui, pour avoir un partage des tâches équitable » (Alexandre).

Même les militant-e-s qui considèrent les processus organisationnels beaucoup plus importants que les finalités d'action en viennent à faire des choix « stratégiques », c'est-à-dire à s'impliquer *aussi* dans des milieux où il y a des rapports hiérarchiques et où il n'y a pas de base affinitaire¹⁷⁶. Ainsi, même si la majorité des militant-e-s ont spontanément clamé que « la fin ne justifie pas les moyens » pendant l'entrevue, leur réalité est plus complexe. Par exemple, ce qui compte aux yeux de Sylvie, ce n'est pas l'impact des actions militantes qu'elle organise avec les *Sorcières*, mais le processus y menant et la sororité qu'elle retrouve dans ce groupe. Cela ne l'empêche pas de faire nombre de concessions dans son militantisme :

Je passe tout mon temps en CA, à faire du militantisme hyper institutionnel, à faire des jobs légales, à gérer une entreprise, même si c'est sans but lucratif et communautaire. Finalement, au bout de la ligne, mon implication dans les *Sorcières* si je regarde le temps que j'y accorde, c'est beaucoup moins... alors qu'en théorie, c'est ce qui me tient le plus à coeur.

Autre exemple, Mireille avoue que dans l'organisation de la *Marche sur Ottawa*, l'accent était mis sur la finalité d'action et que bien des conflits internes nuisaient au groupe, à sa

¹⁷⁶ Ils et elles militent dans leur milieu de travail, leurs coopératives d'habitation, leurs comités de quartiers, leurs associations étudiantes...

cohérence. Mais elle a choisi de ne pas trop s'attarder à ces manifestations d'inégalités et de continuer à s'y impliquer malgré tout, parce qu'elle jugeait que la Marche, l'action en tant que telle, en valait la peine. Cependant, au sein de son collectif affinitaire *Vichama*, elle vit ses rapports totalement différemment : « Tu sais, l'action qu'on va faire à la fin ne vaut rien si le processus n'a pas bien été ».

Ainsi, les militant-e-s ont plusieurs lieux d'implication et agissent différemment selon les contextes et les liens créés au sein de ces milieux d'engagement, ils et elles semblent donc constamment osciller entre l'impact recherché et la quête de l'égalité. C'est Ariane qui explique le mieux ce difficile positionnement :

En théorie, [le plus important] c'est les processus d'organisation. Et en pratique, dans ma militance de tous les jours, je fais tellement de concessions que évidemment, c'est les finalités que je privilégie. Ça se deal un petit peu mal ! [...] C'est super important comment on s'organise, mais à un moment donné... Vas-tu attendre que les processus soient parfaits pour t'organiser ? Je pense qu'il y a des limites à un moment donné que tu te mets. [...] C'est une bonne question... mais j'ai pas la bonne réponse! Parce que c'est sûr qu'il y a une bonne réponse, c'est comment on s'organise, c'est ça qui doit être le plus important ! Je veux dire, en théorie. Parce que tu discutes avec du monde, regarde, c'est sûr que tout le monde vont dire que c'est comment on s'organise l'important ! La bonne réponse, c'est sûr que c'est ça, mais c'est pas si simple que ça...

Conclusion

Lorsqu'il est dit que militer peut devenir un mode de vie, ce n'est pas une référence à la consommation éthique (mais ça ne l'exclue pas !). Cela signifie plutôt que les personnes concernées se sont intégrées au milieu militant et/ou à un groupe et qu'ils et elles ont intégré le militantisme à toutes les sphères de leur vie. Être militant-e, pour les interviewé-e-s, implique donc d'aspirer à une société plus libre, égalitaire et solidaire, à une justice globale, mais aussi être prêt-e à y mettre du temps et de l'énergie. C'est également tendre vers plus de cohérence. Cela se voit dans les choix de milieux de travail, de réseaux, de liens affinitaires (militants, amicaux et amoureux). Mais ces militant-e-s refusent de nier leur individualité. Au contraire, ils et elles cherchent à concilier des considérations individuelles (par exemple, les sujets de luttes les intéressants, les modes d'action qui les inspirent, le temps dont ils et elles disposent pour le militantisme...) aux visées développées

collectivement. L'individuation n'est ainsi pas nécessairement un rejet du collectif et dans le cas des interviewé-e-s, il se vit d'abord en groupe.

Il a déjà été mentionné que les interviewé-e-s revendiquent leur radicalisme. Ceci est d'ailleurs perceptible par les idéologies dont dix de ces douze activistes se réclament : l'anarchisme (ou le courant libertaire) et/ou le féminisme radical. Leur radicalisme est aussi perceptible dans leur façon de concevoir l'engagement par la négation. Il faut dire que le contexte dans lequel ces personnes choisissent de lutter est loin de leur être favorable. En plus de la présence des idéaux de droite et autres conjonctures extérieures rendant difficile l'engagement pour la justice globale, les militant-e-s ont intégré l'amertume des ex-militant-e-s bafoué-e-s dans leurs rêves utopistes. Il en résulte un militantisme où c'est le présent qui compte et non une éventuelle Révolution dont les balises sont encore à définir. Et ce présent, les militant-e-s l'exploitent fort bien en travaillant à créer des rapports libres, égalitaires et solidaires au sein même de leurs groupes. Mais ces aspirations ne se vivent pas sans paradoxe. Les radicaux-les oscillent souvent entre leur désir d'agir, d'apparaître dans l'espace public et les compromis que ces actions impliquent. Qu'il s'agisse de groupes affinitaires, de coalitions, de réseaux ou d'espaces, les militant-e-s en font des laboratoires d'expériences politiques où des contradictions et des tensions sont rencontrées, mais aussi des moments d'effervescence et d'espoir.

CHAPITRE III

PRIORITÉ AUX PROCESSUS

Pour cinq des douze interviewé-e-s, les processus organisationnels sont généralement *plus* importants que la finalité d'action, c'est-à-dire qu'ils et elles s'intéressent davantage au « comment » une action est organisée qu'à son impact final. Par exemple, Sylvie considère que « le processus fait partie du résultat », Sara ne veut pas « *by-pass*er [ses] idéaux et [sa] façon de voir les choses pour arriver au but final » et trouve important de « respecter un processus dans l'action » pour que celle-ci vaille « la peine d'être faite ». Même son de cloche pour Amélie, Patricia et Philippe, qui insistent aussi sur l'idée que le fonctionnement choisi permet (ou non) d'intégrer de nouvelles personnes et de faire apparaître ces idéaux dans l'espace public : « Si tu veux embarquer du monde, je pense que c'est vraiment dans le processus. Si tu mises juste sur l'action, je pense que tu peux te transformer rapidement en avant-garde, pour prendre un terme connu, ou te retrouver rapidement tout seul ou être peu nombreux » (Philippe) ; « Peu importe ce que t'es en train de faire, si tu le fais de manière... pas *empowerante*, mais de manière libérée, [...] je trouve que c'est contagieux ; le monde, le contrôle qu'ils prennent, le sentiment de quelque chose de partager qu'ils gagnent » (Amélie) ; « Si t'as pas un processus d'organisation qui respecte tes valeurs, ça va être quoi dans la finalité ? [...] Si les gens s'organisent mieux, ça fait que ça change le monde » (Patricia). Pour résumer ces prises de position, retenons d'autres paroles de Philippe : « Le chemin est aussi important que l'arrivée – c'est tellement quétaine, c'est un classique ça – mais je le pense pour vrai. C'est l'idée de le faire là, c'est de ne pas attendre ».

Mais comment s'organiser pour intégrer le plus de personnes tout en conservant une place pour l'individualité et en créant de réels liens d'affinité ? La prise de position abstraite et la mise en application s'avèrent très différentes. Il n'y a pas de formule organisationnelle parfaite, c'est pourquoi les militant-e-s en utilisent plusieurs, selon les besoins, les contextes et les envies. Peu importe la grosseur, leurs visées ou leur durée d'existence, tous les groupes choisis ont en commun de jumeler la mise en place de règles de procédures et la capacité d'adaptation. L'organisation collective n'est pas une mince tâche : cela implique du temps et une gestion des rapports relationnels, surtout lorsque l'amitié militante y est prônée. Les questionnements sur le *comment* fonctionner en groupe sont inévitables pour les militant-e-s, puisque le besoin de collectiviser les aspirations et désirs de contestation est au cœur même de leur engagement.

3.1. Des collectifs affinitaires, des coalitions, des réseaux

Tous les groupements sont d'abord « des lieux privilégiés de rencontre de l'individuel et du collectif¹⁷⁷ », des lieux où l'on assiste à des interactions directes entre des personnes ayant des buts similaires. La création de liens affectifs (et même d'interdépendance), tout comme le développement d'une certaine culture groupale (marquée par des normes, croyances, langages propres...) décrivent également les groupes¹⁷⁸. En positionnant les groupes étudiés sur trois continuums, il ressort certaines caractéristiques intéressantes sur leurs modes de fonctionnement. S'agit-il de groupes ayant des liens primaires (liens forts) ou secondaires (contacts sporadiques) ; fonctionnent-ils de façon informelle (relations spontanées) ou formelle (règles et relations prescrites) ; sont-ils ouverts (membership fluctuant) ou plutôt fermés (membership stable et restreint)¹⁷⁹ ? L'annexe IV, sur le positionnement des groupes, montre qu'au sein des groupes plus homogènes, il y a davantage de liens primaires, les structures de fonctionnements sont plus informelles, mais l'intégration de nouvelles personnes y est plus difficile. D'un autre côté, les groupes plus hétérogènes semblent plus ouverts et accessibles, les liens entre les membres ne nécessitent pas autant de proximité et

¹⁷⁷ Chantal. Leclerc, *Comprendre et construire les groupes*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1999, p. 4.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 14.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 18.

les règles de fonctionnement y sont plus formelles. Il ne faut donc pas réduire les modes organisationnels aux groupes affinitaires, groupes qui semblent être les plus connus de l'actuelle mouvance militante.

Des groupes affinitaires très restreints

Les *Sorcières* et les *Apatrides Anonymes* sont des exemples représentatifs des groupes affinitaires. Idée très prisée en milieu radical, l'affinité s'exprime par la proximité de tempéraments, de sensibilités, ainsi que le partage d'un rapport au monde. Dans le milieu libertaire, ces « cercles intimes » renvoient à une façon expérimentale et subjective de s'unir¹⁸⁰. Les groupes affinitaires sont donc, par définition, constitués d'un petit nombre de personnes choisies qui développent des liens d'amitié et de solidarité militante. On y retrouve des rapports informels, une plus grande fluidité organisationnelle et une personnalisation et des rapports d'amitiés. Dupuis-Déri nomme les membres des groupes affinitaires des « amilitant-e-s », évoquant par ce nouveau concept un amalgame de l'amitié et de la solidarité militante. Les membres de groupes affinitaires partagent « une sensibilité à l'égard des types d'action qu'ils entendent mener [...] ainsi que des modalités d'interaction qu'ils désirent maintenir entre eux¹⁸¹ » et aspirent à composer un « être collectif¹⁸² ». Ainsi, ce sont la dynamique interne et l'interaction entre les membres qui se retrouvent à la base d'un groupe affinitaire.

Pour les *Sorcières*, être un groupe affinitaire engendre la valorisation de l'informel, la volonté de demeurer un groupe restreint ainsi que le développement d'une culture organisationnelle particulière qui favorise la personnalisation des rapports. Sylvie mentionne que le fonctionnement du groupe est « bien simple et très informel ». Elle ajoute ceci :

Les Sorcières ont toujours eu une culture un peu chaotique qui me choquait avant. Et puis maintenant, j'y trouve un bon confort ! [...] On est super chaotique, c'est broche à foin, nos notes sont super brouillon, tout ça, mais... ça finit par arriver ! C'est la magie sorcière... mais il faut apprendre à vivre avec !

¹⁸⁰ Daniel Colson, *op. cit.*, p. 25.

¹⁸¹ Francis Dupuis-Déri (2003) *op. cit.*, p. 17-18.

¹⁸² Daniel Colson, *op. cit.*, p. 21.

Sara fait également mention de la « magie sorcière », prouvant que ces militantes ont instauré un climat organisationnel qui leur est propre. Elle ajoute d'ailleurs préférer la dynamique de groupe maintenant qu'elles ne sont que cinq membres¹⁸³ puisque ce nombre restreint permet « d'aller plus au fond des discussions » et de « prendre des décisions plus consensuelles ». Le caractère affinitaire et restreint du groupe amène également les membres à développer certains réflexes de fonctionnement :

On essaie aussi d'éliminer les tours de parole [formels] parce que pour nous, c'est important de s'écouter, mais aussi de voir quand les autres veulent parler, de ne pas couper la parole. Ça fait un peu partie de ça, mais à cinq, c'est plus facile qu'à dix aussi. Je le conçois, c'est un avantage d'un groupe restreint (Sara).

Les *Apatrides Anonymes* fonctionnent aussi de façon assez informelle, mais sans valoriser ce type de culture organisationnelle. Pour Antoine : « il y a un côté assez officiel à ça, c'est pas des rencontres de cuisine ou de bières » et pour Alexandre, en participant à l'organisation d'activités avec d'autres groupes, ils se doivent d'être un groupe « plus officiel ». En ce qui concerne le fonctionnement, Alexandre trouve plus facile de participer dans un petit groupe : « Les procédures, j'aime pas ça, mais à quatre, je trouve que ça va très bien parce qu'on est capable d'intervenir, de se couper, de dire qu'est-ce qu'on pense ». Antoine apprécie aussi la dynamique de fonctionnement des *Apatrides Anonymes* et ce, pour plusieurs raisons :

C'est un fonctionnement assez informel parce qu'on s'entend assez bien, même si on n'a pas tous politiquement la même orientation, la même analyse non plus. [...] Je dirais que dans mon expérience, c'est pas mal le groupe où c'est le plus facile au niveau du fonctionnement. C'est peut-être à cause du petit nombre, peut-être à cause de la base d'amis, peut-être à cause qu'on n'est pas des gens trop idéologiques non plus – ou paranoïaques – ça fait que ça aide beaucoup !

C'est bien sûr au sein des groupes affinitaires que les liens affectifs sont le plus développés. Pour les *Sorcières*, c'est d'ailleurs la sororité apportée qui semble être le ciment du groupe, sa raison d'être¹⁸⁴. Sylvie considère avoir « bâti des solidarités, des sororités très, très profondes », des amitiés qui n'ont « pas de prix ». Pour Sara, les liens avec les autres féministes de son groupe sont inestimables. Elle l'exprime ainsi :

¹⁸³ Lorsque Sara a commencé à militer au sein de ce groupe, elles étaient une dizaine.

¹⁸⁴ Un texte éditorial d'un journal des *Sorcières* expriment bien l'importance, pour elles, de développer des liens de sororité. Voir Appendice V.

C'est des compagnes de luttes, mais avec le temps, c'est devenu aussi des amies super proches. Je pense que ça enrichit le groupe. [...] Dans n'importe quelle circonstance, ces filles-là sont là. Soit pour me *backer*, pour me soutenir, ou comme pour m'aider à foncer dans le tas. C'est ça, c'est ce que j'apprécie beaucoup, qui à mon sens est dur à trouver dans la vie en général. [...] Ces quatre femmes-là, j'ai une confiance absolue en elles.

En ce qui concerne les *Apatrides Anonymes*, Alexandre considère que les membres de son groupe sont « bien soudés », ce qui est précieux pour lui. Antoine fait d'ailleurs une description des liens qu'il entretient avec les membres du groupe, description pour le moins explicite quant à leur proximité :

Donc [il y a] mon frère [...], j'ai une bonne relation, proche, avec mon frère. [...] Une autre personne, je le connais depuis très longtemps aussi. [...] C'est quelqu'un que je vois aussi dans la vie en général, pour des trucs socioculturels, du social [...] et c'est pas mal le meilleur ami de la dernière personne du groupe, qui est aussi la personne que je fréquente.

Ainsi, en plus de développer une culture organisationnelle particulière qui est basée sur l'informel, les groupes affinitaires sont de petits collectifs où ce sont les relations qui fondent le groupe, qui assurent leur unité. Il n'est donc pas étonnant que ces liens ne soient pas que militants : on y retrouve des ami-e-s, des amoureux-ses, des fratries, des voisin-e-s, des collègues... Les choix de luttes de ces groupes ne sont pas directement dictés de l'extérieur, mais sont plutôt reliés aux intérêts, envies, sentiments ou aux disponibilités de chacun-e des membres¹⁸⁵. La notion d'efficacité y prend donc un autre sens et ce sont toutes ces caractéristiques qui expliquent que les groupes affinitaires soient si prisés dans le milieu libertaire et plus généralement, au sein de toute la mouvance militante altermondialiste¹⁸⁶.

Coalitions et réseautage

Au sein des autres groupes choisis, on retrouve aussi le désir de créer des liens affinitaires, mais d'autres dynamiques entrent également en jeu. La *Coalition anti-masculiniste* et la *Marche sur Ottawa : Personne n'est illégal* ont en commun d'être des groupes mis sur pied dans un contexte précis et délimité. De telles coalitions se forment le plus souvent en lien (ou

¹⁸⁵ Les *Apatrides Anonymes* ont monté une pièce de théâtre pour faire de l'action directe / de sensibilisation, ce qui s'avère un exemple d'action qui peut avoir de la visibilité, mais sans nécessiter la participation d'un grand nombre de personnes. Voir Appendice 6.

¹⁸⁶ Voir Francis Dupuis-Déri (2005a), *loc. cit.*, David Graeber, *loc. cit.*, Maxim Fortin, *loc. cit.*

en réaction) à des enjeux « d'ampleur ». Les « chasses aux Sommets¹⁸⁷», ayant surtout eu cours entre 2001 et 2004, en sont de bons exemples. Les coalitions sont donc des groupements *ad hoc*, circonscrits de façon événementielle et temporelle, et dont découlent le plus souvent des mises en réseaux de militant-e-s. L'engagement peut y sembler plus distancié parce que les réseaux y prennent une plus grande importance. Les coalitions cherchent à favoriser la participation du plus grand nombre de personnes dans une situation donnée, puisque l'objectif premier est d'agir/réagir par rapport à un événement ou un enjeu particulier. Dans les coalitions, le but d'action principal est défini préalablement et le plus souvent, on demande aux membres d'adhérer à certains principes de bases (par exemple, les principes de l'AMP, Voir l'Appendice III) afin d'assurer une cohésion minimale. Si le fonctionnement des coalitions varie, on y retrouve presque toujours des comités de travail qui sont redevables devant une assemblée générale.

Les deux coalitions choisies sont fort différentes l'une de l'autre. La *Coalition anti-masculiniste*, comme dans la plupart des coalitions opposées à la mondialisation, est née en réaction à un événement : le congrès *Paroles d'hommes*¹⁸⁸. Elle a d'abord été l'initiative de féministes qui ont décidé de mettre sur pied une coalition mixte constituée d'individus. La *Coalition anti-masculiniste* a établi ses principes de base dans une plate-forme¹⁸⁹ à laquelle devaient adhérer les membres : « C'est une coalition qui était hétéroclite au niveau idéologique. [...] C'était entre autres de considérer le masculinisme comme quelque chose d'extrêmement réactionnaire, d'avoir une analyse féministe la plus radicale possible » (Charles). La *Marche sur Ottawa*, qui créait l'événement au lieu d'agir en réaction, avait un fonctionnement tout autre puisqu'il s'agit d'une coalition liée au réseau plus large de *Solidarité Sans Frontières* (SFF) qui comprend de nombreux groupes et projets. Voulant maximiser la participation, en particulier celle des communautés culturelles les plus visées par les mesures restrictives et coercitives en matière d'immigration, tous les types de participation y étaient favorisés et de nombreuses mesures ont été mises en place pour atteindre cet objectif d'élargissement : « Ce qui était vraiment bon, c'est le fait qu'il y avait

¹⁸⁷ Au sujet des coalitions organisées pour dénoncer/contrer des sommets (ex. Sommet des Amériques, Sommet du G20 à Montréal, Sommet du G8 à Kananaskis...) voir Maxim Fortin, *op. cit.*

¹⁸⁸ Voir le lien internet (consulté le 10 novembre 2006) : <http://www.parolesdhommes.com/>

¹⁸⁹ La plate-forme de la *Coalition anti-masculiniste* est reproduite en partie dans l'Appendice 7.

beaucoup, beaucoup de monde dans l'organisation. Il y avait, je pense – oh ! wow ! – je pense au moins 10 comités. Et dans chaque comité, au moins quatre ou cinq personnes ». (Martin). En bref, au sein de la *Coalition anti-masculiniste*, avoir un processus féministe était aussi important que le résultat final, alors qu'en ce qui concerne la *Marche sur Ottawa*, la priorité était de faire entendre la voix des sans-statuts et des réfugiés¹⁹⁰.

L'objectif d'une coalition est de favoriser l'ouverture, d'intégrer le plus grand nombre de militant-e-s intéressé-e-s par la situation dénoncée. Dans l'organisation de la *Marche sur Ottawa*, tout a été mis en œuvre pour favoriser l'ouverture : « À chaque AG, il y avait le groupe d'Indiens, les Algériens, les Palestiniens, les Pakistanais... C'était toujours vraiment *hot* parce qu'il y avait quatre ou cinq traductions qui se faisaient en même temps¹⁹¹ ». (Martin) ; « Dans les assemblées, tout était traduit dans toutes les langues, [il y avait] un soutien pour les enfants, bref vraiment une grosse structure pour être sûr que tout le monde se sente inclus » (Mireille). Malgré le désir d'ouverture, il s'agit d'un objectif souvent difficile à atteindre. Charles et Caroline avouent que la *Coalition anti-masculiniste* se voulait ouverte, mais que la réalité est tout autre. Caroline considère que les habitudes militantes y sont pour beaucoup :

Comme il y avait beaucoup de gens qui se connaissaient et des fois, comme il y avait des habitudes – comme de se réunir autour d'une bière alors qu'il y a des gens qui ne boivent pas, des gens qui ne connaissent personne – ça a résulté que non, ça n'a pas été une coalition ouverte dans la réalité, même si ce n'était pas ce but-là. C'était involontaire, totalement. Et il y a quand même eu des nouvelles personnes.

Par rapport au désir de démocratie directe de type horizontal, les membres de la *Marche sur Ottawa* rencontré-e-s considèrent qu'il y avait des lacunes. Mireille affirme qu'il y avait une élite et Martin avoue que l'organisation était « un peu hiérarchique ». Aussi, la définition des principes de base et du mode d'organisation avaient été mis en branle avant l'élargissement du groupe en coalition : « Tout le travail de 'qui on est, en quoi on croit' avait déjà été fait avant que le *call-out* soit lancé. Ça fait que le monde arrivait, ce n'était pas 'qu'est-ce qu'on

¹⁹⁰ L'Appendice 8 montre les images d'une des journées de l'action.

¹⁹¹ Les traductions sont chuchotées de façon simultanée aux personnes le demandant, lorsqu'elles sont peu nombreuses. Si plusieurs personnes désirent en bénéficier, elles sont faites pour tout le groupe (le plus souvent de l'anglais au français).

veut dire ?’, mais ‘voici ce qu’est la *Marche*, embarquez-vous ?’ C’était génial d’embarquer à ce niveau-là » (Mireille). Au contraire, au sein de la *Coalition anti-masculiniste*, tous les modes de fonctionnement étaient considérés comme un *work in progress* et pouvaient être remis en question. Ainsi, la rencontre de certaines difficultés (en particulier, l’intégration de la mixité dans un processus féministe) a complexifié le fonctionnement de la *Coalition anti-masculiniste*. Charles fait état d’une autre problématique : « On avait peut-être du mal à se brancher, à savoir si on est une organisation de masse ou un groupe affinitaire. Parce qu’on était une organisation de masse qui fonctionnait comme un groupe affinitaire, ou l’inverse, je ne sais pas. Après coup on se dit : ‘ouais, qu’est-ce qu’on était ?’ » (Charles).

En définitive, les coalitions militantes radicales peuvent prendre différentes formes puisque c’est le désir d’élargissement d’une lutte, dans le cadre d’un événement particulier, qui motive principalement les militant-e-s à s’organiser de cette façon. Faire fonctionner une coalition engendre la nécessité de faire davantage de choix organisationnels (trouver des bases communes, faire des ajustements pour rallier les membres...), mais n’implique pas nécessairement une dilution des principes radicaux ou le désintéret pour les rapports affinitaires. Souvent, les membres d’une coalition se connaissent bien, ils et elles peuvent d’ailleurs être membres des mêmes groupes affinitaires. On y retrouve donc un intéressant – quoique complexe – enchevêtrement de types de relations. Les coalitions demeurent des lieux de rassemblements de nombreuses subjectivités où chaque individu peut y trouver une valorisation, tel que considéré par Della Porta au sujet des organisations altermondialistes.¹⁹² Et de ces coalitions naissent des réseaux militant-e-s qui permettent de créer des solidarités, mais aussi de réagir plus promptement lorsque jugé nécessaire. Par exemple, dans la foulée de la *Coalition anti-masculiniste*, une autre coalition est née pour agir contre la tenue d’un congrès niant le droit à l’avortement. La *Coalition anti-masculiniste* n’existait plus à ce moment, mais plusieurs des individus qui la composaient se sont retrouvé-e-s, à peine quelques mois plus tard, afin de former la coalition *Avortons leur congrès !*.

¹⁹² Donatella Della Porta, *loc. cit.*, p. 77.

Faire vivre un projet

Les deux derniers groupes militants choisis ont en commun de créer un espace et de diffuser des idées radicales : une librairie/bibliothèque autogérée (*La Page noire*) et une émission de radio féministe libertaire (*Ainsi squattent-elles*). Ces deux groupes jumèlent certaines caractéristiques des groupes affinitaires et d'autres aspects des coalitions, mais leur désir premier est d'affirmer des revendications dans l'espace public. Et le moyen choisi s'avère une mise en pratique plus pragmatique des idées radicales. En ce sens, à la *Page noire*, c'est le lieu qui est important, tout autant que les livres qu'on y retrouve :

Ça devient un espace, un espace à Québec – il y en a peu quand même – où tu passes, t'as des informations [...] Ça permet vraiment, pour moi, de nourrir ça, avec le monde qui ont envie de s'impliquer. De faire que ça ne meurt pas. On vend pas juste des livres, des trucs. [...] Ça peut faire que des gens vont avoir envie de s'impliquer plus et que le mouvement en général va bouger. (Philippe)

Au sein d'*Ainsi squattent-elles*, la dynamique est comparable. Amélie décrit ainsi le groupe : « On n'est pas un collectif, on n'a pas de principes ou quoi que ce soit de défini en commun. [...] À la base, on est concrètement une émission de radio, c'est ça notre action, c'est par notre propos¹⁹³ ». L'appartenance au collectif s'y vit donc différemment, les liens sont moins clairement définis. C'est autour d'enjeux précis, qui se veulent une concrétisation *ici et maintenant* des idéaux, que plusieurs militant-e-s peuvent se greffer à ces espaces dans le but de faire vivre un projet concret. Ce type d'engagement, qu'expliquent bien Ion *et al.* est fort présent dans l'actuelle mouvance militante :

L'attitude pragmatique contribue, dans le moyen terme, à modifier la représentation du paysage social et politique en faisant place à de nouveaux acteurs. L'action de militer est aujourd'hui pensée non seulement comme un moyen d'apporter en situation une réponse immédiate, même provisoire, aux problèmes considérés, mais aussi comme l'occasion de les rendre publics, et, simultanément, de faire exister socialement les acteurs qui en sont porteurs, de rendre visible la nécessité d'une prise en charge politique.¹⁹⁴

Le côté pragmatique de ce type d'implication est donc bien assumé par les militant-e-s. C'est d'ailleurs – selon eux et elles – ce qui facilite les rapports et permet d'éviter certains débats

¹⁹³ Voir, en Appendice 9, un exemple du contenu des émissions de radio du groupe.

¹⁹⁴ Jaques Ion, Spyros Fraguiaidakis et Pascal Viot, *op. cit.*, p. 7.

idéologiques : « Ce qui rend ça plus facile, je pense, c'est que ce n'est pas une campagne politique, il n'y a pas de stratégies. C'est l'espace, c'est faire vivre un lieu. Donc ça permet de se rallier beaucoup plus facilement sur un projet qui est collectif ». (Philippe). *Ainsi squattent-elles* a une réalité semblable : « En réunion comme tel, c'est très enthousiaste [...] Plus il y a d'idées, mieux c'est ! Donc il n'y a pas vraiment de prise de décisions super complexes » (Amélie). Dans les deux cas, le projet concrétisé s'inscrit dans un engagement local, lié au(x) quartier(s) des membres : participer à une station de radio communautaire de la Basse-Ville de Québec pour *Ainsi squattent-elles* et « s'impliquer le plus possible dans sa communauté » (selon l'expression de Philippe) en offrant un service « alternatif » dans le quartier Limoilou¹⁹⁵ de Québec pour la *Page noire*.

Le rapport aux idéologies peut être plus diffus dans le cas d'espaces militants, mais ce n'est pas le cas des groupes choisis. Pour *Ainsi squattent-elles*, l'affiliation est évidente : « Dès le début, c'était là-dessus que l'appel avait été fait [...] : c'est une réunion féministe libertaire. Si tu viens, tu t'identifies à ça. On ne partira pas sur les débats 'c'est quoi être féministe.' [...] Libertaire, ça veut aussi dire féministe radicale » (Ariane). Malgré cette appartenance idéologique claire, le groupe ne veut pas qu'il y ait des divisions en raison de considérations idéologiques ou théoriques et laisse l'espace à différentes perspectives et intérêts. *La Page noire*, de par son nom, fait déjà référence aux idées libertaires¹⁹⁶. Philippe mentionne qu'il y a des personnes de diverses tendances idéologiques au sein du collectif, mais que des principes rassembleurs demeurent : « Dans le collectif, l'idée d'autogestion est forte. [...] Même si ça ne fonctionne pas bien des fois, même si ça serait plus facile de le faire autrement, cette idée-là reste quand même une idée qui est partagée par tout le monde. S'il y a une base commune, je pense que ça serait ça ».

Il est significatif que Philippe mentionne qu'il n'est pas *facile* de fonctionner de façon libre et égalitaire, surtout dans le cadre d'un projet géré collectivement. Guberman, qui étudie le fonctionnement de groupes de femmes institutionnalisés, souligne que les groupes de femmes offrant des services se doivent de mettre aussi en place des pratiques démocratiques

¹⁹⁵ Au moment des entrevues, *La Page noire* avait pignon sur rue à Limoilou, mais a déménagé dans le quartier Saint-Roch à l'été 2007.

¹⁹⁶ Le drapeau noir est la bannière de l'anarchisme.

et de l'action politique pour que ces groupes répondent réellement à leur mission sociale, ce qui n'est cependant pas facile devant l'urgence des tâches à faire et des besoins¹⁹⁷. Plus encore, cette auteure se réfère à Castoriadis qui critique que la complexité croissante de la société moderne en vienne à devenir un obstacle à la démocratie : « La démocratie est effectivement exigeante, elle nécessite une grande disponibilité et un engagement pour que tous les individus concernés puissent participer aux décisions qui les touchent¹⁹⁸ ». En ce sens, les groupes militants dont l'objectif est de gérer un espace vivant au quotidien les exigences de la pratique démocratique.

Au niveau organisationnel, on retrouve dans les espaces un mélange de fonctionnement formel et informel. Comme l'explique Patricia, *La Page noire*, « ce sont les personnes qui sont impliquées activement et qui font des permanences », ce qui implique des prises de responsabilités clairement déterminées. Philippe est indécis quant au caractère formel ou non du groupe :

Pour revenir au fonctionnement, c'est beaucoup... c'est quand même informel. Bon, c'est très formel dans le sens qu'on a tous des expériences militantes, c'est des gens organisés, qui savent comment organiser ou comment structurer les choses. Mais ça reste quand même... il y a des affaires... ben, il y a beaucoup de contradictions.

Il ajoute aussi qu'il y a « une certaine forme de laxisme » et que certaines informations ne se transmettent pas toujours. Les féministes d'*Ainsi squattent-elles* semblent également vivre le balancement entre le côté informel des groupes affinitaires et la gestion plus formelle qu'implique l'organisation d'émissions de radio hebdomadaires : « On était 13, [...] au début, on pensait qu'on s'en sortirait très bien dans l'informel, mais on a vécu quand même un peu de frustration... des réunions qui n'avançaient pas. On s'est rendu compte que [...] les procédures de réunions, ce n'était pas juste pour les autres ! » (Amélie).

Ce qui caractérise principalement ce type de groupe, c'est donc la multiplicité qu'on y retrouve. Pour *Ainsi squattent-elles*, l'objectif est de permettre à des féministes de partager

¹⁹⁷ Nancy Guberman, « Appropriation du pouvoir et démocratie : l'un va-t-il sans l'autre? », Jocelyne Lamoureux, Nancy Guberman, Jennifer Beeman, Danielle Fournier, Lise Gervais (dir. publ.), *Le défi des pratiques démocratiques dans les groupes de femmes*, Montréal, Saint-Martin, 2004, p. 64.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 63.

leurs idées, sans la lourdeur souvent associée aux collectifs « traditionnels » : « L'idée, c'était de se dire qu'on ne veut pas faire un groupe de militantes qui va faire une plate-forme, une manif où deux personnes vont se pointer. On va prendre le micro à chaque semaine, dire nos idées, parler, diffuser » (Ariane). *Ainsi squattent-elles* s'inscrit donc dans l'idée de dés/organisation, chère à Jordan¹⁹⁹, et de recherche d'élargissement de « l'univers de possibles²⁰⁰ » (Benasayag) et d'une *nouvelle* façon de s'organiser politiquement : « [les groupes] se donnent explicitement pour but d'essayer des formes d'organisation sociale différentes des formes traditionnelles. Le but est alors tourné vers le groupe lui-même²⁰¹ ». La *Page noire* est pour sa part l'exemple même du lieu, de l'espace qui vit en soi :

Ça devient un lieu, justement pour faire connaître d'autres chemins au monde, de réseautage. [...] Ça fait un roulement d'idées, un roulement d'incitatifs, ça fait un espace où les gens peuvent venir puis avoir de l'information, sur les choses qui se passent, les choses qui démarrent. Le local, cette année, a été beaucoup utilisé aussi pour d'autres réunions (Philippe)²⁰².

Il n'est donc pas étonnant que dans les deux cas, on retrouve différents niveaux d'implications, des personnes y gravitant jusqu'aux membres fondateurs-trices très actif-ve-s. *Ainsi squattent-elles* fonctionne par rotation, « ça fait même pas une émission par mois ! » (Ariane), mais seulement deux des membres font la mise en ondes²⁰³, ce qui implique un plus grand investissement de temps et de formation pour celles-ci. Ariane mentionne d'ailleurs que « c'était dit dès le départ [que la participation n'avait pas à être régulière] et c'est ça qui a permis qu'il y ait autant de filles qui veulent s'impliquer ». À la *Page noire*, la dynamique est semblable : « C'est sûr que tout le monde ne met pas le même temps. C'est des choix. [...] Dans la plupart des cas, ce n'est pas l'implication principale, [...] donc, c'est sûr qu'il y a un écart dans les disponibilités. Mais ça, c'est assez... c'est assumé et accepté par le collectif » (Patricia). En effet, les quatre personnes rencontrées qui sont impliquées dans ces espaces ont toutes d'autres lieux de militance. Mais ces activistes ne voient pas leurs lieux d'engagement

¹⁹⁹ Tim Jordan, *op. cit.*

²⁰⁰ Miguel Benasayag, *op. cit.*

²⁰¹ Loïc Bielmann, *Quand l'organisation est politique. La structure du leadership dans deux mouvements sociaux restreints refusant la hiérarchie*. Mémoire, IEP de Rennes ; cité dans *Funky Summer Fever 2004*, sans ed. (brochure), 2004, p. 7.

²⁰² Voir, en Appendice 10, un exemple du « babillard d'activité » que l'on retrouve sur le site internet de la *Page noire*.

²⁰³ Au moment des entrevues, d'autres membres souhaitaient apprendre à faire la mise en onde.

de façon sectorisée, il ne faut donc pas relier ces implications multiples à l'idée de Sommier de « papillonnage », soit le passage d'un engagement à l'autre, selon les envies de l'heure, mais avec moins de répercussions dans la quotidienneté²⁰⁴.

La multiplicité des réseaux et d'espaces est également alimentée par d'autres groupes. La majorité des membres de la *Page noire* participent activement à un ou des groupes affinitaires qui tiennent des réunions dans le local, participent aux campagnes de financement et font connaître les publications de la librairie. Pour leur part, les membres d'*Ainsi squattent-elles* utilisent leur tribune pour faire connaître les manifestations, les actions, les congrès et autres activités qu'elles organisent ou auxquelles elles participent. Si faire vivre un espace militant est rarement la seule implication des radicaux-les, il s'agit d'une implication ayant une retombée toute particulière. Leur efficacité se perçoit différemment puisque ce sont ces espaces qui, souvent, permettent de faire émerger des idées d'action, de réseauter des militant-e-s et même, de garder le contact – ou même garder l'espoir – en périodes creuses.

Ainsi, les types de groupes divergent, mais pas nécessairement les militant-e-s qu'on y retrouve. En effet, la majorité des interviewé-e-s choisissent différentes formes organisationnelles selon les contextes. C'est au sein de groupes affinitaires qu'ils et elles créent un espace de confiance d'où émergent des revendications, des actions politiques ; ce sont les coalitions qui permettent d'élargir les luttes, de réagir lors d'événements d'ampleur demandant davantage d'organisation et de réseautage ; et les espaces militant-e-s servent de bases, de continuité, où l'on peut graviter, se rencontrer, se solidariser, diffuser... Prendre en considération ces distinctions permet de ne pas hiérarchiser les types d'organisation, mais d'y voir plutôt une complémentarité.

3.2 Un fonctionnement quotidien et concret

Une analyse comparative entre féministes radicales et libertaires serait pertinente. Cependant, en raison du trop petit nombre de groupes (six), mais aussi des contextes

²⁰⁴ Isabelle Sommier, *op. cit.*, p. 269.

d'implications différents et de l'entremêlement des identifications idéologiques (la grande majorité des féministes rencontrées s'impliquent aussi dans les milieux libertaires mixtes), l'échantillon ne permet pas de conclure à une différence entre féministes et libertaires au sujet de leur intérêt pour la mise en place de processus organisationnels cohérents avec leurs valeurs et idéaux. Il ressort par contre de l'analyse que le fonctionnement des groupes dépend des objectifs des membres.

De petits espaces éphémères et fluides

Les groupes militants radicaux sont peu peuplés (moins de 10 personnes pour la majorité), leur membership est instable (pas de carte de membre) et leur durée de vie limitée. Lorsqu'un groupe perdure, ses membres et son fonctionnement sont tellement modifiés qu'on semble parfois avoir l'impression qu'il s'agit plutôt d'un nouveau groupe. C'est le cas des *Sorcières* :

Je pense que la majorité des membres fondatrices ne sont plus là. [...] Quand tu fais partie des *Sorcières*, si un jour tu t'en vas, le groupe va continuer. Il faut lâcher prise. [...] Je pense que c'est sûr qu'il y en a qui ont plus de difficulté à percevoir le groupe d'une nouvelle façon. C'est-à-dire qu'elles le voient évoluer et ce n'est plus nécessairement ce que c'était quand elles étaient là, mais c'est la vie aussi. (Sara)

Malgré les différences notables entre les groupes choisis, ils ont tous en commun de chercher à se renouveler au niveau organisationnel, à s'adapter selon les contextes et à ne pas tabler sur leurs réalisations passées comme gage de succès. Ceci implique qu'ils tendent à avoir un caractère assez fluide, c'est-à-dire décentralisé et flexible²⁰⁵, voire changeant, fluctuant, instable ou difficile à saisir. C'est pendant sa semaine d'actions que la *Marche sur Ottawa* a ajouté un « conseil des sans-statut » pour faire face à des problèmes de représentativité qui ont surgi. *Ainsi squattent-elles*, désirant favoriser une plus grande participation, a mis sur pied deux espaces organisationnels : une réunion mensuelle où l'horaire et les thèmes principaux des émissions sont décidés et l'émission de radio hebdomadaire où d'autres décisions (rotations des militantes, choix musicaux, gestion de la mise en onde, des invitées et des imprévus) sont prises uniquement par les membres présentes (en général, deux à cinq membres par émission). Troisième exemple, pour résoudre des malaises liés à des comportements genrés, la *Coalition anti-masculiniste* a décidé, plusieurs semaines après sa création, de mettre

²⁰⁵ Ryan ; cité dans Colin Barker, Alan Johnson, Michael Lavalette *op. cit.*, 2001. p. 16

en place un caucus non-mixte aussitôt qu'une membre en exprimait le besoin et ce, sans discussion préalable. Ces trois groupes ont donc réussi à s'adapter aux demandes et nécessités des membres, ou même, à transformer leur fonctionnement. Ceci est fort exigeant, mais révèle que les militant-e-s sont conscient-e-s que prôner des valeurs et des idéaux n'apporte pas automatiquement leur mise en application.

À plusieurs niveaux, les groupes sont précaires. Les ressources financières des groupes sont particulièrement limitées : « C'est clair que ce n'est pas un groupe qui a beaucoup de moyens. On a juste assez de *cash* pour payer la librairie, payer le loyer » (Philippe, *La Page noire*) ; « Avoir du financement, ça serait bien des fois ! Mais on arrive à faire les choses, en sortant un peu d'argent de nos poches » (Alexandre, *Apatrides Anonymes*). En effet, en raison de leur désir d'autonomie et du radicalisme de leurs positions, ces groupes militants ne reçoivent que rarement des « subventions²⁰⁶ ». Cette précarité se vit aussi par un difficile enracinement dans le temps et dans l'espace. Il n'y a que la *Page noire* qui ait un local et le groupe en est à son quatrième déménagement depuis sa création, à l'été 2002. Pour les autres groupes, les espaces de réunion varient d'une fois à l'autre : des lieux publics (cafés, bars) ; des salles de classe ; des salles communautaires louées ou prêtées et/ou les appartements personnels des militant-e-s. Cette façon de *squatter* des locaux pour tenir des réunions est très fréquente dans le mouvement altermondialiste, comme le mentionne Morjane Baba dans son *Guérilla Kit*²⁰⁷.

En ce qui concerne le rapport au temps, l'historique des groupes se transmet peu, il y a rarement de l'archivage. D'ailleurs, Alexandre et Antoine ont tous deux de la difficulté à dire depuis combien de temps les *Apatrides Anonymes* existent, tant son fonctionnement a été informel et que le champ d'action du groupe a changé au fil du temps. Il y a aussi les habitudes des groupes qui se modifient : les membres de la *Coalition anti-masculiniste* se

²⁰⁶ Les subventions reçues (ou l'aide matérielle : par exemple, des photocopies gratuites) proviennent principalement d'associations étudiantes, de groupes communautaires et de syndicats, mais jamais directement d'un gouvernement.

²⁰⁷ « Comment trouver une salle de réunion. Si vous n'avez aucune ressource (ni local, ni argent), le plus simple est de squatter des salles (par exemple dans une fac, la journée). Le soir, vous pouvez opter pour un bar : trouvez-en un avec une arrière-salle ou une pièce à l'étage. Demandez aussi aux syndicats, aux associations. Vous pouvez faire passer un chapeau à la fin pour contribuer aux frais ». Morjane Baba, *Guérilla Kit*, Paris, la Découverte, 2006, p. 151.

réunissaient moins d'une fois par mois au départ, puis jusqu'à deux ou trois fois par semaine (selon les comités) à la fin de la coalition. Les groupes n'ont donc que très peu d'ancrage temporel. Pleyers résume bien l'esprit des modes organisationnels que l'on retrouve particulièrement dans les coalitions et réseaux : « Profondément structurés par une logique de l'informel et de l'éphémère, les mouvements de jeunes alter-activistes cessent d'être homogènes et obéissent aux flux des réseaux. Les multiples associations et groupements s'entrecroisent, se font et se défont au gré des circonstances²⁰⁸ ».

Les militant-e-s s'impliquent souvent dans de très petits groupes où les positions de chaque individu sont prises en compte. Les *Apatrides Anonymes* et les *Sorcières* fonctionnent bien malgré leur membership limité : « Pour l'instant on est bien comme ça, à quatre. Ben, des fois on peut avoir besoin d'aide. Donc on fait appel à des ami-e-s » (Alexandre). Sylvie apprécie le côté informel de son groupe, mais elle avoue que si les *Sorcières* étaient plus que cinq personnes, ça ne pourrait pas fonctionner de la même façon. Même si elles ne sont qu'une dizaine de membres, Ariane préfère produire les émissions d'*Ainsi squattent-elles* avec quelques personnes en particulier, par désir de partager des affinités : « C'est clair que moi, souvent, quand on fait la programmation, je regarde, je fais les émissions avec les personnes avec qui je *chill* le plus, même si c'est pas tout le temps le cas ». Les limites que pose le fonctionnement en groupe restreint sont assumées : « Pour l'instant, on est fermé... ben, fermé... disons restreint. Pour l'instant, on est cinq et pour un petit bout je pense qu'on va être cinq. C'est sûr que je pense que ça pose des limites. Ça pose des limites en terme d'énergie, en terme de moyens d'action » (Sara, *les Sorcières*). Ce désir d'affinité étant assumé, il devient nécessaire pour les militant-e-s de s'avoir s'ajuster, de faire preuve de malléabilité.

L'objectif poursuivi par les coalitions étant de se mettre en réseau, il s'avère important pour ces groupes d'arriver facilement à s'adapter, à garder un caractère mouvant. Ceci est particulièrement visible par les nombreux comités – voire, des sous-comités – qui sont créés au sein de ces organisations, selon les besoins. Par exemple, c'est souvent lorsqu'une journée d'action approche que les groupes pensent à mettre sur pied un comité « média » formé de

²⁰⁸ Geoffrey Pleyers, *op. cit.*, p. 128.

porte-parole. Le fonctionnement par comité permet aux personnes ayant davantage d'affinités (soit personnelles, soit par sujets d'intérêts) de travailler ensemble sur une question précise. L'organisation de la *Marche : Personne n'est illégal* est un bon exemple de ce type de fonctionnement. Selon Mireille, près d'une cinquantaine de personnes y « ont travaillé de près ou de loin », mais il y avait un « noyau » d'environ neuf personnes. Plus encore, en fonctionnant par comités, redevables devant une assemblée générale, chaque personne pouvait choisir son niveau d'implication :

Étant donné que ça fonctionnait par comités, tu pouvais t'impliquer dans un comité, puis venir à l'assemblée générale (AG). Aussi, t'avais du monde qui ne venait pas du tout aux AG, mais qui était en lien sur une affaire spécifique. [...] C'était comme des petits comités de 4-5 personnes qui se rassemblaient tout le temps avec d'autre monde qui tournaient autour des comités, mais qui ne voulaient pas aller aux réunions. Ça respectait tous les types de personnes qui voulaient s'impliquer. (Mireille)

En somme, les militant-e-s s'organisent, mais sans chercher à s'enraciner. Ils et elles ont plusieurs projets en même temps, il leur faut donc des organisations souples et surtout, non restrictives. Le fonctionnement des groupes (qu'il s'agisse de groupes affinitaires, de coalitions ou de réseaux) se modifie selon les besoins ponctuels, les ressources, les projets, les problèmes qui surgissent, les intérêts des membres... Comme les autres groupes de la mouvance altermondialisation, les radicaux-les sont militant-e-s « dans et par l'action » au lieu de le *devenir* lorsqu'il y a « adhésion préalable, idéologique, syndicale ou politique²⁰⁹ ». Les groupes ne disent que rarement explicitement qu'ils tendent à mettre en place un processus lié aux valeurs libertaires. C'est pourtant bien ce qu'ils font.

Les procédures délibératives

Une caractéristique s'avère constante chez tous les groupes, peu importe leur taille : les rencontres sont des *réunions* et non des lieux informels, un ordre du jour est décidé (soit à l'avance, soit en début de réunion). Ce fonctionnement ne plaît pas toujours à certaines personnes : « Des fois, c'est un peu le *Code Morin* qui est appliqué, même dans des réunions de trois-quatre personnes et moi j'ai une phobie de la procédure... extrême » (Alexandre) ! Il

²⁰⁹ Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, *op. cit.*, p. 4.

n'y a que Mireille qui mentionne que le fonctionnement était structuré différemment au sein de son sous-comité de la *Marche sur Ottawa* (le comité Art) :

Des fois, il y avait comme un agenda de préparé, [...] je pense que c'est arrivé trois ou quatre fois que ça été fait avant ! Surtout au début, quand on se donnait l'air d'être structuré-e-s, ou vers la fin, quand il y avait vraiment beaucoup de points qu'on ne voulait pas oublier. Mais aussi, les réunions se faisaient beaucoup en faisant les trucs. En faisant de l'art, ça prend plus une direction floue, mais t'as pas de tours de parole.

Cet exemple montre que le caractère d'abord politique des six groupes choisis peut restreindre le choix des formes organisationnelles. Mireille explique d'ailleurs à ce sujet que la particularité d'un comité artistique réside dans le fait que les membres passent plus de temps ensemble, en esprit de création, et que l'urgence d'agir – ou d'être efficace – se vit différemment. Elle insiste sur le fait que son comité faisait bande à part et que le fonctionnement général de l'organisation de la *Marche sur Ottawa* était beaucoup plus formel et structuré.

En ce qui concerne l'animation, les tours de paroles et la prise de notes, il y a davantage de variantes. Les *Sorcières* cherchent à s'écouter davantage, sans avoir besoin de ces mesures. Les *Apatrides Anonymes* n'ont pas toujours besoin de tours de paroles et la prise de notes s'avère plus informelle, tout comme les contacts, qui se font davantage par internet. Mais pour les autres groupes – d'ailleurs constitués d'un plus grand nombre de personnes – ces mesures ne sont pas considérées accessoires afin d'assurer l'écoute et le respect de chaque membre. L'animation peut (pourrait) d'ailleurs servir d'outil d'information et d'intégration, comme l'explique Philippe, même s'il regrette que ça ne soit pas le cas à *La Page noire* :

Une nouvelle personne qui n'a pas animé, on n'a pas le souci de lui dire 'ben, faudrait que t'animes'. Ça pourrait se faire. Si la personne n'est pas à l'aise, elle pourrait le faire avec quelqu'un au début. C'est supposé être un outil de partage d'expériences et d'apprentissage, mais ça ne l'est peut-être pas tant que ça non plus.

Dans le même ordre d'idées, Caroline affirme qu'elle ne se sentait pas à l'aise d'animer une assemblée de la *Coalition anti-masculiniste*, mais qu'elle l'a fait quand même, parce qu'elle jugeait important de tenter l'expérience. Au sein de cette coalition, un intérêt particulier a été porté aux rapports sociaux genrés et ce, en lien avec la praxis féministe. Pour l'auteure

féministe Guberman, le processus d'apprentissage de la démocratie est aussi important que sa mise en pratique²¹⁰. Ainsi, le fait que les hommes ont habituellement des rôles de pouvoir en milieu militant – tel que l'animation – et que les femmes font généralement les tâches de soutien – la prise de notes, par exemple – était dénoncé et cette tendance voulait être renversée. Toutes les assemblées ont donc été animées par des femmes et la prise de notes a principalement été assumée par des hommes. Guberman considère d'ailleurs que « l'ouverture, la faculté du regard critique, de remise en question, la propension réflexive de l'action sont tributaires et en retour nourrissent les pratiques d'organisation et d'action²¹¹ ».

Le comité art de la coalition de la *Marche sur Ottawa*, les *Sorcières* et la *Coalition anti-masculiniste* sont des groupes qui laissent de la place au « senti personnel ». En ce sens, ils gardent toujours un espace ouvert pour la manifestation de sentiments, d'impressions, de créativité et de réflexions, même si cela déroge de l'agenda prévu, du sujet discuté ou du temps alloué. Mis à part dans ces cas, les procédures « formelles », telle que l'animation, les tours de paroles et la prise de notes ne servent généralement qu'à gérer le fonctionnement des réunions dans les groupes. Plus un groupe se considère dans l'urgence, moins les processus organisationnels servent à favoriser la formation ou la déconstruction de rapports de pouvoir. Il n'en demeure pas moins que pour les féministes, l'appropriation du pouvoir²¹² se fait par la mise en place de modes de fonctionnement égalitaires et libres²¹³ et que pour la frange radicale de l'altermondialisme, avoir des procédures cohérentes avec les objectifs est aussi considéré comme une nécessité.

Lorsqu'on pense aux procédures délibératives, la question de la prise de décision s'avère primordiale. Tous les groupes rencontrés recherchent des ralliements consensuels. Il serait possible de s'attarder longuement sur la notion de consensus²¹⁴, mais les propos de l'anarchiste Graeber jumellent bien la définition et la mise en pratique :

²¹⁰ Nancy Guberman *et al*, *op. cit.*, p. 39.

²¹¹ *Ibid.*, p. 68.

²¹² L'appropriation du pouvoir vise à avoir du pouvoir sur sa vie par le développement de l'estime de soi et d'une compréhension critique des réalités socio-politiques, dans le but d'acquérir les ressources et stratégies nécessaires à l'atteinte d'objectifs individuels ou collectifs. Voir Nancy Guberman, *loc. cit.*, p. 46.

²¹³ Voir Nancy Guberman *et al.*, *op. cit.* et Anna Kruzynski, *loc. cit.*

²¹⁴ Pour une description complète du fonctionnement par consensus, voir Peter Gelderloos, *Consensus : A New Handbook for Grassroots Social, Political, and Environmental Groups*, See Sharp Press, Tucson, 2006.

The basic idea of consensus process is that, rather than voting, you try to come up with proposals acceptable to everyone – or at least, not highly objectionable to anyone : first state the proposal, then ask for ‘concerns’ and try to address them. Often, at this point, people in the group will propose ‘friendly amendments’ to add to the original proposal, or otherwise alter it, to ensure concerns are addressed. Then, finally, when you call for consensus, you ask if anyone wishes to ‘block’ or ‘stand aside’. Standing aside is just saying, ‘I would not myself be willing to take part in this action, but I wouldn’t stop anyone else from doing it’²¹⁵.

L’avantage du fonctionnement par consensus, selon Baba, s’avère d’évacuer la notion de vainqueurs et de vaincus, en plus de correspondre avec les idéaux prônés, soit d’apprendre « à travailler en groupe, à s’écouter, à coopérer, et à inventer collectivement des solutions originales ²¹⁶ ». *Les Sorcières* et la *Coalition anti-masculiniste* travaillent avec un fonctionnement particulier pour favoriser le consensus, c’est-à-dire en prenant le pouls des membres par des gestes des mains²¹⁷. Ce fonctionnement semble fort apprécié : « Je pense que ça c’est vraiment intéressant, ça aurait avantage à être utilisé ailleurs. Je pense que ça a tendance à moins polariser le vote formel sur des décisions. Ça, c’est vraiment un aspect que j’ai apprécié » (Charles) ; « Et il y a les petits signes [pour le consensus]. [...] Dans les *Sorcières*, ça super pogné ! Des fois il y a une fille qui dit ‘bon, on call tu un pouce ?’ » (Sylvie). Dans *Guérilla kit*, Baba fait état d’autres pratiques d’altermondialistes pour favoriser le consensus, dont un langage par signes (plus complexe que celui utilisé par les groupes précédemment nommés), le *brainstorming*, la division en petits groupes ou le bocal (fishbowls de Graeber, voir chapitre I)²¹⁸.

Pour la majorité des autres groupes, le consensus se vit de façon informelle et relativement simple. Parlant de la *Page noire*, Philippe résume bien le type de procédé que l’on peut retrouver dans la majorité des groupes :

Habituellement, on essaie d’y aller par consensus. C’est plus... si une proposition est faite, ben en discuter puis, c’est rare qu’il y a des votes. [...] A un moment donné, quand on n’est pas capable de trancher, ben on va voter. On va essayer de faire que le monde qui étaient contre vont se rallier. En tout cas, vont être capables de vivre avec la décision, tout ça. [...]

²¹⁵ David Graeber, *loc. cit.*, p. 29

²¹⁶ Morjane Baba, *op. cit.*, p. 152.

²¹⁷ Pouce vers le haut : « je suis d’accord » ; pouce vers le bas : « je ne suis pas d’accord » ; paume de la main vers le haut : « je me rallie » ; paume de la main vers le bas : « je peux me rallier, mais je veux en rediscuter » (besoin d’éclaircissements, questionnements, réserves, amendements...)

²¹⁸ *Ibid.*, p. 155-161.

C'est rare que c'est une proposition qui est faite, une proposition formelle, appuyée, c'est rare. C'est jamais ça en fait. C'est toujours : quelqu'un propose de quoi, l'idée se discute, se transforme, quelqu'un ramène ça. Finalement, les gens sont généralement d'accord.

Il demeure, comme le mentionne Philippe, des moments où le vote est nécessaire. C'est particulièrement le cas dans des groupes plus gros et hétérogènes, tel que la *Marche sur Ottawa*. Pour Baba, cette méthode ne peut d'ailleurs pas fonctionner lorsque des individus ont des désirs contradictoires ou dans des situations « d'urgence » où le groupe n'a pas le temps nécessaire²¹⁹. Martin conçoit ainsi la prise de vote au sein de ce groupe : « On essaie d'avoir le consensus, si c'est pas possible, on passe à un vote, au $\frac{3}{4}$ majoritaire [...]. Idéalement, c'est toujours le consensus. Mais vu que *Solidarité Sans Frontière*, c'est assez... il y a un membership qui est vraiment divers, avec des analyses vraiment différentes, on ne va pas avoir le consensus tout le temps ». Ainsi, les groupes ne considèrent pas le consensus comme une panacée. Sara, membre des *Sorcières*, avoue qu'elle ne croit pas au consensus à tout prix puisque pour elle, il n'y a pas de consensus s'il persiste un malaise, un désaccord non exprimé. Alexandre considère que le consensus est souvent « une dilution d'une proposition de base ». Il affirme donc que les *Apatrides Anonymes* ne fonctionnent pas nécessairement par consensus puisque généralement, les membres sont en accord sur l'idée principale et ne débattent que de détails. Il faut donc retenir que les militant-e-s fonctionnent généralement par ralliement consensuel, lorsque c'est possible et souhaitable, mais sans considérer ce mode de prise de décision comme une garantie d'égalité de fait.

Dans certains groupes, il y a aussi des droits de veto qui sont appliqués informellement. C'est le cas des *Sorcières* : « C'est toujours aussi à la personne qui a un malaise de décider si on peut y aller avec l'action : 'j'ai manifesté mon malaise, mais ça me va'. C'est sûr que s'il y a une personne qui dit 'moi, je suis profondément mal à l'aise avec ça', c'est sûr qu'on ne va pas le faire » (Sara). Les membres des *Apatrides Anonymes* assument aussi que le groupe a besoin de la participation de tous les membres – les quatre – pour fonctionner. Cependant, si une campagne ou une action intéresse moins un-e membre, ou qu'une personne n'est pas disponible pour une période de temps, le groupe va quand même de l'avant dans une action. Ils et elles se permettent cette commodité, mais tout en demeurant à l'écoute des envies et

²¹⁹ *Ibid.*, p. 153.

besoins des membres : « On ne veut pas se perdre non plus, perdre quelqu'un pour de vrai... Il peut se retirer un petit peu pendant quelques semaines... Mais c'est sûr qu'il n'y a pas de droit de veto. [...] On travaille ensemble à quatre, il faut qu'on s'entende, faut pas qu'on y aille de reculons » (Antoine). Dans les plus gros groupes, il demeure aussi certaines formes de veto : certaines décisions sont prises exclusivement par des femmes dans la *Coalition anti-masculiniste* et exclusivement par des sans-statut et réfugié-e-s dans la *Marche sur Ottawa*. Pour Graeber, le mode décisionnel par consensus implique *de facto* que toute personne bénéficie d'une nuance de réserve, c'est-à-dire une forme de veto²²⁰.

Des débats longs et empreints de lourdeur

Fonctionner de façon égalitaire, favoriser la fluidité, prôner l'écoute et tenter de respecter tous les points de vue dans le processus décisionnel ne se fait pas rapidement. Presque tous les interviewé-e-s soulignent – ou se plaignent – que les réunions sont longues. Dans certains cas, ces longueurs s'expliquent par le travail qui est fait *pendant* la réunion : « Puisqu'on faisait de la confection, on avait de longs moments où on était ensemble, donc on n'avait pas de 'bon, on a 20 minutes pour trouver une solution' » (Mireille). Mais dans la majorité des situations, c'est le temps de réunion et de discussion qui est jugé assez long : « C'est sûr que nos réunions sont habituellement longues. On a toujours des ordres du jour assez chargés parce qu'on se voit aux deux-trois semaines et on a toujours beaucoup de choses à réfléchir » (Sara). La disponibilité des militant-e-s est souvent très limitée et ainsi, il est souvent difficile de trouver un moment où tous et toutes sont disponibles : « la majorité du temps – et c'est ça qui est *badtripant* – quand des filles sont pas là, c'est parce qu'elles sont à une autre réunion ! [...] Parce qu'on parle quand même de filles qui peuvent être dans tous les comités [militants] qui existent dans la ville de Québec » (Ariane). À *La Page noire*, les membres, qui se rencontrent en moyenne une fois par mois, ont d'ailleurs choisi un moment de rencontre qui ne plairait pas à tout le monde : « C'est souvent le dernier vendredi du mois, vers 16h. C'est *con*, mais c'est un moment dans la semaine... C'est ça qui est un peu plate, c'est un vendredi soir, mais c'est l'espace qui est à privilégier à cause des horaires » (Philippe).

²²⁰ David Graeber, *loc. cit.*, p. 29.

Les plaintes quant à la longueur des réunions s'avèrent plus répétées lorsque jumelées à des lourdeurs organisationnelles : la démocratie directe, c'est long, parfois pénible et ça implique des retours en arrière... Amélie explique que *Ainsi squattent-elles* a eu besoin d'une période de « rodage » pour trouver un fonctionnement adéquat : « Nos deux, trois premières réunions, on avait vraiment trouvé que ça avait mal été. On dérivait vraiment du sujet, c'était trop long pour rien et tout. Ça s'est corrigé ». Lorsque certains débats s'étiraient au sein de la *Marche sur Ottawa*, Mireille avoue qu'elle « décrochait ». Elle mentionne aussi que les assemblées de la *Marche sur Ottawa* étaient longues et que même si un délai de temps était fixé pour les discussions importantes, ce délai était presque inlassablement dépassé. Mais ce que Mireille critique surtout, c'est que les membres remettaient souvent en question une même décision : « Même si une décision est prise une fois, ça veut pas dire qu'on ne va pas la reprendre l'AG d'après ! [Il aurait fallu] arrêter de reprendre les décisions, de rouvrir les débats ».

La lourdeur des débats peut bien sûr en décourager plus d'un-e à choisir un processus de démocratie directe, mais la grande majorité des interviewé-e-s considèrent ces temps de réflexions valables. Pour Ariane, même si ça bloque souvent le processus, il est nécessaire d'être à l'écoute des gens qui ne sont pas prêt-e-s à prendre une décision. La nature des décisions à prendre peut aussi influencer sur le temps mis à cet effet. Philippe ne considère pas que les réunions de la *Page noire* soient trop longues ou empreintes de lourdeur (même si elles durent au moins deux ou trois heures) : « C'est très concret, souvent, c'est sur des questions de financement, d'achat de livres, des questions de local, d'espace, c'est pas de la stratégie politique, c'est pas des tendances [idéologiques]. Bon, ça devient plus facile, je pense, à négocier. [...] Comme n'importe quelle réunion, à la fin t'es écoeuré ». D'un autre côté, Caroline explique que les malaises genrés au sein de la *Coalition anti-masculiniste* rendaient les réunions plus longues et pénibles : « Un caucus non-mixte pouvait être appelé n'importe quand. Ce qui a été fait assez souvent. Ce qui a dans les faits – mais pas à tort, ce n'est pas du tout une critique – rallongeait considérablement les assemblées générales, mais vraiment beaucoup ». Finalement, un dernier aspect jouant sur la perception du temps passé en réunion s'avère les liens affectifs/amicaux au sein d'un groupe. Lorsqu'une réunion prend les allures d'un lieu de sociabilité, cela peut être plus facile :

Ce que j'aime, c'est que les autres aussi se sentent bien, autant que moi, dans ce groupe-là. Je trouve ça agréable de travailler. Je trouve que ça allège notre mode de fonctionnement. Parce qu'il y a eu un bout aussi dans le groupe où c'était 'ah ! encore une réunion des *Sorcières*, ça va être long, ça va être pénible, ça ne me tente pas'. Mais là, j'y va et ça me tente. (Sara).

Mais certaines situations peuvent être jugées excessives pour les militant-e-s. Par exemple, les *Apatriées Anonymes* veulent travailler avec d'autres groupes s'intéressant aux questions d'immigration, mais en raison de lourdeurs, les membres finissent souvent par prendre des tâches et les faire au sein de leur petit groupe affinitaire : « C'est un peu lourd. C'est sûr que nous, on aurait un peu de misère à s'intégrer là-dedans [*Solidarité Sans Frontières*], comme individu ou comme groupe, parce qu'on est plus efficace en petit groupe qui marche ensemble » (Antoine). Autre exemple, la période des retours critiques sur les émissions d'*Ainsi squattent-elles* occasionne certains malaises chez Ariane, qui considère ces retours longs et même pénibles : « La partie critique des émissions, je ne suis plus capable. Je capote ! [...] Non, c'est vrai, je suis écoeurée ! [...] Moi, à un moment donné, quand on est dans une réunion de dix, ça fait deux heures de temps qu'on parle... [...] Moi je me censure, souvent ».

C'est particulièrement au sein de la *Coalition anti-masculiniste* que la question de la longueur des débats semble avoir été problématique. Caroline et Charles s'accordent sur l'idée que les débats sont nécessaires et que mettre l'accent sur le processus demeure pertinent, mais qu'au sein de la coalition, il y avait des lourdeurs rendant le fonctionnement difficile. Caroline considère que de façon générale, « c'était très, très, très, très lourd ! » et en ajoute sur la durée des rencontres : « Je dirais que c'était interminable. C'est-à-dire probablement à partir de 18h ou 18h30 jusqu'à... presque le dernier métro, donc minuit ou 23h ». Charles a aussi été explicite sur ce point. Sans savoir exactement ce qui a causé des lourdeurs dans le processus, il considère qu'une discussion collective sur ce sujet aurait peut-être été nécessaire – mais sans nécessairement être agréable – pour y voir plus clair. Finalement, il fait une description qui peut être généralisée à plus d'un milieu :

Je trouve qu'on est victime de réunionite aiguë, de longues réunions, et de réunions pas nécessairement productives. Ce sont des réunions où on remet en question le travail qui a été fait dans d'autres réunions, ce qui fait que je trouve que ce n'est pas vraiment productif dans le travail qu'on fait. Indépendamment du processus dans lequel ça se fait - qui est super important - ben d'un point de vue bêtement personnel, je trouvais que les réunions [de la *Coalition anti-masculiniste*] étaient longues. Et plusieurs longues réunions, c'est fatigant.

Il faut en conclure que les militant-e-s ne prennent pas plaisir aux longues réunions, aux discussions « existentielles » et aux inlassables remises en question. Ils et elles les assument – jusqu’à un certain point – parce qu’elles font partie du processus auquel ils et elles aspirent. Ainsi, dans un contexte où les groupes sont flexibles, mouvants et rarement fixés, des mises à jour organisationnelles sont souvent nécessaires. Si les procédures et le formalisme varient selon le type de groupe, sa grosseur, ses activités et son échéancier, il n’en demeure pas moins que les militant-e-s cherchent une application de la démocratie directe où tous et toutes peuvent s’exprimer librement, dans un climat où peut s’instaurer la solidarité et l’égalité, ce qui fait écho à l’idée de dés/organisation de Jordan²²¹.

3.3 Affinités recherchées

Revenir sur la question de l’affinité est nécessaire pour saisir l’importance des liens qui peuvent se créer ou se souder dans les milieux radicaux. Lorsqu’un groupe militant prend la forme d’un espace que l’on fait sien, où l’on se sent bien et lorsqu’il s’y vit des rapprochements où l’amitié, la confiance et la solidarité s’entremêlent, il est difficile de ne pas succomber à l’envie de s’isoler, de fonctionner entre initié-e-s... C’est pourquoi, aussi positives que ces affinités peuvent l’être, il est possible qu’elles engendrent des rapports de pouvoir qui, dans le jargon militant, sont souvent associés à la « tyrannie de la non-structure ».

Refuge et proximité

Dans les six groupes étudiés, les *Sorcières* est celui dont l’appartenance des membres au groupe est la plus revendiquée. Par les deux entrevues réalisées, il est possible de déduire que pour ces cinq féministes, le groupe s’avère autant – sinon plus – un espace de réflexion et d’échanges féministes qu’un milieu d’organisation d’actions. En ce sens, les *Sorcières* perçoivent leur groupe comme un refuge, un milieu de confiance et de solidarité ayant une grande importance dans leur vie respective. Sara est explicite : « Pour moi c’est comme une bulle. Ça me permet de reprendre mon souffle, pour après ça retourner ailleurs. Continuer à

²²¹ Tim Jordan, *op. cit.*

être militante au quotidien. C'est aussi une grande confiance. [...] Le climat qu'on a depuis deux ans est extraordinaire ». Sylvie aussi considère très précieuse cette bulle que lui procure son collectif féministe radical, en particulier dans certains épisodes de vie (rupture amoureuse, sortie du milieu étudiant, naissance de son enfant...). Elle y trouve du support, de la solidarité et ça lui permet de « briser son isolement ». Sylvie apprécie ces liens de sororité qu'elle a construits, ce qui correspond tout à fait avec la praxis féministe. Par exemple, dans son étude, Kruzynski souligne que pour les féministes membres de *Némésis*, le groupe est devenu un « réel lien d'appartenance pour chacune » et même une « gang de femmes qui partagent des affinités ²²² ».

Se sentir en confiance et soutenue par son collectif militant – féministe dans le cas des *Sorcières* – ne peut qu'être vécu positivement : « C'est ça aussi qui apporte beaucoup de pouvoir interne, parce que t'as toujours ton collectif dans ta tête » (Sylvie). Ces sentiments ne sont pas uniquement vécus dans les groupes féministes, on les retrouve surtout dans les groupes où les membres sont peu nombreux-ses et fonctionnent ensemble depuis un certain temps. Antoine mentionne que les *Apatrides Anonymes* est un petit groupe « tricoté serré » et Mireille affirme que *Vichama*, son groupe affinitaire, est son implication « la plus puissante dans la vie », qu'elle y a développé des liens d'une profondeur remarquable. Les membres de *Vichama* ont d'ailleurs choisi de vivre sous le même toit pendant deux ans.

Il n'y a pas qu'au sein des petits groupes que les membres se solidarisent et se soutiennent. Charles mentionne que le milieu militant est assez restreint pour que la majorité des gens se rencontrent fréquemment. Même son de cloche de Caroline qui explique qu'au sein du milieu étudiant, dans lequel elle est particulièrement active, tout le monde se connaît : « c'est petit, à un moment donné, ça devient tous tes *chums* ». Amélie souligne aussi que les membres d'*Ainsi squattent-elles* participent toutes à la vie militante de Québec : « On est toutes dans le même milieu, on se connaît toutes. [...] Veut, veut pas, on se retrouve tout le temps dans les mêmes endroits au même moment » (Amélie).

²²² Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 254.

Les rapports de proximité perceptibles au sein des groupes militants et des milieux qui y sont rattachés n'ont pas que des côtés positifs. Amélie affirme qu'au sein d'*Ainsi squattent-elles*, il y a un côté clanique :

Il y a des gens là-dedans qui sont très amies dans la vie de tous les jours, alors oui, ça fait des clans. C'est aussi des vieilles histoires qui ressortent. [...] Le danger, c'est qu'il y ait une gang d'amies qui soient le centre de l'affaire et que les personnes qui sont moins au quotidien avec elles... ben, se sentent moins incluses.

En plus de démontrer la force de la proximité de certains milieux, cette réflexion soulève l'épineuse question de l'intégration au milieu militant, question qui sera discutée dans le chapitre suivant. Finalement, il demeure nécessaire de mentionner que ces milieux militants, où les gens se connaissent bien, ont aussi leurs lots de mauvaises ententes et d'animosités. Ariane et Philippe ont fait part de leurs réflexions à ce sujet. Pour Ariane, les jugements qu'elle a perçus jouent sur sa confiance : « Souvent, [militier] ça ne me donne pas confiance en moi parce que le milieu est super dur. Les gens jugent beaucoup, t'as pas souvent droit à l'erreur. Tes erreurs que tu fais, même si ça fait cinq ans, tu t'es fait remettre dans la face ». Philippe défend une opinion allant dans le même sens :

C'est un milieu difficile quand même. Ça c'est clair. Les militant-e-s, ont prend pas beaucoup soin de nous et on juge vite entre nous aussi... de la manière que les gens sont impliqué-e-s, le temps que tu as à donner... Des fois, c'est sûr que t'es dans une action, une campagne et qu'il y a des moments forts. Personnellement, tu ne peux plus suivre. Des fois, c'est *tough*. C'est *tough* de faire la part des choses. C'est *tough* de dire « moi je prends un *break* ». Je pense que souvent, il y a une grosse culpabilité de le faire.

Ainsi, l'appartenance et la proximité peuvent à la fois être positives ou négatives, dépendamment des contextes et des rapports qu'entretiennent les militant-e-s. Malgré les difficultés, les jugements, les clans et la culpabilisation, la majorité des interviewé-e-s semblent avoir besoin de se rattacher à leur(s) groupe(s) respectif(s) et/ou à un milieu militant plus large. Il faut dire que les idées qui y sont défendues sont loin de faire l'unanimité au sein de la société et que partager une communauté d'idées s'avère généralement agréable, dynamisant et motivant.

Des liens particuliers

Il a déjà été mentionné que les militant-e-s développent des liens « d'amilitant-e-s », soit des relations qui sont un amalgame de l'amitié et de la solidarité militante. On retrouve aussi des liens familiaux (Antoine, Alexandre et Mireille militent avec un frère ou une sœur) ou amoureux (dans le cas de Patricia, Charles et Antoine) et plusieurs interviewé-e-s mentionnent qu'ils et elles s'impliquent avec leurs voisin-e-s ou avec des collègues de travail (particulièrement dans le milieu communautaire). Les groupes militants sont aussi des lieux propices aux rencontres et à la création d'amitié. Mireille et Amélie en sont des exemples patents. Pour ces deux militantes, leurs lieux d'implication actuels permettent de connaître des personnes et, progressivement, des liens d'amitié se créent : « Dans *Solidarité Sans Frontières*, la création de liens, je dirais que c'est en processus. Ben, j'ai vraiment pris mon temps. Il y a certaines personnes qui sont plus dans mon réseau » (Mireille) ; « Je suis de plus en plus proche des membres du groupe. Au début, j'étais un peu plus extérieure. J'avais déjà travaillé dans d'autres contextes avec certaines filles, mais pas tant que ça non plus. [...] C'est des rapports de travail beaucoup, mais d'amitié aussi... qui se développent » (Amélie).

De nombreux types d'amitiés se mêlent au sein des milieux militants. Par exemple, dans la *Coalition anti-masculiniste*, Charles s'impliquait avec sa copine, avec des ami-e-s, il a créé une nouvelle amitié par cette implication, mais avoue qu'il y aussi des personnes avec qui il avait des différends : « On ne peut pas être ami-e avec tout le monde non plus. Il y a une solidarité militante qui est au-dessus de ça ». Ces relations sont semblables à celles que vit Patricia à la *Page noire* : « Il y a une partie des gens qui sont des ami-e-s, qui sont des gens avec qui je milite depuis un bout. Il y a d'autres personnes avec qui... ben c'est des relations correctes, mais on est juste ensemble dans le collectif ». Il peut ainsi être choisi d'entretenir des relations de « collègues » entre militant-e-s :

Juste le fait qu'on travaillait presque chaque jour [sur la *Marche sur Ottawa*] avec toujours les mêmes personnes, ça créé comme beaucoup de relations intéressantes. Il y avait aussi du monde dans le groupe que je n'aimais pas ou qui avaient des différentes analyses politiques, mais je trouve qu'il y avait toujours une aire de respect, de l'aide mutuelle dans les assemblées, les réunions et tout ça » (Martin).

Ce respect dont parle Martin est souhaité, revendiqué même. Mais des conflits peuvent aussi envenimer les rapports. Patricia trouve qu'il y a « des attitudes désagréables » et « du leadership négatif » au sein de son collectif parce qu'il y a « certaines personnes qui vont comme laisser penser qu'elles sont mieux que les autres ». Elle croit d'ailleurs que ces rapports tendus ont sûrement influencé certaines personnes à quitter la *Page noire*. Ariane aussi ose avouer qu'elle vit – a vécu – des conflits d'ordre plus personnel avec des membres d'*Ainsi squattent-elles*. Elle a eu « un gros conflit » avec une membre du groupe, au sujet d'une émission qui avait été plus difficile : « Je pourrais bien te dire qu'on a parlé de façon égalitaire, que ça bien fini. *Pentoute* ! En plus, on a été en chicane à cause de ça pendant deux mois. Là, ça vient de se régler ». À ce sujet, Ariane mentionne aussi qu'il est difficile de faire le pont entre les conflits individuels et le rapport au collectif et qu'elle a donc préféré régler cette situation avec la personne concernée, et non en réunion : « C'est quoi, on va faire un petit duel devant tout le monde ?! Moi j'ai bien de la misère avec les thérapies collectives dans le milieu militant ! Moi, je ne crois pas à ça ». Avoir des liens de proximité qui imbriquent les relations militantes, la famille, les amitiés, les milieux professionnels et le voisinage permet de développer des relations « complètes et précieuses » (Sara), mais peut aussi engendrer des conflits et des tensions. Ce type de situations problématiques est particulièrement perceptible dans les milieux restreints où la logique de l'informel prévaut.

Et la tyrannie de la non-structure ?

Jo Freeman, féministe radicale états-unienne, a écrit en 1970 une brochure²²³ sur la façon dont les groupes féministes étaient structurés, brochure qui a provoqué de nombreux débats. Freeman considère que « Le caractère détendu et informel qui le régissait [le groupe « sans-structure »] était propice à la participation aux discussions, et le climat de soutien mutuel qui se créait en général permettait une meilleure perception de ce qui était personnel²²⁴ ». Cependant, toujours selon Freeman, lorsqu'un collectif veut aller au-delà de la

²²³ *La tyrannie de la non-structure* ou *La tyrannie de l'absence de structure* est d'ailleurs publiée en de nombreuses langues, par plusieurs groupes et infoshops. Par exemple, par la *Nefac* et sur Internet : <http://infokiosques.net/spip.php?article2> et http://transversel.apinc.org/spip/article.php3?id_article=277, <http://libertaire.free.fr/JFreeman01.html>

²²⁴ Jo Freeman, *loc. cit.*, consultation en ligne (2 août 2007) : <http://infokiosques.net/spip.php?article2>

conscientisation et de la croissance personnelle, croire en la possibilité d'un groupe non-structuré est un leurre :

Il n'existe pas de groupe sans structure, ni rien de similaire. Tout groupe de personnes qui, pour certaines raisons, s'unit pendant un temps déterminé et avec un objectif quelconque, se donnera inévitablement une forme ou une autre de structure : celle-ci pourra être flexible et pourra varier avec le temps, peut-être servira-t-elle à distribuer les tâches de manière équitable ou injuste, ou à distribuer le pouvoir et l'influence entre les divers-e-s membres du groupe, en tout cas elle s'adaptera aux personnalités, facultés ou intérêts des personnes du groupe. Le simple fait d'être des individus munis de talents, de prédispositions et d'origines diverses rend ce fait inévitable²²⁵.

Ainsi, le côté informel de ce type de fonctionnement aurait pour inconvénient de nier le leadership exercé par certain-e-s membres. Ceci a pour impact d'évacuer des inégalités et de faire fi de rapports de pouvoir inhérents aux groupes.

S'il est question de cette « tyrannie de la non-structure », c'est surtout parce que les deux militantes d'*Ainsi squattent-elles* y font référence. En effet, Amélie reconnaît certaines dynamiques de son groupe dans les idées de Freeman, c'est-à-dire qu'en raison de liens d'amitiés et de proximités entre certaines personnes, il y a des incluses – des « in » – et des exclues – les « out » : « Je ne sais pas si c'est le groupe de femmes en particulier ou si c'est la taille du groupe ou les rapports d'amitié. Mais c'est beaucoup ça, c'est les dangers de l'informel. La tyrannie de la non-structure, disons-le. Je pense qu'il y a un peu... toujours ça à guetter ». Ariane, du même groupe, n'est pas aussi convaincue : « Il y a du monde qui disent que quand on en parle en-dehors des réunions, c'est informel. [...] Mais moi, je ne le sais pas trop. Je me questionne gros là-dessus ». Elle mentionne que les membres du groupe ne peuvent pas « faire semblant de ne pas être amies », mais considère par ailleurs qu'il est nécessaire de « trouver des mécanismes pour que [les personnes moins amies] se sentent bien ».

Il n'y a pas que les membres d'*Ainsi squattent-elles* qui se posent des questions quant aux impacts des rapports informels et amicaux sur les dynamiques de groupes. Si Sylvie considère qu'au sein des *Sorcières*, ces rapports n'ont pas de répercussions négatives, elle a

²²⁵ *Idem*

précédemment ressenti une telle situation : « Ça peut facilement devenir problématique. Moi je l'ai vécu dans *Némésis*, beaucoup, parce que les filles s'en parlaient [du groupe] le vendredi [dans des rencontres sociales], tout ça. Mais toi tu arrives, tu as juste fait la moitié de la réflexion, tu n'es pas tellement dedans ». Ceci est précisément un des problèmes que soulève Freeman²²⁶. D'un autre côté, au sein de la *Marche sur Ottawa*, Mireille considère justement que les rapports informels, les liens de proximité et moments de fréquentation en-dehors des réunions manquaient : « Je suis celle qui pousse le plus pour avoir des moments informels – parce que ça manque tellement à cette organisation-là – et que le fait de juste travailler, travailler, c'est mauvais ». Il y a donc une question d'équilibre à atteindre.

Sans mettre systématiquement ces questionnements à l'ordre du jour, la majorité des militant-e-s rencontré-e-s considèrent que si des problèmes liés aux relations informelles surviennent au sein de leurs groupes, ils et elles vont être en mesure d'en discuter. Antoine mentionne que pour les *Apatrides Anonymes*, la gestion de crise serait « vraiment l'enfer parce qu'on est ben proche [...] ou ce serait facile, justement parce qu'on est proche. Je pense que c'est à double tranchant ». Ainsi, connaître les possibles dérapages d'un fonctionnement en cercles intimes permet au moins de ne pas s'y enliser.

Pour conclure sur la « tyrannie de la non-structure », il est difficile de saisir l'effet des relations informelles dans un groupe sans s'intéresser aux rapports de pouvoir sous-jacents. Il est donc impossible de conclure avec Freeman qu'une organisation plus formelle et structurée est une réponse à ces problèmes. D'ailleurs, l'anarcha-féministe Cathy Levigne, dans une réplique au texte de Freeman, critique que cette dernière ne reconnaisse comme efficaces que les organisations de masse où le pouvoir est centralisé²²⁷. Dans « The tyranny of tyranny », Levigne expose que les petits groupes ne sont pas responsables de la création d'élites. Selon cette auteure, les femmes doivent créer des modes organisationnels qui leur sont propres afin de s'émanciper de l'oppression patriarcale. Elle considère que les groupes de croissance – toujours nécessaires – en sont un bon exemple : « We must be developing a visible women's culture, within which women can define and express themselves apart from

²²⁶ *Idem*

²²⁷ Cathy Levigne, « The Tyranny of Tyranny », *Quiet rumours : an anarcha-feminist reader*, San Francisco, AK Press USA, p. 63.

patriarchal standards, and which will meet the needs of women where patriarchy has failed²²⁸».

Conclusion

En s'intéressant aux modes organisationnels et aux rapports se développant entre les membres, il est possible de constater que les groupes militants non rien d'une entité unique, stable ou facile à définir. Au contraire, les groupes que l'on rencontre au sein du milieu radical prennent différentes formes et les types de fonctionnement se mêlent. On retrouve ainsi de petits groupes où la proximité prime et facilite le travail collectif, jusqu'aux groupements *ad hoc* formés d'autres groupes ou d'individus gravitant autour de groupes, mais qui n'y sont pas des membres actifs. Dans les groupes affinitaires – le nom l'indique – c'est l'affinité des membres qui est la caractéristique principale : les actions, activités et discussions sont définies par les intérêts (sujets à changement) des membres. Ce sont ces types de groupes qui écotent le plus souvent des critiques quant au manque « d'efficacité politique²²⁹ ». Dans les coalitions et les réseaux, c'est le sujet qui est central : on s'organise non par désir d'être ensemble, mais par désir d'agir par rapport à une cause ou un événement. C'est ce type d'engagement qui est souvent analysé par des auteur-e-s comme Sommier et Ion, qui considèrent que l'adhésion et l'appartenance ne sont plus aussi importantes dans les choix d'engagement²³⁰. Finalement, il reste une dernière catégorie, celle des espaces. Dans le cas de la *Page noire*, la librairie est un lieu en soi, une plaque tournante du réseau militant de Québec. Pour *Ainsi squattent-elles*, les ondes sont leur espace : diffuser une analyse féministe libertaire, par le biais d'une radio communautaire, permet de prendre part à l'espace public et d'interagir avec un milieu, un quartier. Leurs buts sont tout aussi politiques, mais s'expriment différemment. Au sein de la mouvance altermondialiste, ces groupes sont populaires puisqu'ils « proposent quelque chose » au lieu d'être « en réaction

²²⁸ *Ibid.*, p. 64.

²²⁹ Par exemple: « il me semble que ce désir [de vivre ici et maintenant, au sein des groupes des relations humaines fondées sur la liberté, l'égalité, la solidarité] entraîne certains de ces groupes [affinitaires] à se replier sur eux-mêmes et à négliger le pouvoir réel qui s'exerce dans nos sociétés », dans « Foucault et les anarchistes », Jean-Marc Piotte (2006-2007) *loc. cit.*, p. 6.

²³⁰ Voir chapitre 1, section *Distanciation, mais adhésion*.

à... » et apportent quelque chose de concret, comme le veut la logique de l'engagement pragmatique décrite par Ion *et al*²³¹.

Les relations se développant entre les membres varient au sein des groupes selon ce qui y est priorisé (l'affinité, le sujet ou l'espace), mais dans tous les cas, on y retrouve des liens forts : on milite avec des ami-e-s, des amoureux-ses, des membres de la famille, des voisin-e-s, des collègues d'école ou de travail, etc. C'est ce qui implique la nécessité d'être alerte par rapport aux dérives possibles de l'informel et de la non-structuration au sein des groupes. Afin de préfigurer leurs aspirations politiques, les militant-e-s radicaux-les ne se bornent ainsi pas à l'organisation d'activités et d'actions en liens avec leurs idéaux. Ils et elles cherchent à renouveler leurs fonctionnements, à appliquer une forme de démocratie directe qui s'accorde avec le type de groupe choisi. Le fonctionnement « formel », c'est-à-dire l'instauration d'un agenda, la prise de tours de paroles, de notes, de l'animation de réunions et des modes de prises de décision tendant vers le consensus, s'avère souvent inévitable, mais il est sujet à réflexion et s'adapte selon les besoins.

²³¹ Jacques Ion, Spyros Franguiadakis, Pascal Viot, *op. cit.*, p. 11.

CHAPITRE IV

MILITANT-E-S CONTRE MILITANT-E-S²³²

The Earth First ! activists' wish to adequate the means of their actions with the ends, to take responsibility for their actions and to recognize the existence of power at the most microsociological level, demonstrates that for some moments they were able to stand outside of the "epistemology of rule" of hierarchy as natural and to actualize their own potential. This is when EF! Activists prove Foucault to be wrong, as they can quite clearly be seen to be part of a political evolutionary process, locating themselves in terms of other historical moments and movements²³³.

Reconnaître l'existence du pouvoir, à son niveau microscopique, pour le combattre et être cohérent-e-s avec les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité, voilà ce qui est souhaité par les activistes du groupe écologiste radical *Earth First !*, voilà ce qui est aussi revendiqué par la majorité des activistes rencontré-e-s. Si les interviewé-e-s se disent prêt-e-s à mettre de côté la notion d'efficacité pour être davantage conséquent-e-s avec leurs idéaux, il n'en demeure pas moins que, dans la pratique, il n'est jamais aisé d'exprimer des malaises, de dénouer des tensions et de combattre des injustices, surtout lorsqu'elles sont commises par des camarades. Lorsqu'il leur a été demandé si les rapports de pouvoir étaient discutés au sein des groupes, la plupart des militant-e-s ont d'ailleurs eu certaines hésitations : « On n'a pas de mode d'emploi idéal » (Antoine) ; « Je ne pense pas qu'on ait de recettes miracles » (Sara). Démasquer les rapports de pouvoir émanant des relations entre militant-e-s au sein des groupes est ainsi considéré difficile, mais nécessaire : « C'est des discussions qui sont difficiles et... ouais, ça peut être perçu comme des attaques personnelles [...] mais il ne faut pas laisser pourrir ça » (Alexandre) ; « Discuter en petits groupes avant, des fois ça permet

²³² Michel Lecoq, *Les militants : et leurs étranges organisations*, Paris, Syros, 1983, p. 186.

²³³ Jonathan Purkis, *loc. cit.*, p. 176.

de... d'évacuer des trop pleins, des trucs trop émotifs » (Amélie) ; « Il ne faut pas non plus que ça finisse en *bitchage* collectif » (Patricia) ; « C'est sûr que ce n'est jamais le *fun* de verbaliser ce genre de choses-là, mais honnêtement, actuellement je trouve qu'on en ressort mieux. Parce que c'est important pour nous qu'il y ait un espace pour dire 'je ne me sens pas bien' » (Sara).

Les militant-e-s rencontré-e-s conçoivent la différence entre le pouvoir-*sur* (pouvoir de domination), le pouvoir-*de* (capacité de...) le pouvoir-*avec* (collectivisation et partage de connaissances)²³⁴, mais on retrouve quand même au sein des groupes des « usages *accidentels* du pouvoir », pour reprendre une expression de Jonathan Purkis²³⁵. Les interviewé-e-s ont été amené-e-s à se positionner sur ces rapports conflictuels présents au sein de leurs groupes. Trois types de rapports de pouvoir sont identifiés : le pouvoir systémique, le pouvoir d'influence et le pouvoir d'action. De façon générale, il en ressort que malgré ce qui est prôné, les militant-e-s reconnaissent généralement les relations d'inégalités se retrouvant en leur sein, mais « choisissent » souvent de les évacuer par besoin *d'agir*, d'apparaître dans l'espace public. On retrouve donc l'oscillation entre le front intérieur et extérieur de la lutte.

4.1 Ne pas reproduire les oppressions systémiques

Il n'est pas nécessaire de vivre des oppressions pour désirer les enrayer. La majorité des interviewé-e-s partagent d'ailleurs certaines caractéristiques : Blanc-he-s ; membres de la communauté culturelle dominante ; hétérosexuel-le-s et très scolarisé-e-s. Il demeure des asymétries entre les militant-e-s : leurs positionnements translocalisés diffèrent, mais personne n'est réellement en haut de la pyramide sociale²³⁶. Il s'agit donc de prendre en considération le pouvoir systémique, soit la reproduction d'oppressions érigées en systèmes, oppressions qui sont - malencontreusement – reproduites.

²³⁴ Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 251.

²³⁵ Jonathan Purkis, *loc. cit.*, p. 168.

²³⁶ Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 232.

Sexe et genre : l'égalité non négociable

S'intéresser aux rapports de genre et de sexe, c'est regarder s'il y a du sexisme, des attitudes machistes, de l'hétérosexisme ou des discriminations (traitements différenciés, rabaissement, paternalisme, être ignoré-e-s...) en regard du sexe et/ou du genre. Dans la société patriarcale, les hommes exercent collectivement – et individuellement – plus aisément le pouvoir. Ce sont donc les femmes qui vivent ces discriminations (basées sur le sexe *et* le genre). Les *Queers* et transgenres vivent également des oppressions basées sur le genre. Il peut s'agir d'attitudes, d'ambiance générale, de paroles, de comportements, d'agressions...

La question femme

Dans le cadre de ce mémoire, deux groupes féministes non-mixtes et un groupe mixte ayant une perspective féministe radicale ont été rencontrés. Les rapports de genres et de sexes ont donc été au centre des questionnements. D'abord, les rapports de pouvoir liés au sexe ou au genre ne sautent pas nécessairement aux yeux des militant-e-s. Antoine avoue qu'« il faut fouiller ces questions-là, parce que des fois, on ne le voit pas ». Par exemple, la majorité des femmes militant à la *Page noire* ont progressivement quitté le groupe, mais Patricia ne sait pas si ces départs sont dus à des problèmes genrés. Caroline mentionne aussi qu'elle trouve difficile de repérer et nommer certains problèmes liés au patriarcat. Mireille soutient qu'au sein de la *Marche sur Ottawa*, il y a des questionnements – voire des accusations – par rapport au sexisme, mais selon sa perception personnelle, elles ne sont pas fondées :

Je pense que le réflexe, ça doit être de penser que c'est une affaire homme/femme. Ce ne l'est pas selon moi dans *Solidarité Sans Frontière*. Je pense qu'il y a plus d'hommes qui prennent certains rôles et plus de femmes qui en prennent d'autres, mais pas de façon oppressante, pas systématique non plus.

Il est donc difficile de démasquer les rapports de pouvoirs genrés et sexués, puisque les perceptions et les seuils de tolérance diffèrent. De plus, nommer ces rapports, même s'il s'agit d'une première étape, ne suffit pas à les enrayer. Charles considère d'ailleurs qu'en tant qu'homme, il est difficile pour lui de se positionner: « Je n'ai pas grand-chose d'autre à dire, j'ai de la misère à poser un jugement clair là-dessus. Dans cette dynamique-là, je ne suis pas

une femme, alors nécessairement... Je pense qu'il y a des positions qui peuvent être différentes ».

Travailler à enrayeur les rapports ou trouver les bons ajustements n'est pas une mince tâche. Il n'en demeure pas moins qu'un climat de confiance et de solidarité (ou de sororité) s'avère un outil de base. Dans la *Page noire*, Philippe considère que les femmes n'accepteront aucune insulte ou rabaissement, ni aucun commentaire sexiste ou macho : « Les fois où il y a eu des gens qui ont fait des remarques sexistes, tout ça, habituellement, ils se font replacer *crissement* vite. [...] À la fois par les filles qui sont capables de prendre l'espace... je pense, aussi, parce qu'elles savent que les gars n'accepteront pas ça non plus ». Ces propos sont corroborés par Patricia, également membre de la *Page noire*.

Mais il y a certains comportements – considérés plus subtils – qui sont plus difficiles à dénoncer, par exemple, tout ce qui a trait au « travail de la conversation ». À ce sujet, Corinne Monnet expose que les femmes « produisent la conversation » pendant que les hommes « la dirigent et la contrôlent ²³⁷ ». Dans la *Coalition anti-masculiniste*, des ajustements organisationnels pouvaient être apportés à chaque moment pour tenter de ne pas reproduire la tendance sociale à la répartition inégale du pouvoir entre les hommes et les femmes. Caroline mentionne que « la chose à laquelle on a fait le plus attention, ça a été les rapports de sexes, [...] ce n'est pas parce qu'on a fait attention qu'il n'en n'avait pas, [...] on y travaillait, donc on savait qu'on allait en parler s'il y avait un problème ». Mais ce ne sont pas tous les groupes qui prennent le temps nécessaire pour discuter de ces rapports. Au sein de la *Marche sur Ottawa*, Martin considère qu'il y avait du sexisme, même des comportements agressants :

Et ce n'est pas vrai nécessairement que tout le monde partage une analyse contre l'oppression. [...] Il fallait travailler beaucoup là-dessus. Et même quand on en parlait beaucoup, beaucoup, quand on travaillait là-dessus, il y avait du monde qui n'était pas d'accord. Tant qu'à être d'accord qu'il y a le racisme, pourquoi est-ce qu'on ne peut pas s'entendre qu'il y du sexisme et le patriarcat ? [...] Comment dealer avec ces problèmes sans cibler du monde du groupe ? Parce que ce n'est pas nécessairement un individu, une personne horrible, c'est juste que peut-être qu'ils n'ont jamais réfléchi sur la question du féminisme alors...

²³⁷ Corinne Monnet, « La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 19, no. 1, 1998, p. 9.

Encore une fois, la question de la base affinitaire refait surface. Plus un groupe est hétérogène, plus les militant-e-s semblent faire des compromis quant à l'application *ici et maintenant* de leurs idéaux. Même dans les groupes où les membres sont sensibilisé-e-s à la question, il n'est pas toujours facile de déceler les rapports inégalitaires. Dans le cas de la *Marche sur Ottawa*, les différentes perceptions politiques et idéologiques des membres sont frappantes. Il semble en découler un malaise chez certain-e-s membres qui se sentaient impuissants (ou qui font le *choix* de ne pas agir) quant aux comportements problématiques liés à la question du genre et/ou du sexe. Manifestement, dans ce cas, il a été priorisé d'intégrer le plus de personnes possible, au prix d'une certaine distanciation par rapport à des valeurs de bases.

Certains problèmes plus spécifiques ont été mentionnés par les militant-e-s : la double tâche, la rigidité idéologique et la pression de l'extérieur. La double tâche, c'est l'idée que les femmes en font plus en occupant à *la fois* les tâches habituellement accolées aux femmes (secrétariat, logistique...) et les rôles liés au pouvoir (animation, apparitions médiatiques...) et ce, afin de prouver qu'elles ne sont pas cantonnées dans des rôles sexués. Il en découle inévitablement une répartition inégale des tâches : « Le travail n'est pas vu comme ce que font les femmes, mais comme faisant partie de ce qu'elles sont²³⁸ ». Aussi, la double tâche occasionne une pression constante sur les militantes qui sont entraînées dans un cercle vicieux où elles s'épuisent, alors que les hommes en viennent à prendre moins de responsabilités. Charles considère qu'il s'agit d'un problème fort présent au sein de la *Coalition anti-masculiniste* : « Je pense que la division des tâches faisait en sorte que les femmes ont systématiquement eu une double tâche. [...] Je pense qu'il y a eu – mais au prix de la double tâche – les militantes féministes ont pris, en général, un leadership dans la coalition ». Sans mettre le doigt sur ce phénomène, Antoine fait état d'une situation fort semblable au sein des *Apatrides Anonymes* :

Peut-être le cliché – ben pas le cliché, le stéréotype – qui est malheureusement souvent présent, que la fille dans le groupe [...] en fait beaucoup dans le groupe, malgré qu'elle est impliquée

²³⁸ P. Fishman, « Interaction : the work women do » dans N. Henley *et al.*, *Language, Gender and Society*, Rowley, MA : Newbury House, 1983, p. 100 ; cité dans Corinne Monnet, *loc. cit.*, p. 22.

beaucoup aussi ailleurs, au niveau militant. Peut-être qu'elle pourrait penser des fois que... pas parce qu'elle est une fille nécessairement, mais elle en prend quand même beaucoup.

La double tâche est donc un phénomène assez présent qui doit être pris en compte à la fois par les femmes – devant apprendre à déléguer – mais surtout par les hommes, qui doivent se responsabiliser, c'est-à-dire prendre conscience du fardeau qu'ils font souvent porter aux femmes, agir pour transformer ces situations et dénoncer les comportements de leurs camarades masculins. Il faut cesser de n'y voir que des questions de « personnalités fortes » ou de grande disponibilité. Il y a quelque chose de systémique dans ce rapport : ce sont les femmes, parce qu'elles sont femmes, qui doivent doublement prouver leur ferveur militante et leurs compétences, même en milieu militant radical. Kruzynski fait d'ailleurs référence à cette dichotomie entre les tâches de représentation (faites par les hommes) et d'exécution (pour les femmes)²³⁹. Finalement, on parle de double tâche, mais dans la pratique, on retrouve même de la « triple tâche » : les tâches dites féminines (prises de notes, logistique) ; les tâches dites masculines (animation, porte-parole) et des « tâches féministes », c'est-à-dire se battre pour qu'il y ait une cohérence entre la théorie (avoir des positions anti-patriarcales) et la pratique (le fonctionnement *réel* des groupes).

Des rapports de sexes et de genres sont également présents dans l'espace médiatique. Il est généralement difficile dans les groupes militants d'avoir la parité homme/femme dans les apparitions médiatiques, autant parce que les médias commerciaux sont portés à se tourner vers les militants masculins, y voyant des « leaders », que parce que plusieurs femmes ne se sentent pas assez confiantes pour être porte-parole du groupe, préférant plutôt le travail dans l'ombre. Pour rompre avec cette situation, plusieurs groupes radicaux font un effort supplémentaire. Par exemple, dans la *Coalition anti-masculiniste*, il a été décidé que seules des femmes seraient porte-parole²⁴⁰ ; l'objectif d'*Ainsi squattent-elles* est précisément de donner la parole aux femmes dans l'espace public. Dans certains groupes, il est plus difficile de pallier à cette tendance générale. Martin explique que c'était un défi de taille dans

²³⁹ Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 241.

²⁴⁰ Il est à noter que seules des femmes ont été porte-parole dans les médias de masse, mais quelques fois, ce sont des hommes qui ont agi à titre de représentants de la coalition, ce qui a occasionné des malaises chez plusieurs membres, y voyant un contournement de la « règle » de la priorisation des femmes dans l'espace public.

l'organisation de la *Marche sur Ottawa*, entre autres en raison des différences entre les communautés culturelles :

C'est souvent les hommes qui travaillent et les femmes qui sont chez elles, avec les enfants, alors l'homme devient le personnage public. Et pour nous, un des grands défis, c'était de rejoindre les femmes réfugiées et immigrantes. Et avec les médias, comme la plupart de nos porte-parole publics étaient des réfugiés, des hommes... Ça paraissait beaucoup dans les médias que c'était les hommes qui parlaient pour le groupe, même si on avait – je pense – nos portes-paroles officielles, c'était deux femmes, mais elles ne sont pas immigrantes.

Même en ce qui a trait au féminisme, Charles déplore que les hommes continuent à avoir plus facilement une tribune dans l'espace public, ce qui peut devenir une double appropriation : l'espace médiatique et la parole des femmes. En somme, les groupes militants radicaux sont conscients de cette tendance générale des médias à accorder davantage de poids à la parole d'un homme qu'à celle d'une femme et tentent donc d'y remédier par des choix conscients. Mais il s'agit bien sûr d'un travail à long terme.

Au sein des groupes, on retrouve des personnes – surtout des hommes – qui ont tendance à valoriser une orthodoxie radicale qui nuit inévitablement au climat de confiance et de respect, tout en instaurant un certain esprit de compétition. Pendant l'entrevue, Philippe a fait mention de ce phénomène en le nommant la « rigidité idéologique », c'est-à-dire la tendance à utiliser les références théoriques liées à un courant idéologique pour s'approprier une position d'autorité et être intraitable sur certains sujets ou propositions. Philippe mentionne que des personnes proches de la *Page noire* font preuve de « rigidité idéologique ». Il a parlé ainsi : « Je trouve ça intimidant en général et particulièrement pour les femmes. [...] C'est très viril aussi comme attitude de faire ça. C'est très dur à remettre en question, c'est comme 'toc' ça tombe... ». Martin avoue pour sa part qu'un militant, qu'il qualifie de « communiste-marxiste classique », refuse d'intégrer l'analyse féministe, en raison de sa grille d'analyse, ce qui a causé certaines tensions dans l'organisation de la *Marche sur Ottawa*.

Les attitudes et comportements sexistes viennent souvent de l'entourage du groupe, de l'extérieur, ce qui rend l'intervention encore plus difficile. Philippe considère que quelques

membres de groupes anti-racistes²⁴¹ de l'entourage de *la Page noire* ont une attitude qui peut nuire au climat d'égalité de faire entre les hommes et les femmes : « La lutte anti-raciste va prendre beaucoup de place dans les discussions informelles autour de la *Page noire*. Puis c'est très viril comme lutte encore, même s'il y a des gens qui font des efforts. [...] Je pense que ça reste un milieu de gars ». Il avoue d'ailleurs ne pas toujours se sentir à l'aise dans cette ambiance, mais trouve difficile d'intervenir dans ces situations, entre autre parce que les personnes ne sont pas membres du collectif, mais qu'elles gravitent autour de cet espace. Autre exemple, une affiche de l'émission *Ainsi squattent-elles* a été vandalisée par des commentaires sexistes, à l'intérieur même de la station de radio communautaire où l'émission est diffusée. Des femmes du collectif sont intervenues²⁴², mais il a été collectivement décidé de ne pas consacrer trop de temps et d'énergie à cette affaire puisque ce genre d'actions sexistes était la preuve, selon elles, de la nécessité d'une émission de radio féministe libertaire.

Instaurer des espaces de non-mixité pour les femmes peut être une bonne solution pour éviter (ou plutôt démystifier) les rapports de domination liés au sexe et au genre dans les organisations. Caroline considère que « ça allait mieux » dans les espaces non-mixtes de la *Coalition anti-masculiniste* et Sylvie ne choisit que des lieux de militances affinitaires non-mixte. Cependant, l'organisation entre femmes n'est pas une panacée pour toutes les militantes. Mireille considère que la formation d'un comité femmes dans le contexte de l'organisation de la *Marche sur Ottawa* n'a pas été concluante. Et dans le cas d'Ariane et Amélie, pour qui *Ainsi squattent-elles* est leur première implication non-mixte, elles considèrent que la non-mixité est loin d'enrayer les rapports de pouvoir. Amélie mentionne que lors des premières réunions, elle a été surprise de voir que « même dans une groupe de filles, libertaires... ben il en avait qui parlaient plus que d'autres, il y a en avait qui parlaient moins parce qu'elles se sentaient intimidées ». À ce sujet, Ariane ajoute ceci :

Moi je trouve ça vraiment *heavy*. C'est ma première expérience non-mixte et je ne pensais pas... les filles sont vraiment perfectionnistes. [...] Le perfectionnisme, moi j'aurais tendance à

²⁴¹ On fait ici référence à la tendance *Rash/Sharp*, de tradition skin-combats de rue, qui porte l'imaginaire ouvriériste. On y compte quelques femmes : les skin-girls.

²⁴² Des membres du groupe ont ajouté un autre commentaire sur la même affiche, puis elles ont refait une autre affiche et l'ont plastifiée.

dire que c'est plus fort chez les filles, [...] le besoin de reconnaissance sociale, besoin de montrer que t'es aussi bonne que les gars, que t'es aussi forte que les gars...

Mais tout n'est pas négatif en terme de gestion des rapports de genres et de sexes. Trois militantes ont mentionné que certains efforts ont porté fruit et qu'il faut souligner ces initiatives. Caroline est fière du travail accompli dans la *Coalition anti-masculiniste* par rapport à l'intervention féministe et elle est contente que, collectivement, les membres du groupe aient pris le temps nécessaire pour des discussions de fond sur ce sujet. Les deux interviewées d'*Ainsi squattent-elles* ont elles aussi un commentaire positif à formuler : elles apprécient la relation entretenue avec les militants radicaux anti-nazis qui font l'émission de radio *Quartier libre*. Amélie et Ariane mentionnent que les hommes de cette émission ont proposé de remplacer les militantes d'*Ainsi squattent-elles* pendant une semaine pour qu'elles puissent participer à une conférence sur le thème « femmes et médias » : « Il y a des trucs positifs aussi ! [Les hommes de *Quartier Libre*] nous ont remplacées et ont clairement dit : 'bon, ce soir, c'est *Ainsi squattent-ils*, parce que nos camarades libertaires d'*Ainsi squattent-elles* sont allées na, na, na...'. Ils ont fait un spécial femmes et reggae.». En somme, il faut constater les améliorations : dans tous les groupes rencontrés, des mesures sont mises en place pour favoriser la participation des femmes et enrayer les attitudes sexistes. Ces efforts doivent cependant se multiplier, aller plus en profondeur et se généraliser.

L'hétéronorme

En milieu radical, il est fréquent que la question de l'hétéronorme soit occultée. Plusieurs groupes féministes radicaux ont été critiqués à cet effet par les lesbiennes qui ont souvent choisi de s'organiser entre elles, refusant de s'engager dans des groupes où elles ressentaient de l'hétérosexisme, c'est-à-dire « la croyance en la hiérarchie des sexualités, plaçant l'hétérosexualité au rang supérieur²⁴³ ». Le même type de problématique se pose aujourd'hui sur la place des *queers* dans les groupes militants. Dans l'échantillon, il n'y a que deux groupes dans lesquels certaines personnes se définissent *queer* (*Coalition anti-masculiniste* et la *Marche sur Ottawa*) et il ne s'agit pas de militant-e-s rencontré-e-s. Peu d'exemples

²⁴³ Daniel Borrillo, *L'homophobie*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, p. 22 ; cité dans Line Chamberland et Johanne Paquin, « Penser le genre, penser l'hétérosexualité : un défi pour la troisième vague du féminisme », Maria Nengeh Mensah, *op. cit.*, p. 121.

peuvent donc être analysés. Dans la *Coalition anti-masculiniste*, une personne a critiqué l'évacuation presque complète des enjeux *queers* et lesbiens. Caroline mentionne que cette critique a été amenée aux bilans de la coalition, mais très peu analysée :

Il y a eu une critique sur l'hétérosexisme au sein de la coalition. Mais bon, cette critique-là n'a pas été énormément poussée, parce qu'on était en fin de coalition, on n'était pas beaucoup, etc. Bon, je ne suis pas non plus la mieux placée pour la faire cette critique-là. Je veux dire, la coalition... c'était des hommes, des femmes, blancs, blanches, hétérosexuel-le-s.

Dans la *Marche sur Ottawa*, la question de l'intégration d'une perspective *queer* s'est posée. Martin mentionne que certaines personnes n'étaient pas à l'aise avec le féminisme, mais encore moins avec les questions *queers* et transgenres. L'ouverture d'esprit sur cet effet demanderait davantage d'efforts et de discussions. Toujours par rapport à cette coalition, Mireille mentionne qu'une seule personne identifiable à la praxis *queer* était activement impliquée, mais plusieurs personnes du milieu *queer* de Montréal (surtout en milieu anglophone) y gravitaient, c'est-à-dire qu'*illes* s'impliquaient dans certaines tâches, mais sans participer aux réunions, à l'organisation en tant que telle. Finalement, Martin souligne qu'il y a eu davantage d'ouverture et d'acceptation des idées *queers* lorsqu'une personne d'une autre communauté culturelle a affiché son identité *queer* : les préjugés seraient tombés plus rapidement car c'est « l'un des leurs » qui avait exposé cette réalité.

Ainsi, lorsque « confrontés » à certaines nouveautés, comme peut l'être encore la question *queer*, les groupes doivent se questionner, s'ouvrir. Les *Sorcières* « se questionnent des fois pour savoir si [elles] n'évacuent pas des choses en étant hétérocentristes », tout en ne voulant pas non plus parler pour les lesbiennes. (Sara) Pour Sylvie, le rapport à l'hétéronorme dans les *Sorcières* est complexe : « Jusqu'à récemment, on était toutes en couple hétéro. C'est un peu gênant ! Sérieux, on est très, très homogènes ». Même si l'hétérosexisme n'est pas une nouvelle problématique – il y a longtemps que les lesbiennes et les gays s'organisent politiquement – il s'agit toujours d'une question épineuse en milieu radical. Mais l'ajout récent de la tendance *queer*, qui suscite de nombreux préjugés en redéfinissant la question du genre, semble aider à l'avancement des réflexions.

Sortir d'un milieu blanc et francophone

L'uniformité du milieu militant radical doit être constatée. Dans les 12 interviewé-e-s, il y a une personne qui a la peau noire et une personne anglophone, mais les 10 autres partagent les caractéristiques de la majorité des Québécois-ses : Blancs et blanches ; francophones ; né-e-s au Québec. Dans le cas des deux plus petits groupes, les *Apatrides Anonymes* et les *Sorcières*, tous les membres du groupe répondent à ces caractéristiques dans les deux groupes de la ville de Québec, on ne retrouve que des francophones. Cette uniformité est assumée par les militant-e-s : « On est tous 'Québécois de souches', francophones, même baptisés je pense » (Alexandre, *Apatrides Anonymes*) ; « À Québec, le milieu militant est blanc et francophone » (Patricia, *la Page noire*) ; « On est d'une homogénéité comme ça fait bien longtemps que je n'en ai pas vue! C'est sûr que c'est confortable » (Sylvie, *les Sorcières*).

À Montréal, il semble y avoir deux milieux militants radicaux : un milieu francophone et un milieu anglophone, ce que mentionne Mireille : « J'ai appris dernièrement, parce que plein de monde me l'ont dit, qu'il y a le militantisme franco-québécois (où on parle de classes [sociales]) et le militantisme anglo-québécois (qui est plus interculturel). Je ne sais pas si c'est vrai partout ». En ce sens, Charles déplore que la *Coalition anti-masculiniste* n'ait fait que peu d'efforts pour sortir du milieu francophone : « Je pense qu'il y a eu peut-être un peu d'anglophones qui ont participé à la manifestation. [...] Il y a peut-être eu un peu de traduction simultanée lors des ateliers du samedi, mais je pense que dans l'organisation, il n'y a pas tant d'efforts particuliers qui ont été faits » (Charles).

Selon Antoine, les *Apatrides Anonymes* est le seul groupe qui travaillent sur l'immigration d'un point de vue radical et dont les membres sont tous des Blanc-he-s francophones. Il ajoute que « c'est très rare, quatre Blancs qui s'intéressent à ça, qui ont une bonne connaissance des dossiers, qui sont prêts à appuyer toutes sortes de gens. [...] Ça fait l'affaire de bien des gens. [...] Ça été bien reçu dans les groupes, dans d'autres communautés culturelles » (Antoine). Il ajoute d'ailleurs que la majorité de la documentation est en anglais, ce qui ne cause pas de problèmes pour les membres du groupe qui maîtrisent assez bien cette langue. Ceci peut cependant être une barrière pour des militant-e-s francophones qui aimeraient s'impliquer dans ce milieu, mais qui sont peu à l'aise avec l'anglais. La

connaissance d'une deuxième langue – l'anglais dans le cas présent – est d'ailleurs le seul élément que mentionne Sara quant à la possibilité de rapports différenciés au sein des *Sorcières*. Elle affirme que les membres de son groupe affinitaire n'ont pas toutes les mêmes connaissances ou aptitudes pour parler d'autres langues et qu'il est possible qu'à certains moments, ça puisse jouer dans les rapports avec l'extérieur (contacts avec d'autres groupes et entrevues dans les médias).

En ce qui concerne le besoin de traduction, il n'est présent que dans la *Marche sur Ottawa*. Mireille mentionne l'utilisation d'environ cinq langues lors des assemblées générales, mais que les réunions de comités (ou les plus petites assemblées) étaient généralement en anglais, puisque c'était la langue de prédominance chez les sans-statut. Elle est généralement satisfaite de ce fonctionnement : « je pense que le monde est vraiment content du rapprochement Français/Anglais. Ça c'est vraiment quelque chose le fun. [...] Mais on dirait que quand t'en fais beaucoup, tu vois encore plus les espèces de trous qui manquent » (Mireille).

Les interviewé-e-s travaillant directement avec des membres de différentes communautés culturelles, c'est-à-dire les membres des *Apatrides Anonymes* et de la *Marche sur Ottawa*, ont fait part de certaines difficultés rencontrées. D'abord, certains liens entre les groupes semblent difficiles à créer pour les *Apatrides Anonymes*. Antoine considère que c'est « un milieu difficile à percer ». Par exemple, le collectif ne peut pas s'intégrer au groupe *No one is Illegal (Personne n'est illégal)* ou participer à certaines de leurs activités, puisqu'il s'agit d'un groupe de non-Blancs et de non-Blanches, ce qu'Alexandre perçoit comme une contrainte (tout en comprenant les raisons motivant ce choix). C'est d'ailleurs en terme *d'allié-e-s* que se définissent les quatre interviewé-e-s des *Apatrides Anonymes* et de la *Marche sur Ottawa*, qui sont Blancs et Blanches. Martin mentionne que cette position est un des fondements de la *Marche sur Ottawa* : « Ce sont les personnes de couleur qui doivent être à la base de l'organisation. Les Blancs, c'est plus des rôles d'appuis ».

Ce positionnement a certaines implications. Mireille explique que dans le milieu de l'immigration, l'effort a davantage été mis à créer des liens entre les personnes migrantes et

la communauté d'accueil, ce qui implique des conflits inter-communautés qui sont difficiles à gérer et même à comprendre : « C'est comme une autre étape que de créer des liens entre toutes les communautés aussi. [...] Il y a tellement de niveaux là-dedans, de dynamiques là-dedans, que ça devient assez complexe » (Mireille) ; « Des fois, juste à cause des nationalités, il y a des tensions entre des personnes de différentes communautés qui ne veulent pas travailler ensemble » (Martin). Ainsi, pour la majorité des militant-e-s, en tant que membres de la communauté culturelle d'accueil, il est souvent difficile de prendre position, de s'insérer dans ces dynamiques particulières. Il en résulte une certaine appréhension à aborder ces sujets chez les militant-e-s.

Mireille a été jusqu'à mentionner qu'au sein de la *Marche sur Ottawa*, il lui était arrivé de ressentir une certaine forme de « racisme » envers les Blancs et les Blanches, soit des jugements qui sont directement liés à la couleur de la peau de ces personnes. Ces réactions émanaient selon elle davantage des militant-e-s qui n'ont pas la peau blanche que de la part des sans-statut. Elle avoue « entendre des problèmes généralisateurs sur les Blancs », ce qu'elle juge « comme un réflexe facile et déplacé ». Plus encore, elle déplore qu'il y a une certaine « loi du tabou » par laquelle l'application des règlements se fait à deux vitesses : les règles à suivre pour les militant-e-s et les règles à suivre pour les sans-statut. Elle en donne un exemple précis :

Je m'en suis rendue compte récemment parce que j'y ai participé. Un sans-statut qui était hautement démagogique, sexiste, paternaliste, et tout cas... désagréable, vraiment intensément. Il disait des affaires pas *cool* et j'ai été une des premières à être attaquée, parce que [...] ça adonné que cette journée-là, je co-animais. Mais je n'ai pas dit un mot et il m'a démolé en assemblée générale. Parce que c'est un sans statut, tu dis rien, tu fermes ta gueule... parce qu'il a plus le droit d'être là que toi... [...] Dans le fond, on se respecte plus là-dedans. (Mireille)

En somme, les échanges interculturels demeurent complexes puisque vouloir démasquer et enrayer des discriminations qui sont vécues par d'autres engendre toujours son lot d'incertitudes quant aux interactions à avoir. Il n'en demeure pas moins qu'établir le dialogue s'avère un des meilleurs moyens pour mieux comprendre ces dynamiques, arriver à les nommer, pour ensuite travailler à les enrayer.

Qu'il s'agisse de rapports de sexes, de genres ou entre communautés culturelles, les oppressions systémiques présentes dans la société ont été intégrées et sont malencontreusement reproduites en milieu militant. D'où l'intérêt de groupes qui en font leur principal cheval de bataille. La position des allié-e-s – les hommes par rapport au sexisme, les hétérosexuel-les par rapport à l'hétéronorme, les membres de la communauté d'accueil par rapport au racisme – est toujours à redéfinir, à réévaluer, mais ces allié-e-s demeurent nécessaires. La difficulté repose encore une fois sur la nécessité, pour les militant-e-s, d'être capable de se remettre en question et d'arriver à réagir face aux comportements problématiques et inégalités que l'on retrouve dans les groupes : « se révolter contre l'influence de la société exige de se révolter, du moins en partie, contre soi-même, c'est en cela que c'est le moment le plus difficile de la liberté ²⁴⁴ ». En somme, il est positif – nécessaire même – que des personnes se situant à différents positionnements translocalisés réussissent à s'organiser ensemble, mais ces facteurs d'inégalités « de base » doivent être pris en compte. Les dynamiques découlant du pouvoir systémique demeure donc les plus difficiles à enrayer.

4.2 Militantisme versus héroïsme

Si le modèle militant de l'avant-garde et de la Révolution ne fait plus fureur, l'esprit de compétition – voire l'héroïsme militant – persiste et ce, en contradiction avec la majorité des valeurs prônées et c'est ce à quoi on fait référence en parlant de « pouvoir d'influence ». Pirotte, qui nomme ce phénomène le « super-militantisme », syndrome relié au modèle de « prêtre laïque » du star-système militant de Perrineau ²⁴⁵, expose qu'un des risques du « super-militantisme » est de créer une séparation entre les « vrai-e-s » militant-e-s et les militant-e-s à temps partiels ²⁴⁶ et donc, de hiérarchiser les luttes et les types d'implication. Ce sont principalement dans le rapport à la disponibilité, au temps mis à militer et à l'expérience militante que se forge le pouvoir d'influence.

²⁴⁴ Eduardo Colombo ; cité dans Ruben Prieto, *loc. cit.*, p. 305.

²⁴⁵ Pascal Perrineau, *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, p. 47 ; cité dans Magaly Pirotte, *op. cit.* p. 84.

²⁴⁶ *Idem*

Le temps, le temps...

Rappelons-le, militer prend du temps. Pour les militant-e-s, il s'agit d'une des principales caractéristiques de leur engagement : il faut mettre du temps pour que les valeurs et idéaux apparaissent dans l'espace public. Pour plusieurs, il faut déconstruire le rapport de causalité entre le temps mis à militer et le statut de « super-militant-e ». Ceci est particulièrement discuté par les *Sorcières* :

On a plein de beaux projets, mais soyons réalistes. 'Qu'est-ce qu'on a envie de faire et est-ce qu'on a vraiment le temps ?' Donc, on choisit. Je pense que vu qu'on est féministes radicales, l'idée, ce n'est pas d'être des *superwomen*, de faire tout. On n'est pas des *superwomen* [...] [alors] le temps est souvent problématique » (Sara).

D'ailleurs, la notion de temps a changé dans le militantisme avec la fin des grands espoirs révolutionnaires et l'arrivée de perspectives plus pragmatiques : « Ce qui change, c'est une représentation du temps. Non plus : demain sera meilleur qu'aujourd'hui ; mais demain risque d'être pire qu'aujourd'hui ²⁴⁷ ».

Consacrer beaucoup de temps est souvent associé à une relation de pouvoir, même si les avis divergent à ce sujet. Dans la *Marche sur Ottawa*, Mireille mentionne que certaines personnes considèrent qu'il y a des « super-militant-e-s » qui finissent par détenir beaucoup de pouvoir, mais elle est en désaccord avec cette analyse : « Tout le monde dit que c'est des trucs de pouvoir, mais je pense... en fait, je ne suis pas certaine que ce soit nécessairement du pouvoir. Je pense que c'est de prendre à cœur, de mettre beaucoup de temps ». Au sein d'*Ainsi squattent-elles*, le manque de temps des membres est perceptible : « Tout le monde est très, très occupé ! Mais [...] chacune donne ce qu'elle peut, quand elle peut. À date, il y a une bonne rotation » (Amélie). Ainsi, les militant-e-s sont généralement des personnes dont l'horaire est chargé et qui sont prêt-e-s à en prendre beaucoup. Au point où l'on peut y voir un désir d'impressionner, des relations de compétition sous-jacentes ou de la culpabilisation :

²⁴⁷ Jacques Ion, Spyros Franguiadakis, Pascal Viot, *op. cit.*, p. 12.

Et je viens d'un milieu aussi militant, donc je trouve que c'est vraiment mon devoir en tant que citoyenne. [...] J'ai de la misère de me la couler douce deux jours de temps (Mireille).

C'est tough de dire « moi je prends un break ». Je pense que souvent, il y a une grosse culpabilité de le faire. [...] Je pense que ça vient beaucoup de moi. Si tu te sens coupable [...], c'est pas les autres qui te le font sentir, quoique ça peut arriver... Mais en général, je pense qu'on est les pires juges de nous-mêmes (Philippe).

Ariane critique cette tendance à chercher l'approbation – voire chercher à impressionner – par la ferveur militante, entre autres prouvée par le temps mis à l'engagement :

Les filles sortent leurs agendas et disent comment elles sont occupées. Moi je pogne les nerfs... 'Regarde, on peut-tu se dire quand on est disponible au lieu de se dire quand on n'est pas disponible ? Pourquoi ? On fera pas un concours de qui est le plus occupée ici, ce soir !' Je l'ai déjà dit, une fois... ça pas super bien passé !

Donner beaucoup de temps à son engagement est souvent lié à la prise de responsabilités, à une grande connaissance des dossiers, à la possibilité d'élargir le réseau de contacts et donc... avoir davantage de leadership et d'autorité. Mais ces impacts ne sont pas perceptibles de la même façon dans tous les groupes. Au sein d'*Ainsi squattent-elles*, cette dynamique par rapport au temps est assumée. Amélie et Ariane mentionnent toutes les deux que la participation n'est pas régulière, mais elles ne le vivent pas de façon problématique. Ariane n'a « vraiment pas l'impression que l'émission repose sur les épaules de deux filles ! Tout le monde amène du jus ». Pour sa part, Amélie souligne que présentement, une des membres a davantage de temps à accorder au groupe, mais que ça ne lui donne pas nécessairement plus de pouvoir : « Une des filles est beaucoup plus disponible, ça fait qu'elle peut être plus là. Mais [...] ce que ça lui donne d'influence de plus, je pense que tout le monde est consentant à lui donner ! C'est sur le choix musical par exemple... C'est pas de gros rapports de pouvoir, hein ».

Dans la *Page noire* aussi, il est assumé que certaines personnes ont de plus grandes disponibilités pour le groupe. Et puisqu'il s'agit d'une librairie-bibliothèque où la principale tâche est justement de donner du temps pour assurer une présence dans le local, c'est une question importante de la gestion du groupe. Patricia avoue que « c'est sûr que tout le monde ne met pas le même temps. C'est des choix. Certaines personnes y sont plus », mais que cette

dynamique est « assumée et acceptée par le collectif ». Cette acceptation ne met pas à l’abri des tensions. Pour Philippe, le rapport aux disponibilités est sûrement l’élément qui a le plus d’impact dans les relations de pouvoir à la *Page noire*:

Parce que quand tu mets du temps, ou que t’es là depuis plus longtemps, la question du temps va jouer beaucoup. [...] Je pense que ça peut être, comment je dirais ça... insatisfaisant ou choquant pour des personnes qui donnent beaucoup de temps. [...] Ça a de l’impact parce que, bon, c’est sûr que si tu prends des initiatives, ça va structurer le groupe. [...] C’est probablement le principal vecteur des rapports de pouvoir pour la *Page noire* : à quel point on est investi, l’engagement, tout ça.

Dans l’organisation de la *Marche sur Ottawa*, le rapport au temps ramène la problématique des relations entre militant-e-s et sans-statut : « Ceux qui organisaient la *Marche*, c’était surtout des militant-e-s, mais c’est une question de temps. À la fin, c’était presque du 24h /jour » (Mireille). Ces propos sont corroborés par Martin qui explique davantage cette situation :

Ça a créé un peu de tensions. [...] Pour des militant-e-s, des fois c’est assez facile de trouver le temps, de faire beaucoup, beaucoup de travail. Avec les sans-statut, ils n’avaient pas le choix de travailler à temps plein [...]. Et peut-être, s’ils sont chanceux, ils vont venir une fois par mois aux assemblées ! Il y avait comme cette division de tâches : c’était surtout les militant-e-s qui faisaient les travaux quotidiens.

Le rapport au temps a donc un impact : il peut culpabiliser les personnes qui en mettent moins et octroyer plus de pouvoir à ceux et celles qui en donnent plus. La possibilité d’accorder (ou non) plus de temps à son engagement est souvent reliée à d’autres enjeux discriminatoires : le statut en lien à la citoyenneté dans le cas de la *Marche sur Ottawa*, mais aussi à la conciliation militantisme-travail et militantisme-travail-famille(enfants). Selon une enquête de Mc Adam et Paulsen, auprès de 959 personnes ayant participé à des actions militantes, la « disponibilité biographique » a un impact important sur le temps mis à militer (et l’engagement en général) : « être majeur, non marié, avoir franchi le cap difficile du début des cursus universitaires, ne pas être inséré professionnellement [...] favorisent la

participation²⁴⁸». Il n'est donc pas étonnant que l'on retrouve majoritairement des « jeunes » au sein de l'altermondialisme et des groupes choisis (*voir* chapitre 1).

L'expérience militante : un atout intimidant

Les milieux militants radicaux ne perçoivent pas tous l'expérience des membres de la même façon. Dans certains espaces, l'expérience – qu'elle soit liée aux connaissances, aux années de militantisme ou aux contacts – est très valorisée, alors que dans d'autres milieux, elle est vivement rejetée, associée à l'autorité, voire à l'autoritarisme. Pourtant, il est inévitable que certain-e-s militant-e-s soient davantage expérimenté-e-s, ce qui n'est pas en soi négatif. Cette même expérience peut cependant devenir problématique lorsqu'elle est utilisée consciemment pour discréditer d'autres voix, d'autres options :

[Des] anarchistes se considèrent comme les gardiens de l'authenticité révolutionnaire et, bien que perdant progressivement de l'importance et de la capacité d'intervention sociale auprès de ceux qu'ils prétendent défendre et émanciper, ils ne font rien d'autre que répéter mécaniquement les faits d'un passé éloigné²⁴⁹.

Quelques militant-e-s ont affirmé détenir une certaine « expertise » dans leur milieu. Par exemple, Charles mentionne que dans la *Coalition anti-masculiniste*, la majorité des hommes (dont lui) avait déjà fait des recherches sur la question du masculinisme et étaient donc davantage outillés que les femmes : « On avait cette avance-là parce qu'on travaillait sur les masculinistes depuis plus longtemps. On avait accumulé un certain bagage de connaissances. Là, il y avait un transfert de connaissances important à faire ». Antoine aussi considère que l'expérience militante qu'il détient n'est pas le lot de tous les membres des *Apatrides Anonymes*. Il considère que certaines personnes (dont lui) sont des « militants d'expérience » qui ont une « analyse politique plus développée », ce qui influence le rapport entre les membres : « J'ai l'impression [qu'un autre membre] peut se sentir un peu, comme... moins militant. Pas qu'on lui fait sentir directement ou qu'on lui dit. Moins militant, moins politisé, moins connaissant de certains sujets ou de certaines évidences pour nous, vieux militants ». Autre exemple, Sylvie mentionne que les membres des *Sorcières* ont en commun une très

²⁴⁸ Mc Adam 1998, ; cité dans « Les déterminants d'un engagement militant exigeant », *Freedom Summer 2004, op. cit.*, p. 77.

²⁴⁹ Jose Maria Carvalho Ferreira, *loc. cit.* p. 236.

bonne connaissance de la praxis féministe : « Les Sorcières, c'est toutes des filles que ça fait à peu près ou plus que 10 ans qu'elles sont féministes. Ça fait qu'on est... ça fait longtemps qu'on a des réflexions, on a toutes été portées par le mouvement étudiant ». Majoritairement, les personnes qui militent depuis longtemps, qui sont bien intégrées au milieu et qui ont des références théoriques n'en parlent pas au « je », mais au « nous », ce qui montre le malaise qu'engendre la détention de connaissances particulières dans un milieu où l'on revendique la répartition égalitaire du pouvoir et la transmission des savoirs. D'où la nécessité de travailler à reconnaître sa propre positionnalité au sein d'un groupe²⁵⁰.

D'un autre côté, certain-e-s interviewé-e-s considèrent qu'ils et elles manquent d'expériences militantes. Caroline mentionne avoir beaucoup appris dans la *Coalition anti-masculiniste*, puisque c'était un nouveau type d'implication pour elle. Mais elle avoue aussi qu'il peut être difficile de « se mesurer » à des militant-e-s expérimenté-e-s : « Tu peux te sentir écraser, toute petite. Te dire 'moi je n'y connais rien, je vais l'écouter parler' » (Caroline). D'ailleurs, s'intégrer au Comité Action de cette coalition lui « faisait peur », elle ne se sentait « pas apte à s'impliquer là-dedans ». Elle considère que ce sentiment est dû à un « savant mélange de connaissances » et qu'il y a aussi une impression personnelle de « ne pas se sentir à la hauteur ». C'est justement afin de contrer ce genre de sentiment d'insécurité que *Ainsi squattent-elles* visait à ce que des femmes n'ayant jamais fait de radio puissent s'approprier ce médium. Mais entre le discours et la pratique, il y a souvent un décalage :

La première réunion, [...] il y a une fille qui était là et qui disait « en tout cas, moi je vais être stressée à la première émission... le micro... j'ai jamais parlé ». Moi j'étais là « Yes ! », c'est ça que je voulais, c'est cool. Mais tout de suite après, il y a une des personnes [...] qui m'a dit « ouais, en tout cas, je te dis, on part vraiment débutant [...] ». Ouf ! C'est pas intéressant ça, c'est ça que je voulais moi, je voulais que le monde soit à l'aise. Moi je pense que c'est ben lié au perfectionnisme du monde... dans le fond, qui sont complexées, qui veulent avoir l'air bonnes. (Ariane)

Avouer son manque d'expérience n'est pas facile parce que ce besoin d'apprendre est souvent dévalorisé, même en milieu militant où l'égalité et la solidarité sont prônées, ce qui s'avère paradoxal. Alexandre se sent « moins expérimenté » au sein des *Apatrides Anonymes*,

²⁵⁰ Anna Kruzynski, *loc. cit.*, p. 233.

mais sans se sentir « diminué ». Il considère d'ailleurs être « un bon complément », en ajoutant que le fait d'avoir des personnes moins expérimentées dans un groupe est bénéfique : « les personnes qui ont moins d'expérience militante ont quelque chose de *fun* à apporter – je pense – qui est une naïveté et un optimisme. Et ils ont pris moins de plis, de tics militants » ! D'ailleurs, l'expérience s'avère une perception, une conception subjective²⁵¹ et, afin d'être cohérent-e-s avec leurs idéaux, les militant-e-s ne devraient jamais brimer une personne parce qu'elle ne détient pas les mêmes connaissances ou le même vécu.

Age et scolarité

L'expérience s'acquiert bien sûr en bonne partie avec l'âge. Dans la majorité des groupes, il y a une certaine homogénéité de l'âge des militant-e-s (voir Appendice 2). Au sein de la *Coalition anti-masculiniste* et de *Ainsi squattent-elles*, de l'âgisme, c'est-à-dire des rapports de pouvoir dus à la différence d'âge, ont été mentionnés. À la *Coalition anti-masculiniste*, ces rapports sont liés, selon Caroline et Charles, à l'expérience militante et universitaire de certains membres : « Moi, il y a des bouts où j'écoutais du monde parler et je me disais 'oh ! wow !', mais ce n'était pas tant genré que de l'âgisme, des connaissances intellectuelles, de scolarité » (Caroline) ; « Il y avait beaucoup d'universitaires [...] Ça, je pense que ça jouait [sur les rapports] [...] parce que quelques gars connaissent beaucoup le sujet » (Charles). Au sein du groupe *Ainsi squattent-elles*, certaines militantes sont considérées moins proches du groupe, ou moins incluses. Ariane considère qu'il est ici question d'âgisme puisqu'il s'agit des personnes les plus jeunes du groupe.

Dans les entrevues réalisées, l'âgisme est souvent relié à la scolarité. Il faut rappeler que la totalité des interviewé-e-s sont allé-e-s à l'université, ce qui n'a rien de singulier par rapport au milieu militant en général. Plusieurs militant-e-s considèrent d'ailleurs qu'une scolarité plus élevée peut donner davantage de pouvoir. Selon Martin, c'était le cas dans la *Marche sur Ottawa* : « c'est clair qu'il y avait des divisions entre du monde qui étudiaient les politiques internationales à l'université, qui avaient comme le langage, le vocabulaire pour écrire, ce que n'avait pas le monde qui n'ont pas la même éducation ». Ariane et Philippe tiennent pour

²⁵¹ Daniel Colson, *op. cit.*, p. 114.

leur part à mentionner qu'il y a aussi une tendance à mépriser ce qui émane de l'université aussitôt que les militant-e-s quittent ce milieu : « Presque tout le monde [de la *Page noire*] a fait des sciences sociales, presque tout le monde est passé par l'université Laval. Mais bon, il peut y avoir des attitudes d'université *bashing* » (Philippe).

Dans le milieu militant radical, l'importance accordée aux connaissances théoriques – principalement rattachées au milieu universitaire – peut amener certaines tensions. D'abord, il y a un désir de vulgarisation et de distanciation par rapport aux connaissances théoriques. Ce désir est lié à la volonté de rejoindre un plus grand nombre de personnes et de ne pas se cantonner dans des formules hermétiques. Ce sont surtout les membres d'*Ainsi squattent-elles* qui expriment cette volonté : « Il y a une grosse volonté de vulgariser de toute façon. Quand il y a des contenus plus théoriques, ils sont toujours amenés de la façon la plus accessible possible » (Amélie) ; « C'est clair qu'on priorise comme sujet le monde impliqué directement dans les luttes » (Ariane). Selon Patricia, certaines tâches peuvent être liées à un travail plus « académique », mais il n'y a pas de travail de type théorique à la *Page noire* :

C'est sûr qu'il y a des gens qui ont des connaissances théoriques plus que d'autres, mais ça va être mis au service. Une personne peut dire 'je vais faire ça sur l'ordi', 'on va faire telle base de données', [...] mais on ne fait pas de travail théorique, parce qu'on n'écrit pas de texte au nom de la *Page noire*.

Malgré le désir de distanciation de la théorie, Philippe et Ariane, qui soulignaient d'ailleurs qu'il y avait un certain *backlash* contre le milieu universitaire, assument que le « public » visé, c'est-à-dire les personnes auxquelles s'adressent le plus souvent les actions des groupes militants radicaux, demeurent surtout des universitaires ou des personnes à l'aise avec le contenu universitaire : « Faut pas s'en faire accroire non plus, c'est beaucoup des gens étudiants ou militants déjà qui viennent à la *Page noire* » (Philippe). Une émission d'*Ainsi squattent-elles* ayant été jugée « trop théorique », Ariane réagit ainsi : « Trop théorique ? De quoi on parle là? On es-tu vraiment en train de s'adresser aux classes populaires nous autres avec une émission féministe libertaire ». Au nom de l'accessibilité, les militant-e-s ne doivent donc pas renier leurs propres connaissances, puisque l'objectif est plutôt de les transmettre.

À l'intérieur des groupes, il arrive qu'il y ait des tâches plus spécialisées. Philippe, qui s'inclut dans cette dynamique à la *Page noire*, mentionne que certaines personnes – par intérêt ou par capacité – s'occupent davantage de tâches cléricales que des tâches manuelles ou d'entretien. La spécialisation des tâches est un sujet qui est très discuté par les *Sorcières*. Sylvie considère qu'avec d'anciennes membres du groupe, il y avait « une hiérarchie : jobs techniques, jobs intellectuelles ». Pour Sara, les intérêts et aptitudes de chacune des *Sorcières* peuvent engendrer de tels rapports, ce dont les membres sont d'ailleurs conscientes :

On essaie de ne pas avoir de rôles prédéfinis. Comme une des filles, elle aime beaucoup la théorie dans la vie et elle a un talent pour la verbaliser. Je n'ai pas ce talent-là, mais on essaie de partager nos compétences, pour que ça ne soit par toujours elle qui soit la théoricienne de service ! [...] Je pense que c'est quelque chose qui a déjà été verbalisé : « j'ai pas envie d'être la ça de service, ou telle autre affaire de service ». Je ne parlerais pas de conflits, mais de partage de compétences.

La spécialisation des tâches (liée à l'individuation) est une des caractéristiques de l'engagement distancié, analysé par Ion et reprise par Sommier. Encore une fois, on constate que les interviewé-e-s se distancent des portraits généraux de l'altermondialisme.

Ne voulant pas s'engluer dans une dynamique de spécialisation des tâches, les *Sorcières* choisissent d'en discuter lorsque certains événements surviennent. Sylvie avoue qu'il lui est arrivé d'être « ben jalouse » des projets d'études supérieures de certaines membres, mais qu'elle a réussi à le verbaliser : « On a un assez bon niveau de confiance et d'intimité pour le dire tout de suite. Ça se règle avant que ça dégénère ! », ce qui est corroboré par Sara : « ça a créé peut-être parfois un sentiment de... de frustration ou d'inégalité, mais [...] le fait qu'on a une bonne dynamique de groupe permet aux personnes qui se sentent peut-être moins à l'aise de le verbaliser ». Il en ressort que certaines « inégalités » sont inévitables, mais que ces rapports peuvent être déhiérarchisés lorsque démystifiés. Avoir du « pouvoir d'influence » n'oblige pas de l'utiliser à mauvais escient. Il est plutôt nécessaire de mettre à profit les connaissances et l'expérience.

Transmettre les savoirs

L'intégration de nouvelles personnes aux groupes radicaux est l'un des moments où l'on retrouve inévitablement une répartition inégalitaire du pouvoir, mais ces situations peuvent être gérées de différentes façons. Certains des groupes choisis (ou certaines membres de ces groupes) ne cherchent pas, du moins contextuellement, à élargir leurs rangs. Ceci peut d'ailleurs s'expliquer en partie par la difficulté de réellement intégrer de nouvelles personnes dans des groupes où la dynamique et la culture groupales sont agréables et bien rôdées. Sara explique cette réalité : « C'est super intimidant d'arriver devant un groupe où tout le monde se connaît, une gang, parce que c'est ça aussi, on ne se le cachera pas. Nous [*les Sorcières*], on est très proche, donc c'est un peu intimidant ».

La majorité des groupes ont développé des fonctionnements concrets pour favoriser l'intégration des nouveaux et nouvelles membres. Dans le cas des *Sorcières*, les femmes désirant intégrer le groupe sont appelées à préalablement lire les journaux produits par le groupe pour voir si elles sont à l'aise avec les positions politiques. Sara explique que l'organisation d'une première rencontre informelle devient « quelque chose de plus relax qu'une réunion pour voir si ça peut bien fonctionner, si ça clique, ça peut être comme faire un souper. » Militer est donc lié au développement de liens de sociabilité et d'appartenance. Au sein de la *Page noire*, l'intégration est « plus laxiste » aux dires de Philippe, mais les membres du groupe renvoient le nouveau ou la nouvelle à une seule personne qui va pouvoir lui montrer le fonctionnement général de la librairie. Dans le comité médias de la *Marche sur Ottawa*, dont Martin était membre, l'intégration et la formation allaient de pair. Celui-ci l'explique par l'expression « each one teaches one » : « Il faut toujours essayer de passer les apprentissages. Il faut être sûr que chaque personne soit capable de faire les tâches [...]. Avec l'équipe de média, on a fait des formations pour apprendre au monde comment faire des communiqués de presse ou comment parler aux médias » (Martin).

Dans le cas d'*Ainsi squattent-elles*, un des premiers objectifs était de « s'apprendre des choses ». Amélie considère que la partie des réunions critiquant les émissions précédentes a

toujours été faite dans un « esprit constructif » et elle l'envisage comme un des aspects positifs du groupe. Ariane trouve plutôt que cette même partie des réunions est souvent pénible et elle l'associe surtout au perfectionnisme des membres. Les deux militantes de l'émission de radio féministe libertaire ont cependant toutes deux formulé certains problèmes quant à la façon de « s'apprendre des choses » : certaines des membres avaient davantage d'expérience de radio et pouvaient utiliser cet argument – surtout au début – pour agir de façon jugée un peu contrôlante. Il s'agissait surtout de critiques techniques (ex. les bruits de micro). Amélie déplore que certaines des critiques aient été formulées *live*, immédiatement après l'émission, ce qui pouvait être démoralisant et insultant. Ariane considère que l'utilisation d'arguments d'autorité pouvait servir à favoriser une conception de l'émission, soit la recherche d'un certain perfectionnisme. Toujours selon Ariane, ceci est d'ailleurs un des éléments ayant eu pour effet de décourager une des membres du groupe, au point où elle a décidé de quitter l'émission. Il s'agit donc ici d'un usage négatif du pouvoir d'influence.

Dans le cas de réunions plus larges, comme celles de la *Marche sur Ottawa*, il y a plus souvent de nouvelles personnes qui s'ajoutent. Pour que celles-ci se sentent à l'aise, les membres de cette coalition ont mis sur pied un processus d'intégration. Il s'agissait d'une présentation avant les assemblées pour mettre à jour et intégrer les nouvelles personnes, fonctionnement copié sur celui de la *CLAC*²⁵². Mireille déplore que ce mode d'intégration n'ait jamais *réellement* fonctionné. Elle l'explique ainsi :

Il y a la dynamique où les personnes ne se reconnaissent plus entre eux, ils n'ont jamais d'espace pour parler alors ils vont parler ensemble informellement avant la rencontre. Il y a quand même une ou deux personnes qui faisaient l'effort de parler un peu [aux nouvelles personnes], mais je dirais que le processus d'intégration est probablement une des affaires que moi je remettais en question, mais je ne sais pas comment le faire bien.

Les contacts peuvent également influencer sur l'intégration. Par exemple, lorsqu'une réunion d'*Ainsi squattent-elles* a dû être annulée, toutes les membres ont été mises au courant, sauf une, qui était d'ailleurs nouvellement intégrée au groupe. Sylvie souligne que l'intégration est une partie difficile, tant pour les nouvelles personnes que celles qui travaillent à intégrer

²⁵² Convergence des luttes anti-capitalistes.

d'autres membres. Elle mentionne aussi qu'il lui est arrivé d'être confrontée à une situation particulièrement difficile, soit d'avoir l'impression que la personne nouvelle ne pourrait jamais réellement intégrer un groupe féministe dont elle était membre :

Mais c'est toujours difficile, dans les groupes de femmes, je l'ai vu dans les groupes féministes et je l'ai vu dans les centres femmes et je l'ai vu dans plein de places. Comment on fait pour *kicker* dehors une fille qui ne *fit* pas et qui ralentit tout le monde !? Comment on fait pour bien intégrer les nouvelles ? Parce qu'on se rend compte, après coup, parce qu'on est impliqué. On a passé plein de réunions à se demander « qu'est-ce qu'on fait ? », parce que tout le monde le sent, mais personne le dit ! [...] Comment on fait pour avoir un processus féministe là-dedans ?

Ces questionnements renvoient aux paradoxes entre les principes et la pratique. Les processus mis en branle concrètement pour favoriser l'intégration ne sont pas en soi un gage de succès. Il est donc nécessaire que la dynamique d'un groupe soit modifiée avec l'intégration de nouvelles personnes. Pour les militant-e-s à la recherche d'un groupe restreint ou affinitaire, ceci pose davantage problème puisqu'il est plus difficile de renoncer à une dynamique confortable d'un groupe « tricoté serré ». Sara affirme d'ailleurs que les membres des *Sorcières* ne peuvent pas non plus « faire semblant de ne pas être amies ». Ariane avoue ne pas être « trop ouverte au recrutement » pour *Ainsi squattent-elles* parce qu'elle ne veut pas que « ça se dilue », c'est-à-dire que le groupe en vienne à prendre moins de positions radicales en raison d'un plus grand nombre de féministes qui ne sont pas libertaires. Ce n'est que dans une perspective A-révolutionnaire que ces appréhensions peuvent être comprises.

Il faut donc en conclure que l'intégration demeure un *work in progress* où plusieurs éléments interfèrent : la volonté des nouvelles personnes à s'intégrer, leur disponibilité, leurs affinités avec les autres membres, leurs expériences / connaissances du groupe et du milieu, mais aussi – et surtout – l'ouverture du groupe et de ses membres. En effet, les attentes (voire les exigences) envers les nouvelles personnes doivent être claires et les groupes doivent être prêts à adapter leurs pratiques pour que chaque membre puisse y être à l'aise. L'intégration passe donc aussi par la création d'un lien d'appartenance, comme l'exprime Sylvie lorsqu'elle fait référence à son propre cheminement au sein des *Sorcières* :

Et moi je ne me suis jamais vraiment sentie comme une vraie nouvelle, parce que j'ai suivi toute l'histoire des *Sorcières*, j'ai toujours été proche. Mais je dirais que ça m'a pris du temps avant d'arrêter de dire « les » *Sorcières*... Je veux dire, parler de « les *Sorcières* elles font ça » mais

parler au « je ». Ça, je dirais que ça m'a pris un autre six mois pour arrêter de me voir comme partenaire ou témoin des *Sorcières*, mais membre... Pas membre à part entière, parce que je l'étais, j'étais bien intégrée. Mais c'est la question de l'identité et du sentiment d'appartenance...

En somme, puisque l'appartenance au groupe est importante pour les militant-e-s et que ceux/celles-ci sont des *acteurs et actrices* de leurs milieux (et non des supporteurs ou des spectateurs)²⁵³, l'intégration de nouvelles personnes n'est pas un processus aisé. Il s'agit d'une situation répandue, mais problématique pour des militant-e-s qui clament leurs désirs d'ouverture. D'ailleurs la théorie et la pratique ne vont pas toujours de pair, ce que doivent assumer les militant-e-s :

Dans la réalité, en fait, beaucoup de militants interviewés voient bien la difficulté de la mise en œuvre de nouveaux principes organisationnels. En particulier, ils reconnaissent le décalage qui existe entre un modèle participatif et horizontal et le fonctionnement réel, souvent hiérarchique et excluant.²⁵⁴

Les militant-e-s doivent être conscient-e-s de leur propre influence – ou pouvoir de proposer, soutenir des positions, puis de convaincre – au sein de leur milieu afin d'établir des rapports égaux.

4.3 Action directe et désobéissance civile

Aucune question d'entrevue n'a été posée sur les choix d'actions et de tactiques des groupes. Il est cependant pertinent de souligner brièvement l'impact des actions directes dans les dynamiques de groupe, ce à quoi fait référence le « pouvoir d'action ». La désobéissance civile et les actions directes sont très valorisées dans le milieu militant radical. Le positionnement individuel de chaque militant-e à ce sujet ; les implications de ces tactiques au niveau légal ; la peur des figures d'autorité ; le désir de transmettre le connaissance en terme de sécurité et la place qu'occupent les discussions sur ces sujets au sein des groupes

²⁵³ Valérie-Anne Mathéo-Le-Luel, *op. cit.* (Voir partie 1.2)

²⁵⁴ F. Poletta, "Freedom is an Endless Meeting Democracy in American Social Movements", 2002 ; cité dans Donatella Della Porta, *loc. cit.*, p. 69.

sont autant d'éléments qui permettent de concevoir l'influence de cet enjeu dans l'engagement militant radical.

Pour Antoine, faire de l'action directe fait partie de son engagement : « Je me mouille dans l'action aussi depuis longtemps, [...] je me considère comme un militant, parce qu'il y a aussi la notion de prendre des risques ». Ces propos montrent que l'action directe, la force – voire la virilité – sont encore bien présents dans les conceptions militantes. La majorité des autres interviewé-e-s ont des positions moins fermes à ce sujet, mais il n'y a que les femmes qui se sont positionnées individuellement sur la question. Sylvie est pour la non-violence ; Caroline, qui avoue sa peur de l'action directe, souligne que « c'est le côté du militantisme » qu'elle essaie de « travailler » ; Mireille n'a pas résolu cette question : « jusqu'à quel point, quel type de confrontation j'aime, quel type auquel je ne participerais pas », spécifiant cependant qu'elle préfère être « celle qui pousse les limites de l'art » et Sara assume ne plus pouvoir faire certaines actions directes en raison de choix professionnels²⁵⁵.

Plusieurs militant-e-s insistent sur le fait que leurs perceptions de l'action directe et de la désobéissance civile sont intrinsèquement reliées à leurs conséquences légales. Caroline mentionne que depuis qu'elle s'est fait arrêter dans un cadre militant, elle a « encore plus, plus, plus la chienne ». Antoine sent qu'à certains moments, la peur d'être judiciarisé et d'avoir un casier criminel peut jouer sur la motivation de certains membres des *Apatrides Anonymes* à faire des « actions radicales ». Toujours au sujet des *Apatrides Anonymes*, Alexandre explique que les actions choisies peuvent « tomber dans l'illégal ou dans le flou, parce qu'il y a des choses légales, mais pour lesquelles on peut se faire arrêter quand même et subir un procès trois ans plus tard ». Ce flou entre les actions légales et illégales touche particulièrement les membres de la *Marche sur Ottawa*. En effet, Martin affirme que leur groupe est assez ciblé par la police et par les agents d'immigration. Il l'explique ainsi :

Ça serait assez facile pour les flics de tomber sur une marche, de *pogner* du monde et de ramasser les déporté-e-s. Alors, on savait [que dans la *Marche sur Ottawa*], qu'il n'y aurait

²⁵⁵ Certaines professions ne peuvent pas être exercées par des personnes ayant un casier criminel, ce à quoi se risquent les militant-e-s faisant de l'action directe.

vraiment pas beaucoup de sans-statut qui participeraient. [...] Les flics, ils essaient de perturber nos actions, juste par la présence, la peur, la répression²⁵⁶.

Lorsqu'il est question d'action et de répression, la peur est un élément qui revient souvent. Qu'elle soit reliée à l'action policière, aux lois en matière d'immigration, aux masculinistes ou aux néo-nazis²⁵⁷, cette peur structure le rapport au militantisme, mais aussi les liens entre militant-e-s. Mireille en parle ainsi : « Ce qu'ils appellent au Chiapas la guerre à basse intensité, ici ce n'est pas au niveau des morts, c'est au niveau de jouer sur les sentiments de peur ». Pour sa part, Caroline exprime clairement son sentiment de peur : « Moi j'ai toujours eu la chienne des autorités, je fonds devant l'autorité. J'aime pas l'autorité, des fois je peux me *crinquer* et les envoyer chier, les écœurer vraiment solide, mais je ne le sais jamais. Est-ce qu'il va arriver dans le moment où je m'écrase, où je me sens toute petite » ? Ce sentiment d'insécurité face aux figures d'autorité a un impact sur les choix d'actions de Caroline, mais aussi sur ses lieux d'implication, en faisant en sorte – par exemple – qu'elle ne se sentait pas « à la hauteur » pour faire partie du comité action de la *Coalition anti-masculiniste*. Au sein des *Sorcières*, les membres sont « pas mal au même niveau de potentiel de peur », selon Sylvie, ce qui altère leur choix d'action et de campagnes.

Discuter des impacts de l'action directe (tant au niveau de la judiciarisation que du sentiment de peur et d'insécurité) s'avère important pour plusieurs militant-e-s. Dans les *Sorcières*, elles tentent d'être « à l'écoute des limites de chacune » (Sara); les *Apatrides Anonymes* ne vont « jamais pousser quelqu'un contre son gré » et ce sont « des sujets dont [les membres] parlent beaucoup » (Alexandre). Mais les discussions préalables ne suffisent pas toujours. C'est souvent au moment de l'action que les rapports se corsent :

On n'apprend toujours pas à s'écouter dans le feu de l'action. [...] On ne se fait pas confiance, on pense qu'on va avoir raison. On ne veut pas identifier des personnes leaders, ce qui est tout à fait normal, mais en même temps, on ne sait peut-être pas à qui se référer non plus. On prône tout le temps la démocratie directe, mais dans le feu de l'action, on ne prend jamais le temps

²⁵⁶ Plusieurs arrestations / déportations de militant-e-s de Solidarité sans Frontières ont eu lieu. Voir, par exemple, « Déportation Canada : un compte-rendu de la lutte des Arellano-Díaz », Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ), consultation en ligne (7 décembre 2007) : <http://www.cmaq.net/fr/node/21699?PHPSESSID=b301861a8db67688ca22765235a25492>

²⁵⁷ Tous ces éléments ont été mentionnés en entrevue.

pour s'arrêter, pour dire « ok, qu'est-ce qu'on fait là, qu'est-ce qu'on fait maintenant ? ». Et cette journée-là, la journée d'actions [de la *Coalition anti-masculiniste*], on aurait eu le temps de la faire avant que les flics décident que c'était fini. [...] On aurait eu le temps de se réunir, d'être tout le monde ensemble, de retrouver un rapport de force. Ça a *chié*, mais pas en termes d'organisation, mais bien en termes d'imprévu et d'attitude générale de groupe que tu peux vachement pas prévoir. (Caroline)

En effet, les moments d'actions directes sont des espaces organisationnels en soi où il est particulièrement difficile d'appliquer les principes de liberté, d'égalité et de solidarité. Mis à part en de rares périodes de *debriefing* ou de bilans, il y a d'ailleurs peu d'espaces de discussion à ce sujet. La brutalité policière et la répression politique sont donc des éléments qui influencent les groupes, qui jouent sur leurs choix d'actions et leurs prises de position. Il est donc d'autant plus nécessaire que les militant-e-s détenant du pouvoir d'action, c'est-à-dire la possibilité, la capacité et l'envie d'entrer en confrontation plus directement exposent préalablement (donc, avant l'action) leurs désirs, mais aussi les limites qu'ils et elles se donnent.

Conclusion

Ce bref tour d'horizon sur la question de l'action directe et de la désobéissance civile permet que d'entrevoir la complexité engendrée par la répression policière. La peur et/ou la frustration d'être brimé-e en raison de convictions politiques peut avoir des effets paradoxaux : attiser davantage la colère ou l'anéantir. Il est donc nécessaire pour les militant-e-s d'arriver à collectiviser leurs sentiments à ce sujet. Malheureusement, dans les groupes, il n'est pas toujours facile d'exprimer sa peur et son angoisse, surtout que les actions militantes sont encore souvent alimentées par une vision héroïque de l'engagement. Le besoin de valorisation et le désir de détenir du leadership (pouvoir d'influence) sont des éléments qui expliquent en partie ce « syndrome ». Il faut dire aussi que l'expérience qu'acquiert une personne dans son milieu teinte sa façon de faire, tout comme la perception que les autres ont d'elle. La difficulté de transmission (tant des connaissances que de l'expérience) est d'ailleurs déplorée par les militant-e-s. Mais les tensions que l'on retrouve au sein des groupes militant-e-s ne sont pas uniquement reliées aux niveaux de connaissances techniques, à l'âge des personnes ou aux divergences d'opinion au sujet des types d'action à

entreprendre. Il y a aussi des problèmes découlant d'oppressions systémiques qui ont été intégrés par les militant-e-s et qui sont reproduits au sein même des groupes. C'est particulièrement le cas des oppressions liées au patriarcat (sexisme et hétéronorme) et au racisme.

L'engagement implique donc plus qu'une prise de position. Un travail de gestion des rapports de pouvoir inhérents aux relations sociales doit aussi, voire d'abord, se faire au sein des groupes militants. Les écrits de Kruzynski, Graeber ou Dupuis-Déri font particulièrement état de certaines de ces pratiques ou remises en question, prouvant ainsi que la frange radicale de l'altermondialisme cherche la cohérence entre les moyens utilisés pour arriver à ses fins. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que les réflexions sur les inégalités reproduites au sein des groupes et le travail sur les modes de fonctionnement internes ne s'avèrent pas l'unique objectif poursuivi par les groupes. Les militant-e-s s'intéressent *autant* au pan intérieur qu'au pan extérieur de la lutte, et c'est ce qui explique, du moins en partie, leurs difficultés évidentes à appliquer leurs prises de positions.

CONCLUSION

Militant-e-s contre militant-e-s ?
Militar sans s'aliéner ?
Militar sans manipuler ?
Militar sans confisquer le pouvoir ?

Si des militant-e-s se posent ces questions aujourd'hui, c'est qu'ils et elles commencent à « entendre une image » qu'ils et elles voulaient ignorer et qu'ils et elles ont poussé jusqu'à la caricature.²⁵⁸

L'altermondialisme est un mouvement de plus en plus connu, mais sa frange radicale semble surtout retenir l'attention lorsqu'elle est à la source d'actions directes ou de coups d'éclat. Cette étude se veut une exploration des autres facettes de l'engagement militant radical. Grâce à la participation de 12 militant-e-s de Montréal et de Québec, on en sait davantage sur la façon dont cet engagement est vécu, sur le fonctionnement des groupes et sur les tensions internes qu'on y retrouve. Retenons d'abord que pour ces activistes, l'engagement est perçu comme un mode de vie et se manifeste *ici et maintenant*. L'engagement est une façon de combattre la peur et la tristesse face à un avenir envisagé négativement. Des contradictions semblent donc quelques fois inhérentes à cette façon de vivre le militantisme : comment arriver à appliquer des idéaux radicaux, *ici et maintenant*, sans toutefois souscrire à un modèle d'application (ou une préfiguration par l'espoir révolutionnaire) ? Ni la littérature sur l'altermondialisme, ni les militant-e-s rencontré-e-s ne semblent en mesure de répondre à cette question.

Les radicaux-les partagent des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. Mais dans le contexte social actuel, où la désillusion a acquis une place de choix, c'est souvent par la négative que les militant-e-s arrivent à définir leurs visées : ils est elles sont *contre* le

²⁵⁸ Michel Lecointe, *op. cit.*, p. 186.

capitalisme, le patriarcat, le racisme, l'État, l'impérialisme, l'hétérosexisme, etc. Bien sûr, les militant-e-s aspirent à mettre en place des rapports qui sont cohérents avec leurs idéaux. Si la Révolution n'est pas envisagée pour demain, des changements doivent tout de même se faire dès aujourd'hui. Mais la mise en place (aussi restreinte soit-elle) de rapports exempts de toutes oppressions ou inégalités n'est pas une mince tâche. Les militant-e-s sont donc continuellement confronté-e-s à des situations où ils et elles doivent choisir : travailler à construire des rapports *réellement* égalitaires entre militant-e-s, au prix d'une faible visibilité dans l'espace public, ou passer outre certaines problématiques inhérentes aux relations (à la base) inégalitaires entre militant-e-s afin d'atteindre un objectif d'action fixé collectivement ? Aucune de ces deux options ne convient parfaitement à tous les activistes. Le militantisme est donc un processus exigeant, un *work in progress* dont les objectifs ne sont jamais totalement atteints.

Un autre aspect difficile à assumer pour les militant-e-s s'avère leur rapport au pouvoir. S'engager – au sein des groupes et non uniquement de façon individuelle et sectorisée – apporte des connaissances, de l'expérience et (dans la majorité des cas) davantage de confiance en soi. Toutes ces caractéristiques donnent une position de leadership qui est d'ailleurs nécessaire dans les joutes oratoires que sont, le plus souvent, les espaces de démocratie directe. Cependant, lorsqu'il n'est pas réparti ou déhiérarchisé (où lorsque le pouvoir *sur* ne se transforme pas en pouvoir *avec*), ce même leadership que détiennent les militant-e-s peut engendrer des dynamiques inégalitaires, créer des hiérarchies et reproduire des manifestations d'oppressions systémiques, ce contre quoi les militant-e-s se battent pourtant. Voilà donc une autre raison expliquant certaines contradictions des radicaux-les et leur difficulté – voire, leur incapacité – à *réellement* mettre en pratique ce à quoi ils et elles aspirent.

La littérature sur l'altermondialisation permet de comprendre le contexte dans lequel évoluent les activistes rencontré-e-s. Le contexte d'individuation, l'attachement au présent, l'intérêt pour des modes organisationnels fluides perçus en terme de réseaux et l'importance accordée à l'affinitaire sont toutes des caractéristiques qui sont à la fois décrites par les principaux

auteur-e-s d'études sur cette grande mouvance²⁵⁹ et représentatives des douze militant-e-s rencontré-e-s. Cependant, les interviewé-e-s détonnent quelques fois de ces grands portraits généraux. Même dans les études du même type (les mémoires de maîtrises faits au Québec²⁶⁰), on remarque certaines différences entre militant-e-s en raison de l'adhésion aux idéaux radicaux dont se réclament les douze personnes rencontré-e-s. En effet, ils et elles se rattachent, pour la plupart, à des tendances idéologiques radicales, en particulier l'anarchisme et le féminisme radical, ce qui influence à plusieurs niveaux leurs aspirations et leurs conceptions de l'engagement.

Un tel militantisme s'imbrique dans toutes les sphères de vie, il influence les choix d'étude, de professions, de lieux d'habitation et bien sûr, de relations. Pour les activistes, le militantisme apporte beaucoup : des connaissances, des amitiés, un sentiment du « devoir accompli », de l'*empowerment*, de l'espoir. Aussi, être membre d'un groupe militant implique y mettre du temps, de l'énergie, être capable de se positionner, mais également se remettre en question et finalement, chercher à tendre vers plus de cohérence (dans le quotidien, les rapports, la militance...). Cette recherche d'intégrité semble difficile dans un contexte où les activistes de la présente génération baignent dans une certaine désillusion sociétale. A-révolutionnaires, les militant-e-s vivent dans un présent qui les révolte, mais qu'ils et elles ne savent comment changer. Tel qu'exposé par Holloway et Benasayag, ils et elles se retrouvent davantage dans une position de négation, de contre ou anti-pouvoir²⁶¹. Leurs choix sont donc à la fois pragmatiques et incertains : quelques fois ils et elles choisissent les actions d'éclat dans l'espace public alors qu'à d'autres moments, ils et elles se réfugient dans les cavernes que sont leurs groupes militants restreints.

Dans ce contexte d'engagement, les groupes deviennent en effet des espaces prenant une grande importance. Les formes d'organisation diffèrent selon ce que les activistes y cherchent : des liens de confiance et un espace que l'on fait sien (les groupes affinitaires), un lieu de réseautage, d'élargissement de luttes et de réactions aux événements (les coalitions)

²⁵⁹ Jacques Ion, *op. cit.*, Isabelle Sommier, *op. cit.*, Tim Jordon, *op. cit.*, Donatella Della Porta, *op. cit.*, Anne Quéniart et Isabelle Jacques, *op. cit.*, etc.

²⁶⁰ En particulier, ceux de Magaly Pirotte, *op. cit.*, et Valérie-Anne Mathéo-Le-Luel, *op. cit.*

²⁶¹ John Holloway, *op. cit.*, Miguel Benasayag, *op. cit.*

ou un espace de rencontres, une « base » où militantisme et quotidien se mêlent (les espaces). Plusieurs codes (plus ou moins formels) mis en place permettent aux personnes impliquées de se sentir « bien » au sein du groupe choisi. Dans certains groupes, dont le membership est plus homogène (comme les *Apatrides Anonymes*, les *Sorcières* ou *Ainsi squattent-elles*), on tend à fonctionner plus informellement, en laissant davantage d'espace pour chaque individu. Au contraire, au sein des groupes hétérogènes où les membres sont plus nombreux, des règles de fonctionnement claires sont nécessaires afin de ne pas tendre vers une dynamique inégalitaire.

D'ailleurs, les militant-e-s s'intéressent aux modes de fonctionnement qu'ils et elles mettent en place et à leurs impacts. Les règles de procédure des groupes sont donc sujettes à changement et soumises aux réflexions. Cette capacité d'adaptation est souvent facilitée par les liens d'affinité qu'entretiennent les militant-e-s. Les douze personnes rencontrée-s s'impliquent avec des personnes avec qui ils et elles partagent des liens de proximité primaires (des membres de la famille, des amoureux-ses, des voisin-e-s) ou avec qui ils et elles développent des affinités qui débordent souvent du cadre politique (des ami-e-s, des collègues, des camarades). Ces liens aident les militant-e-s à exprimer leurs espoirs, leurs craintes et leurs difficultés.

Finalement, les liens d'amilitant-e-s n'inhibent pas les tensions et les situations conflictuelles au sein des groupes. Les militant-e-s, malgré leur bonne volonté et les règles de procédure mises en place, n'arrivent pas toujours à combattre les rapports inégalitaires. Simplement nommer ces rapports peut même s'avérer un défi de taille. D'abord, la reproduction des oppressions systémiques est une situation à laquelle les groupes n'échappent pas : on retrouve souvent, au sein des groupes, des comportements sexistes ou racistes et ceux-ci ne sont pas toujours dénoncés. Pourtant, ce sont bien ces oppressions systémiques qui sont décriées et combattues dans l'espace public.

D'autres rapports problématiques sont liés à une mauvaise utilisation de l'influence détenue par les militant-e-s. Forts de leur expérience (militante ou de vie), de leurs connaissances (théoriques ou/et pratiques) ou de leur position d'autorité dans un groupe, des activistes

peuvent intimider d'autres personnes et ainsi, nuire à leur mouvement et contredire leurs propres idéaux. En plus de ces éléments sur lesquels les militant-e-s ont du pouvoir, c'est-à-dire qu'ils et elles peuvent travailler à changer les choses (d'ailleurs, ils et elles y travaillent), d'autres facteurs extérieurs entrent aussi en considération, tel que le rapport à l'action directe, à la brutalité policière et à la peur de la répression. Mais il ressort de ces situations qu'il est d'abord nécessaire de démystifier les comportements tendancieux, les rapports inégalitaires et les intimidations (ce qui n'est pas fait systématiquement dans les groupes) pour ensuite espérer y remédier.

Que faut-il en retenir ? D'abord, que les militant-e-s radicaux-les ne sont pas les seul-e-s à avoir de telles réflexions, remises en questions et à vivre ces paradoxes. Par exemple, bien des groupes communautaires partagent ces impressions et auraient souvent intérêt à ouvrir leurs œillères et retenir les cheminements des groupes militant-e-s radicaux. Les recherches de Nancy Guberman, sur le fonctionnement de groupes de femmes institutionnalisés, ont d'ailleurs été utilisées dans cette étude pour expliquer les bases de la praxis féministe. Pour les groupes de femmes : « les pratiques démocratiques et l'action politique sont des éléments essentiels de leur mission²⁶² ».

Cependant, selon Guberman, l'*empowerment* est prôné à titre d'intervention individuelle pour toutes les femmes fréquentant les organismes, alors que la pratique de la démocratie directe (ou la participation collective), ne s'applique – le plus souvent – qu'uniquement aux intervenantes (les salariées). Ainsi, il ne faut pas juger les contradictions des radicaux-les trop rapidement : Guberman a d'ailleurs mentionné que « les représentantes des groupes [de femmes] ont même reconnu ouvertement les contradictions et les ambiguïtés qui caractérisent leurs pratiques et leurs philosophies²⁶³ ». Encore une fois, arriver à nommer ces problématiques s'avère déjà une avancée, tant pour les groupes de femmes que pour les groupes radicaux.

²⁶² Nancy Guberman, *loc. cit.* p. 64.

²⁶³ *Idem*

Il ne faut pas non plus oublier le contexte de fatalisme et de négation dans lequel s'inscrivent les activistes rencontré-e-s. Chercher à réhabiliter le radicalisme est déjà un immense défi pour eux et elles. Rappelons que pour Philippe, il est nécessaire de mettre en pratique dès maintenant les idéaux, parce que « c'est l'idée de faire *là*, de ne pas attendre ». Mais pour Ariane, les militant-e-s ne peuvent justement pas attendre d'avoir des rapports parfaitement égalitaires pour agir : « vas-tu attendre que les processus soient parfaits avant de t'organiser, je pense qu'il y a des limites ». Il semble donc que ce sentiment d'urgence – parce qu'il serait *déjà* trop tard pour changer quoi que ce soit – gruge les aspirations des militant-e-s et pourrait même avoir pour effet d'affaiblir leur idéalisme, ce qui pourrait expliquer – en partie – leurs difficultés à appliquer leurs idéaux de liberté, d'égalité et de solidarité. Mais au sujet de leurs désillusions, espérons qu'ils et elles se trompent.

APPENDICE 1 :

Tableau 1 : Description des groupes

<i>Groupes</i>	Ainsi squattentelles	Apatrides Anonymes	Coalition anti-masculiniste	Marche sur Ottawa	Page noire	Sorcières
<i>Pseudonymes</i>	Amélie Ariane	Alexandre Antoine	Caroline Charles	Martin Mireille	Patricia Philippe	Sara Sylvie
<i>Ville</i>	Québec	Montréal	Montréal	Montréal	Québec	Montréal
<i>Durée</i>	Printemps 2006	Environ 1999	Décembre 2004 à Juin 2005	Env. Nov. 2004 à Juin 2005	Été 2002	Environ 1998
<i>Membership</i>	Env. 14 femmes	4 membres depuis 2 ans	Env. 20 membres	Env. 35 membres	Env. 10 membres	5 femmes depuis 1 an
<i>Type</i>	Espace/ Affinitaire	Affinitaire	Coalition	Coalition/ Réseau	Espace/ Réseau	Affinitaire
<i>Sujets/ Idéologies</i>	Féminisme libertaire / autogestion	Immigration	Lutte au masculinisme / féminisme radical	Immigration / sans-statut	Autogestion / Indymédia	Féminisme radical/ Lutte au patriarcat
<i>Activités principales</i>	Émissions de radio hebdomadaire, recherche	Action, recherche, réseautage, soutien	Ateliers, conférences, action, recherche/réflexion	Action, soutien, réseautage, recherche	Permanence, réseautage, financement	Réflexion, recherche, atelier, action, soutien

Tableau 2 : Les caractéristiques socio-économiques des interviewé-e-s

Pseudonyme	Groupe militant	Âge	Ville	Nombre d'années de militance	Occupation(s)	Scolarité
Caroline	Coalition anti-masculiniste	27	Montréal	10	Caissière temps plein, Étudiante (2 ^e cycle)	Bac en histoire Maîtrise en cours (études allemandes)
Charles	Coalition anti-masculiniste	25	Montréal	9	Organisateur communautaire	Bac et Maîtrise en science politique
Mireille	Marche sur Ottawa	27	Montréal	10	Chômeuse (ancien emploi : communautaire)	Bac en travail social
Martin	Marche sur Ottawa	23	Montréal	8	Organisateur communautaire	Secondaire ; Études féministes [non complétées]
Philippe	La Page noire	26	Québec	7	Chômeur (ancien emploi : communautaire)	Bac en anthropologie ; études féministes [non complétées]
Patricia	La Page noire	28	Québec	11	Organisatrice communautaire	Bac en science politique
Amélie	Ainsi squattent-elles	24	Québec	6	Serveuse temps plein, Étudiante (2 ^e cycle)	Bac et Maîtrise (en cours) en sciences politiques
Ariane	Ainsi squattent-elles	28	Québec	8	Chômeuse (ancien emploi : chargée de cours universitaire)	Bac en littérature, maîtrise en éducation
Sylvie	Les Sorcières	27	Montréal	9	Formatrice/organisatrice communautaire	Bac en communication, certificat en droit social et du travail
Sara	Les Sorcières	27	Montréal	6	Étudiante à temps plein Assistante de recherche (temps partiel)	Bac et scolarité de maîtrise en histoire, Bac en droit (en cours)
Alexandre	Apatrides Anonymes	30	Montréal	7	Agent de bureau	Bac en urbanisme
Antoine	Apatrides Anonymes	33	Montréal	15	Agent de recherche en toxicomanie (milieu communautaire)	Bac en travail social

APPENDICE 2

Schéma d'entrevue

- 1) Caractéristiques personnelles
 - A. Sexe, âge, lieu d'habitation et d'origine, occupation, scolarité
 - B. Qu'est-ce que le militantisme pour toi ?
Pourquoi milites-tu ?
 - C. Depuis quand milites-tu ?
Intégration
 - D. Quelles sont tes expériences d'engagement les plus marquantes ?
 - E. Qu'est-ce que le militantisme t'apporte ?
 - F. Comment jumelles-tu le militantisme à tes autres occupations ?
- 2) Fonctionnement du groupe
 - A. Comment définis-tu le groupe dans lequel tu es impliqué-e ?
 - B. Comment fonctionne-t-il ?
Mode de rencontre, durée, fréquence ; nombre de personnes ; ouverture
 - C. Quel est votre rapport à la procédure « structurée » ?
Intégration ; animation et prise de notes ; procédures délibératives ; prise de décision
 - D. Quelle est ta perception face au fonctionnement du groupe ?
Adéquat ou empreint de lourdeur ?
Facilite-t-il la participation ?
3. Rapport général aux processus
 - A. Quel type de relation as-tu avec les membres du groupe ?
Création de liens particuliers ; rapports conflictuels
 - B. Est-ce que tu considères que les membres ont des rapports égalitaires ?
Partage du leadership
 - C. « Liste d'épicerie » :
Rapports sexe/genre ; nationalités/couleurs de peau ; langue ; âge ; expérience ; scolarité ; moyens financiers ; contacts ; rapport théorie/pratique ; communication ; disponibilité et temps ; amitiés/couples ; rapport à l'action...
 - D. Est-ce que ces rapports sont discutés entre vous ?
 - E. Commente l'idée que « la fin justifie les moyens »
 - F. Qu'est-ce qui est le plus important pour toi, les processus d'organisation ou les finalités d'action ?
4. Qu penses-tu des aspects abordés dans l'entrevue ?
Aimerais-tu ajouter quelque chose ?

APPENDICE 3

Les principes de l'Action Mondiale des Peuples (AMP)

Tiré de :

« L'AMP, c'est quoi ? »

http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/fr/lamp_cest_quoi.htm

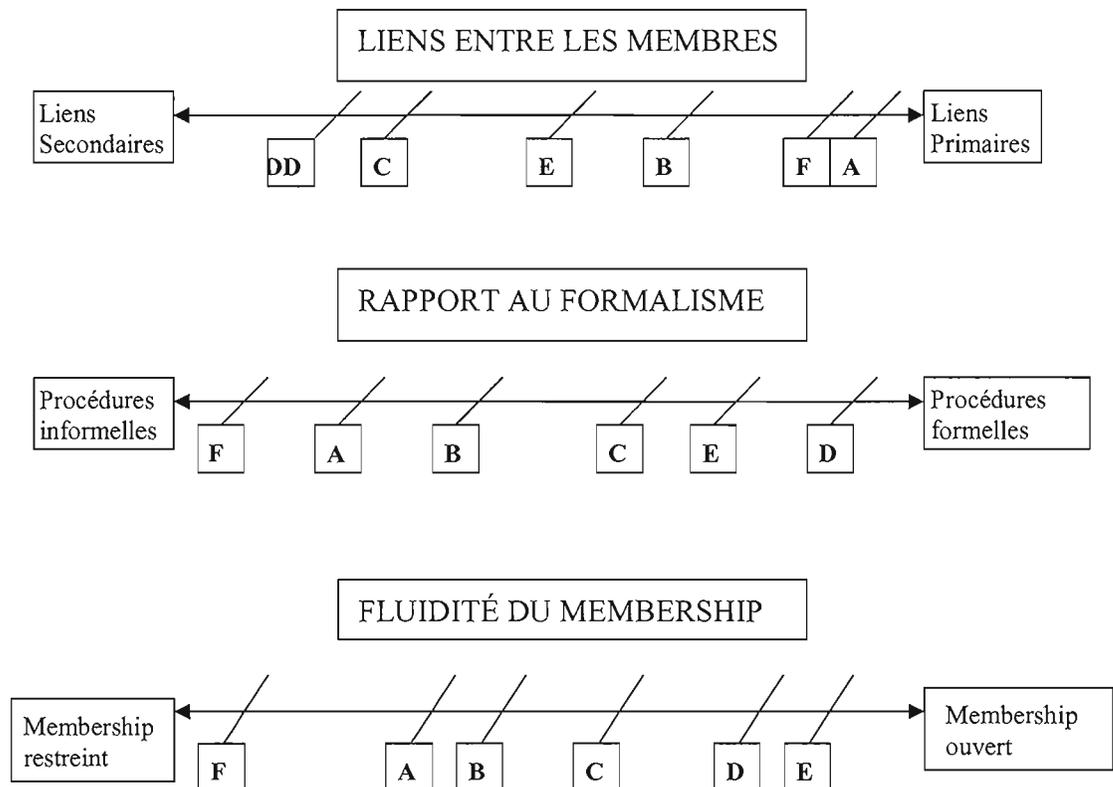
1. UN rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
2. UN rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
3. UNE attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le "lobbying" puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
4. UN appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien des luttes et des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial
5. UNE philosophie organisationnelle basée sur la décentralisation et l'autonomie.

APPENDICE 4 : Le positionnement des groupes

Légendes

A. Apatrides Anonymes
C. Coalition anti-masculiniste
E. La Page noire

B. Ainsi Squattent-elles
D. Marche sur Ottawa
F. Les Sorcières



APPENDICE 5 : Les Sorcières

« Le plaisir d'être féministe » (Éditorial)
Le journal du collectif féministe radical les Sorcières
Contre le patriarcat, le capitalisme et l'État
 Vol. 3, no. 5, mai 2003

On a souvent l'impression que de se définir comme féministe est une corvée. Et plus souvent qu'à notre tour on se plaint de la double tâche de militante, de tous les noms dont on se fait traiter ou des contradictions internes qui nous animent. Mais sans dire que ces plaintes sont sans fondement, nous croyons qu'il est maintenant temps de célébrer un peu les heures de plaisir que cela nous procure. [...]

Par où commencer ? Les rires ? Les liens ? Le soutien ? Premièrement, parlons du phénomène de groupe non-mixte. Bon là je sais, les gars, vous comprendrez rien. Mais c'est la vie, et de toute manière, ce texte n'est pas pour vous. On dirait que quand une bande de filles se retrouvent ensemble, la dynamique est complètement différente. [...]

Au fut et à mesure que les liens se tissent, on devient peu à peu un genre de famille (Bon là je vire kétéine!). Non, non! Pas une famille nucléaire patriarcale, mais la sororité féministe. On sait, avant d'ailleurs à chaque réunion, qu'on va pouvoir parler franchement, partager nos problèmes, les théoriser, en comprendre la source et, peut-être même, les régler. Je ne veux pas dire que c'est un cercle de psychologie collective, mais veut, veut pas, on se rend vite compte que l'on est pas la seule qui vit certains problèmes, que d'autres les ont vécus, et qu'elles y ont survécues (Et oui!). [...]

Si je regarde, personnellement, le chemin que j'ai parcouru depuis ma première réunion des Sorcières, je n'ai d'autre choix que d'attribuer le développement de ma pensée et de mon discours politique aux Sorcières. Cela nous a permis de mettre des mots sur ce que nous vivons, de comprendre les malaises, les oppressions que nous subissons et de les analyser sur un point de vue politique et systémique. [...]

L'espace non-mixte est extrêmement important dans le développement d'une solidarité et d'un discours politique. C'est un espace où il y a moins de compétition, où on n'a pas le sentiment de devoir performer afin d'être écoutée. [...] On y obtient le soutien nécessaire pour continuer la réflexion, pour prendre notre temps, trouver les mots, les organiser et finalement construire une pensée logique. S'il y a un malaise, on peut en parler sans risquer pour autant d'être jugée en fonction d'un camp ou d'un autre. [...]

Le sentiment de confiance et d'accomplissement que cela nous apporte n'a pas de prix. Et il est l'œuvre de la solidarité développée lors de ces réunions. Non seulement c'est satisfaisant sur le plan personnel, mais également dans notre lutte contre le patriarcat, puisque cela permet de mettre les problèmes sur la table. [...]

APPENDICE 6 : Les Apatrides Anonymes

**Court film – Déportation Canada**

Mercredi, Février 14, 2007 - 16:56

Un court métrage qui reconstitue une déportation et qui explique qu'elle peut être annulée si quelque chose est fait!



Les Apatrides Anonymes vous présentent le vidéo promotionnel DÉPORTATION CANADA, qui s'adresse à tout voyageur s'envolant vers des destinations exotiques telles le Maroc, le Mexique, le Pakistan, la Syrie, la Colombie... Ce court-métrage éducatif met en vedette une personne déportée, son compagnon de voyage ainsi que le personnel de bord. Mais la véritable vedette du film c'est VOUS!

Les Apatride Anonymes (AA) ont joué cette mini-pièce lors de différents événements tels le Salon du tourisme de Montréal, les Audiences publiques de la Commission populaire sur les mesures de sécurité en immigration ou la Marche "Un statut pour tous et toutes", organisée par Solidarité sans frontières.

Nous sommes un groupe d'action, d'appui et de sensibilisation sur les droits des migrants et migrantes avec ou sans statut. Nous avons organisé des actions de dénonciation des politiques canadiennes en matière d'immigration au moyen de tracts, de banderoles, de consultations populaires, d'actions de décoration, en plus d'avoir créé un journal. Nous visons aussi tous les acteurs privés qui sont complices des politiques répressives des autorités gouvernementales en matière d'immigration.

Author: Apatrides anonymes

Mail contact: apatridesanonymes@resist.ca

Suggested link: video.google.fr/videoplay?docid=-8310100954629635870

<http://www.cmaq.net/fr/>

APPENDICE 7 : La Coalition anti-masculiniste

PLATE-FORME : <http://www.antipatriarcat.org/antimascu/>

Nous sommes une coalition d'individu-e-s féministes et pro-féministes qui vise à dénoncer, dans un contexte de la montée de la droite, de l'extrême droite et du relativisme politique, les discours et actions réactionnaires cherchant à dénigrer et à détruire les acquis sociaux gagnés par les femmes, pour les femmes.

1. Le masculinisme : une mouvance de droite

Nous nous opposons au masculinisme. Le masculinisme est une mouvance réactionnaire qui s'oppose au changement social porté par le mouvement féministe. Il défend une vision traditionnelle de la famille et des rapports sociaux entre les sexes. Nous rejetons ces valeurs conservatrices et luttons pour l'émancipation des femmes et des hommes hors du carcan patriarcal. [...]

2. Le masculinisme, un renforcement du patriarcat

Le discours masculiniste est multiple, fortement stéréotypé et met souvent de l'avant une vision du genre masculin axée sur la virilité, l'agressivité, le contrôle et le machisme tandis que les femmes devraient, par « nature », être douces, compréhensives, et surtout, obéissantes. Plusieurs masculinistes défendent une définition rigide du rôle des hommes et des femmes, et considèrent le lesbianisme et l'homosexualité comme une anomalie et un affront à la nature.

3. L'égalité : toujours un objectif

L'égalité entre les sexes n'a pas été atteinte et les hommes occupent toujours une place dominante dans la société et non pas, comme les masculinistes tentent de le faire croire, un statut de victimes face aux femmes. [...]

4. Les hommes ne sont pas des victimes

Il n'existe pas un nouveau système social qui infériorise les hommes. [...] Nous affirmons, au contraire, que les droits des femmes ont heureusement changé le modèle de la famille traditionnelle qui imposait aux hommes et aux femmes des rôles sociaux rigides calqués sur les stéréotypes sexuels, rôles sociaux encore trop souvent reproduits dans notre société. [...]

5. Le mythe du naturel

[Les masculinistes] nient le processus de socialisation et de construction sociale [...]. Par le fait même, les masculinistes tentent de consolider le rôle prédominant des hommes dans les domaines de pouvoir et d'influence tels que la politique, au nom du naturel et au détriment de l'égalité.

6. La violence : une réalité

[...] Nous considérons que la violence masculine est un outil de sanction visant à rappeler aux femmes leur rôle dans le système patriarcal. C'est un fait social inacceptable qu'il faut enrayer et nous rejetons vigoureusement les propos affirmant que cette violence serait naturelle ou symétrique. Rappelons que certains masculinistes vont jusqu'à légitimer cette violence.

7. Avortement, contraception : libres et gratuits

Plusieurs masculinistes réclament des droits sur le ventre des femmes. Nous sommes déterminé-e-s à lutter contre la contrainte à la maternité, à défendre et renforcer l'accessibilité et le droit à l'avortement et aux moyens de contraception. [...]

8. Vernis scientifique

Afin d'opposer la pseudo-oppression de certains hommes à l'oppression des femmes, les masculinistes ont souvent recours à l'utilisation de statistiques douteuses et hors contexte, en plus de créer des concepts de toutes pièces (ex.: syndrome du faux souvenir, violence conjugale symétrique). [...]

APPENDICE 8 : La Marche sur Ottawa : Personne n'est illégal

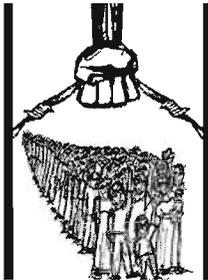
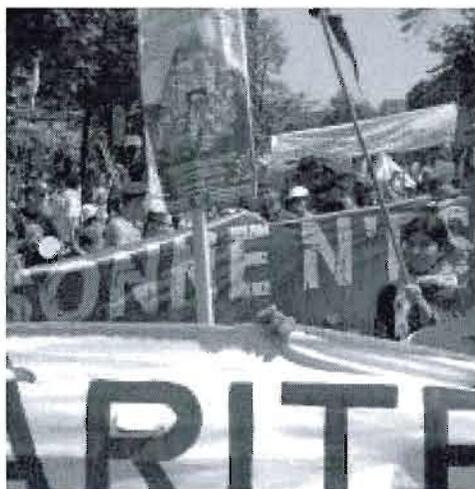
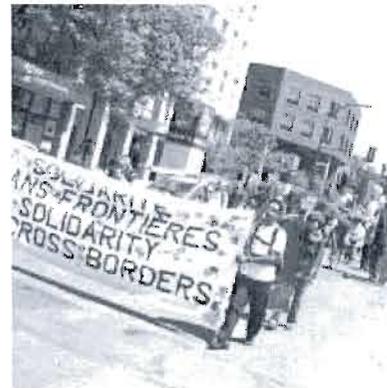


PHOTO-REPORTAGES (juin 2005-décembre 2007)

Photos du Centre des médias
alternatifs du Québec (CMAQ)
cmaq.net



**Le 19 juin 2005:
Jour 2 de la marche sur Ottawa par
Solidarité sans frontières**



APPENDICE 9 : Ainsi squattent-elles

AINSI SQUATTENT-ELLES

Émission de radio féministe et libertaire qui squatte les ondes de CKIA FM 88,3, les jeudis à 20h00, en rediffusion les vendredis à 10h AM!

<http://www.ainsise.blogspot.com/>

Qui êtes-vous ?

Previous Posts

- Ainsi squattent-elles
- Coop l'AgitéE
- Gratuivorisme
- Émission du 14 juin
- Émission du 7 juin
- Première émission - 31 mai
- Lancement du blog de l'émission «Ainsi squattent-e...



Nom : Ainsi squattent-elles
CKIA FM 88,3
Lieu : Québec, Canada

21.7.06

Ainsi squattent-elles Émission du 19 juillet

Le 19 juillet, Anne-Marie, Eve-Marie et Joëlle sont aux commandes! Lecture des Monologues du vagin afin de se réapproprier ce terme qui nous appartient et qui bien souvent, nous répugne nous-mêmes en tant que femmes.

Entrevue avec Julie, du groupe affinitaire féministe Les plottes complotent de Montréal.

Chronique sur Julie Doucet, auteure québécoise de BDs.

posted by Ainsi squattent-elles at 9:37 AM

APPENDICE 10 : La Page noire



La Page noire

Librairie sociale autogérée

BABILLARD

■ De Limoilou à Saint-Roch... La Page noire réouvre ses portes!

Bonjour camarades et ami-es de La Page noire,

Un petit mot pour vous annoncer que la librairie sociale autogérée La Page noire réouvre ses portes à partir du 1er septembre, dans le quartier Saint-Roch, à côté du café-bar autogéré l'AgitéE, au 265 rue Dorchester.

L'inauguration officielle se fera le jeudi 27 septembre de 5 à 7 à 9 à 11... mais la librairie sera ouverte tout le mois de septembre du mardi au dimanche de midi à 17h et le vendredi et jeudi jusqu'à 21h00.

■ Soirée-cabaret - 1^{er} mai

Pour le Premier Mai – Journée internationale des travailleuses et des travailleurs – le collectif de la Page noire vous invite une soirée-cabaret soulignant l'esprit de résistance au capitalisme et le désir de révolution.

Musique, poésie, politique... et plus encore!
Avec la participation de Guernica, Filon d'or, DJ Silteplait et plusieurs autres.

Mardi le 1er mai à partir de 19h00
Au Café-Bar l'AgitéE, 251 Dorchester (Québec)
Contribution volontaire à l'entrée.

Une présentation de la Page noire
412, 3^e avenue
Québec (Québec)
Tél. : (418) 648-8043

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaires et ouvrages de références

- Antliff, Allan (dir. publ.). *Only a Beginning : An Anarchist anthology*. Vancouver : Arsenal Pulp Press, 2004.
- Bonte, Pierre, et Michel Izard (dir. publ.). *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Coll. « Quadrige ». Paris : Presses Universitaires de France, 1991.
- Boudon, Raymond. *Dictionnaire critique de la sociologie*. Paris : Presses Universitaires de France, 2000.
- Busnel, François. *Les mots du pouvoir : précis de vocabulaire*. Paris : Vinci, 1995.
- Colson, Daniel. *Petit lexique philosophique de l'anarchisme : de Proudhon à Deleuze*. Paris : Librairie générale française, 2001.
- Descarries, Francine, et Shirley Roy. *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée : essai de typologie*. Ottawa : ICREF/CRIAW, 1988.
- Detienne, Marcel (dir. publ.). *Qui veut prendre la parole ?* Coll. : « Le genre humain ». Paris : Le Seuil, 2003.
- Gauthier, Benoît (dir. publ.). *De la problématique à la collecte des données*, 4^e ed. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 2003.
- Hirata, Hélène, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Sénotier (dir. publ.) *Dictionnaire critique du féminisme*. Paris : Presses Universitaires de France, 2000.
- Selltiz, Claire, Lawrence S. Wrightsman et Stuart W. Cook.. *Les méthodes de recherche en sciences sociales*. Montréal : HRW, 1977.

Études :

- Agrikoliansky, Éric, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir. publ.), *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005.

- Aguiton, Christophe, Miguel Benasayag, Bernard Cassen, Nadia Demond, Gustave Massiah, Philippe Merlant, Bruno Rebelle, Patrick Viveret, Gilbert Wasserman et Chico Whitaker. *Où va le mouvement altermondialisation ? et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*. Coll. « sur le vif ». Paris : La Découverte, 2003.
- Aubernas, Florence et Miguel Benasayag. *Résister c'est créer*. Paris : La découverte, 2002.
- Aubin, France. « La « nouvelle résistance » : stratégies de publicisation déployées par des intellectuels critiques de la globalisation (1994-2005) ». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006.
- Baba, Morjane. *Guerilla kit : Nouvelles ruses et techniques de la lutte anticapitaliste : nouveau guide militant*. Paris : La découverte, 2003.
- Barker, Colin, Alan Johnson et Michael Lavalette (dir. publ.). *Leadership and Social Movements*. Manchester : Manchester University Press, 2001.
- Barlow, Maude, et Tony, Clarke. *La bataille de Seattle : sociétés civiles contre mondialisation marchande*. Paris : Fayard, 2002.
- Beaudry, Antoine. « La dynamique des genres : redéfinitions des genres dans les représentations sociales des libertaires dijonnaisEs », D.E.A., Dijon, Université de Bourgogne, 2003.
- Benasayag, Miguel, et Diego Sztulwark. *Du contre-pouvoir, de la subjectivité contestataire à la création de contre-pouvoirs*. Paris : la Découverte, 2000.
- Benasayag, Miguel, et Dardo Scavino, *Pour une nouvelle radicalité*, Paris : la Découverte, 1997.
- Bourdieu, Pierre. *Contre-feux 2 : pour un mouvement social européen*. Paris : Raisons d'Agir, 2001.
- Bensaïd, Daniel. *Résistance : essai de topologie générale*. Paris : Fayant, 2001.
- Bey, Hakim. *TAZ zone autonome temporaire*, Paris : L'Esprit frappeur, 1998.
- . *L'art du chaos : stratégie du plaisir subversif*. Paris : Nautilus, 2000.
- Brown L., Susan. *The Politics of Individualism : Liberalism, Liberal Feminism and Anarchism*. Montréal/New York : Black Rose Books, 2003.
- Cassen, Bernard. *Tout à commencé à Porto Alegre : mille forums sociaux !* Paris : Mille et une nuits, 2003.

- Castells, Manuel. *L'ère de l'information : Le pouvoir de l'identité*. Paris : Fayard, 1999.
- Chomsky, Noam. *De l'espoir en l'avenir : propos sur l'anarchisme et le socialisme*. Coll. « Instinct de liberté ». Montréal : Comeau et Nadeau, 2001.
- Churchill, Ward. *Pacifism As a Pathology : Reflections on the Role of Armed Struggle in North America*. Winnipeg : Arbeiter Ring, 1998.
- Della Porta, Donatella, et Mario Diani. *Social Movements : An Introduction*. Oxford : Blackwell Publishers, 1999.
- Denis, Serge. *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui : Le déclin du politique comme procès de politisation ?* Québec : Presses de l'Université Laval, 2005.
- De Sève, Micheline. *Pour un féminisme libertaire*. Montréal : Boréal Express, 1985.
- Dever, Carolyn. *Skeptical Feminism : Activist Theory, Activist Practice*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 2004.
- Dupuis-Déri, Francis. *Les Black Blocs, la liberté et l'égalité se manifestent*. Montréal : Lux Éditeur, 2003.
- Farro, Antimo. *Les mouvements sociaux: diversité, action collective et globalisation*. Coll. «Politique et économie ». Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2000.
- Fillieule, Olivier. *Stratégies de la rue : les manifestations en France*. Paris : Presses de Sciences po, 1997.
- Fortin, Maxim. « La résurgence de la contestation radicale en Amérique du Nord ». Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2005.
- Fougier, Eddy. *Altermondialisme : le nouveau mouvement d'émancipation ?* Paris : Lignes de repères, 2004.
- Gastil, John. *Democracy in Small Groups : Participation, Decision Making and Communication*. Philadelphie : New Society Publishers, 1993.
- Geleiderloos, Peter. *Consensus : A New Handbook for Grassroots Social, Political, and Environmental Groups*. Tuscon : See Sharp Press, 2006.
- Guberman, Nancy, Danielle Fournier, Jennifer Beeman, Use Gervais et Jocelyne Lamoureux. *Innovations et contraintes des pratiques organisationnelles féministes : rapport de recherche*. Montréal : Centre de formation populaire, 1997.

- Guillaumin, Colette. *Sexe, race et pratique du pouvoir : de l'idée de Nature*. Paris : Côté-Femmes, 1992.
- Herngren, Per. *Path of Resistance : The Practice of Civil Disobedience*. Philadelphie : New Society Publishers, 1993.
- Holloway, John. *Change The World Without Taking Power, 2e ed.* Londres : Pluto Press, 2005.
- Jordan, Tim. *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...* Paris : Autrement, 2003.
- Ion, Jacques. *La fin des militants ?* Paris : De l'Atelier/Éditions Ouvrières. 1997.
- Ion, Jacques, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*. Paris : Autrement, 2005.
- Laurin-Frenette, Nicole, Yolande Cohen et Kathy Ferguson. *Femmes. Pouvoir Politique Bureaucratie*. Lyon : Atelier de création libertaire. 1984.
- Leclerc Chantal. *Comprendre et construire les groupes*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 1999.
- Lecoite, Michel. *Les militants et leurs étranges organisations*. Paris : Syros, 1983.
- Lingard, Bob et Peter Douglas. *Men Engaging Feminisms : Pro-feminism, Backlashes and Schooling*. Buckingham : Open University Press, 1999.
- Losson, Christian et Paul Quinio. *Génération Seattle, les rebelles de la mondialisation*. Paris : Grasset, 2002.
- Martinez, Caroline. « D'un collectif à l'autre : Étude de la mouvance féministe radicale lyonnaise ». D.E.A. de sociologie, Lyon, Université Lyon 2, 2002.
- Mathéo-Le-Luel, Valérie-Anne. « De la pensée et de l'action : L'engagement de jeunes dans le mouvement anti-altermondialiste au Québec ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 2005.
- Mensah, Maria Nengeh (dir. publ.) *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Montréal : Remue-Ménage, 2005.
- Piotte, Jean- Marc. *La communauté perdue : petite histoire des militantismes*. Coll. « Études québécoises ». Montréal : VLB éditeur , 1987.
- Neveu, Érik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Coll. « Repères ». Paris : La Découverte, 1996.

- Pagé, Geneviève. « Reinventing the Wheel or Fixing It ? A Case Study of Radical Feminism In Contemporary Montréal ». Mémoire de maîtrise, Ottawa, Carleton University, 2006.
- Pirotte, Magaly. « Modalités, formes et significations de l'engagement au sein des collectifs du mouvement de justice globale : étude de cas auprès de 16 militant-e-s montréalais-es ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006.
- Pyne Addelson, Kathryn. *Impure Thoughts : Essays on Philosophy, Feminism, and Ethics*. Philadelphie : Temple University Press, 1991.
- Queniart, Anne et Isabelle Jacques. *Apolitiques les jeunes femmes ? Regard sur les formes et le sens de leur engagement*. Montréal : Relais Femmes, 2002.
- Reynaud, Jean-Daniel. *Les règles du jeu : L'action collective et la régulation sociale*. Paris : Armand Colin, 1993.
- Sommier, Isabelle. *Le renouveau des mouvements contestataires : à l'heure de la mondialisation*. Paris : Flammarion, 2003.

Articles, actes de colloques et chapitres de livres :

- Ackelsberg, Martha. « Rethinking Anarchism/Rethinking Power : A Contemporary Feminist Perspective ». In Lyndon Shanley, Mary et Uma Navayan (dir. publ.). *Reconstructing Political Theory : Feminist Perspectives*. University Park Pennsylvania state University Press, 1997.
- Alvarez, Elvita, et Lorena Parini. « Engagement politique et genre : la part du sexe ». *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, no. 3, 2005.
- Beazamy, Brigitte. *Mouvements dits anti-mondialisation et appropriation du cadre d'analyse féministe : Colloque Genre et Militantisme – Gender and Activism* (26-27 nov. 2004). Université de Lausanne.
- Bertolo, Amedeo. « Pouvoir, autorité, domination : une proposition de définition ». In *Pouvoir et sa négation*. Lyon : Atelier de Création libertaire, 1984.
- Boireau-Rouillé, Monique. « Conflictualités et politique ». *Réfractions : Pouvoirs et conflictualités*, no. 17 (hiver 2006- printemps 2007).
- Boulouque, Sylvain. « Les libertaires d'hier à aujourd'hui ». *Recherche socialiste*, no. 11, (juin 2000).

- Carvalho-Ferreira, Jose-Maria. « Contradictions et limites de l'anarchisme aujourd'hui ». In De Bellefon, Renaud, David Michels, et Mimmo Pucciarelli. *L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire des femmes, d'hommes et de leurs imaginaires : Colloque* (Toulouse, 27-28-29 octobre 1999). Lyon : Ateliers de Créations Libertaires, 2001.
- Chauvin, Stéphanie. « L'engagement militant et l'utopie aujourd'hui ». In De Bellefon, Renaud, David Michels, et Mimmo Pucciarelli. *L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire des femmes, d'hommes et de leurs imaginaires : Colloque* (Toulouse, 27-28-29 octobre 1999). Lyon : Ateliers de Créations Libertaires, 2001.
- Colombo, Eduardo. « Le pouvoir et sa reproduction. Une articulation du symbolique ». In *Pouvoir et sa négation*. Lyon : Atelier de Création libertaire, 1984.
- . « Les formes politiques du pouvoir ». *Réfractions : Pouvoirs et conflictualités*, no. 17 (hiver 2006- printemps 2007).
- Couillard, Marie-André. « La représentation politique face à la dérive technocratique. Les groupes de femmes de la région de Québec et la solidarité féministe ». In Manon Tremblay, et Caroline Andrew (dir. publ.), *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*. Montréal : Remue-ménage, 1997.
- Creagh, Ronald. « Contre l'abolition du rêve ». In De Bellefon, Renaud, David Michels, et Mimmo Pucciarelli. *L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire des femmes, d'hommes et de leurs imaginaires : Colloque* (Toulouse, 27-28-29 octobre 1999). Lyon : Ateliers de Créations Libertaires, 2001.
- Della Porta, Donatella. « Démocratie en mouvement : les manifestations du FSS, les liens aux réseaux ». *Politix : Militants de l'altermondialisation*, vol. 17, no. 68. 2004.
- Delphy, Christine. « Les théories du patriarcat ». In Hirata Hélène, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Sénotier (dirs. publ.). *Dictionnaire critique du féminisme*. Paris : Presses Universitaires de France, 2000.
- . « Penser le genre : quels problèmes ? ». In Hurtig, Marie-Claude et al. *Sexe et genre : de la hiérarchie entre les sexes*. Paris : CNRS, 1991.
- Dieu, François. « La violence d'État en action : essai sur la violence policière ». In *Violences et pouvoirs politiques*. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 1996.
- Dupuis-Déri, Francis. « En deuil de révolution ? Pratique et pensées anarcho-fatalistes ». *Arguments*, vol. 6 (Printemps/Été 2004).
- . « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage ». In Agrikoliansky, Éric, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir. publ.), *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005.

- . « Le bonheur est dans le pré : mouvement altermondialiste et campements temporaires autogérés ». *Possibles*, vol. 29, no. 2, 2005.
- Duriez, Hélène. *Autonomisation de la cause «anti-patriarcale» et nouveaux espaces d'engagement féminin : de l'occultation au traitement des questions de genre dans le milieu militant lillois: Colloque Genre et Militantisme – Gender and Activism* (26-27 nov. 2004). Université de Lausanne.
- Falquet, Jules. « Trois questions aux mouvements sociaux 'progressistes'. Apport de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux ». *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, no. 3, 2005.
- Farrow, Lynne. « Feminism as Anarchism ». In *Quiet rumours : an anarcho-feminist reader*. San Francisco : AK Press USA, 2002.
- Fillieule, Olivier. « Proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de science politique*, vol.51, no. 1-2, 2001.
- Graeber, David. «The New Anarchists», *New left review*. 2002. Colligé dans le *Recueil de texte du collectif anticapitaliste La Rixe*. Québec.
- Guberman, Nancy. « Appropriation du pouvoir et démocratie : l'un va-t-il sans l'autre? ». In Jocelyne Lamoureux, Nancy Guberman, Jennifer Beeman, Danielle Fournier, Lise Gervais (dir. publ.), *Le défi des pratiques démocratiques dans les groupes de femmes*. Montréal : Saint-Martin, 2004.
- Ibanez, Thomas. « Pour un pouvoir politique libertaire. Considérations épistémologiques et stratégiques autour d'un concept ». In *Pouvoir et sa négation*. Lyon : Atelier de Création libertaire, 1984.
- Jallon, Hugues. « De la résistance à la dissidence : les voies étroites de la contestation globale. ». *Mouvements ; Seattle, Florence, Porto Alegre : l'autre mondialisation*, no. 25 (janvier-février) 2003.
- Kruzynski, Anna. «De l'Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois». *Recherches féministes*, vol. 17, no. 2, 2004.
- Levigne, Cathy. « The Tyranny of Tyranny ». In *Quiet rumours : an anarcho-feminist reader*. San Francisco : AK Press USA, 2002.
- Lamoureux, Diane. *Féminisme et altermondialisme, Colloque Genre et Militantisme – Gender and Activism* (26-27 nov. 2004). Université de Lausanne.

- Loureau, René. « L'institution en négation simple ou double (le rôle des intellectuels qui analysent le pouvoir) ». In *Pouvoir et sa négation*. Lyon : Atelier de Création libertaire, 1984.
- Mensah, Maria Nengeh. « Le comité femmes en grève. Entrevue avec Isabelle, Françoise et Anne ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, no. 1, 2005.
- Monnet, Corinne. « De l'antiféminisme chez les anarchistes ». In De Bellefon, Renaud, David Michels, et Mimmo Pucciarelli. *L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire des femmes, d'hommes et de leurs imaginaires : Colloque* (Toulouse, 27-28-29 octobre 1999). Lyon : Ateliers de Créations Libertaires, 2001.
- . « La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation ». *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 19, no. 1, 1998. .
- Morreall, J. « The Justifiability of Violent Civil Disobedience ». In *Civil Disobedience in Focus*. Londres : Routledge, 1991.
- Pennec, Simone. « Les tensions entre engagements privés et engagements collectifs, des variations au cours du temps selon le genre et les groupes sociaux ». *Lien social et politique ; Engagement social et politique dans le parcours de vie*. no. 51 (printemps).
- Piotte, Jean-Marc. « Avoir 20 ans en 1960 ». *Argument ; de mai 68 à Seattle ; trois générations face à l'engagement*, vol.6, no. 2, 2004.
- Pleyers, Geoffrey. 2004. « Des *black blocks* aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes ». *Lien social et politique ; Engagement social et politique dans le parcours de vie*. no. 51 (printemps).
- Prioto, Ruben. « Futurs imprévisibles et anarchismes prématurés ». In De Bellefon, Renaud, David Michels et Mimmo Pucciarelli. *L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire des femmes, d'hommes et de leurs imaginaires : Colloque* (Toulouse, 27-28-29 octobre 1999). Lyon : Ateliers de Créations Libertaires, 2001.
- Trat, Josette. *La responsable féministe, la « mauvaise tête » dans les organisations mixtes. Une figure emblématique d'une mutation inachevée : Colloque Genre et Militantisme – Gender and Activism* (26-27 nov. 2004). Université de Lausanne.
- Vaccaro, Salvo. « Le double paradigme du pouvoir ». *Réfractions : Pouvoirs et conflictualités*, no. 17 (hiver 2006- printemps 2007).
- Viennot, Eliane. « Des stratégies et des femmes ». *Nouvelles Questions Féministes*, no. 6-7, 1984.
- Welzer-Lang, Daniel. « Utopies, dépassement des genres, et de la domination masculine ». In De Bellefon, Renaud, David Michels, et Mimmo Pucciarelli. *L'anarchisme a-t-il un*

avenir ? Histoire des femmes, d'hommes et de leurs imaginaires : Colloque (Toulouse, 27-28-29 octobre 1999). Lyon : Ateliers de Créations Libertaires, 2001.

Brochures, sites internet et autres sources

Arsenault, Marie-Noelle et Anna Lupien, *Rebelles féministes*, film des *Lucioles*, compilation hiver 2003.

Beckett, Samuel. *En attendant Godot*.

http://lettres.ac-dijon.fr/espapro/pedago/letmod/col/thea20/godot/g_bas0.htm

Blood Sisters. <http://bloodsisters.org/bloodsisters/ww>

Coalition des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC). <http://www.clac.tactic.org>

Coalition anti-masculiniste. <http://www.antipatriarcat.org/antimascu/documents.html>

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. <http://www.crac-kebec.org/>

Coutant, Philippe. « L'autorité dans les groupes militants, les groupes libertaires ? » dans *Bibliothèque libertaire*. 2001. <http://kropot.free.fr/Coutant-autorite.htm>

———. « Nouveau millénaire, Défis libertaires : Militer en paix avec la chefferie militante. Est-ce possible ? » dans *Bibliothèque libertaire*. 1998. <http://kropot.free.fr/Coutant-Chefferie.htm>

Dufresne, Martin, et J.-M. Roy. *Comment les hommes peuvent-ils être de véritables alliés des femmes*. Collectif masculin contre le sexisme, 2004. <http://www.antipatriarcat.org/cmcs/section.php?section=textes>

Freeman, Jo. *La tyrannie de la non-structure*. 1970.

<http://infokiosques.net/spip.php?article2>

Graeber, David. *Reinventing democracy*. 2002.

http://www.inthesetimes.com/site/main/article/reinventing_democracy/

Funky Summer Fever 2004. Brochure, 2004.

Hommes contre le patriarcat. *Propagande*. <http://www.antipatriarcat.org/hcp/>

KLITO (Femmes libertaires en Iles-de-France) « Anti-patriarcat : quoi de neuf sous le drapeau noir ? : Petites considérations sur l'antisexisme en milieu libertaire ». Brochure, Paris. klito@no-log.org

La Page noire. <http://www.lapagenoire.propagande.org>

La vie en Rose : Magazine Hors-série. Montréal : Remue-Ménage, (octobre 2005).

Les Sorcières. *Journaux*. Brochures.

NEFAC. <http://www.nefac.net/>

Némésis. <http://www.antipatriarcat.org/nemesis/>

Phébus, Nicolas. «Anarchistes au Québec». In *Recueil de texte du collectif anticapitaliste La Rixe*. Québec : 2002.

Piotte, Jean-Marc. «Foucault et les anarchistes», automne-hiver 2006-2007.
http://www.er.uqam.ca/nobel/r17774/textes_piotte.html

Redstockings. Women's Liberation Studies : Archives For Actions Catalog.
<http://www.afn.org/~redstock/>

Robitaille, Antoine. « Citoyen à toutes les sauces », *Le Devoir*, 22 novembre 2005

Solidarité sans Frontières. www.solidaritesansfrontieres.org

Holloway, John. « Douze thèses sur l'anti-pouvoir », *Contretemps*, no. 6, février 2003,
consultation en ligne le 12 juin 2007 : <http://libertaire.free.fr/JHolloway01.html>